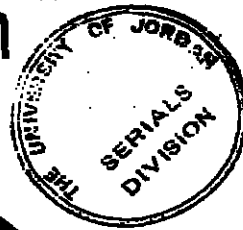


Supplément Radio-Télévision

Le Monde

15, rue Falguère, 75581 Paris Cedex 15



79989
489

QUARANTE-HUITIÈME ANNÉE - N° 14570 - 6 F

DIMANCHE 1^{er} - LUNDI 2 DÉCEMBRE 1991

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESSOURNE

L'évolution économique et politique de l'URSS

L'Union à sec

EN annonçant, vendredi 29 novembre, que les salaires des fonctionnaires ne seraient plus versés, le gouverneur de la banque centrale de l'URSS, M. Viktor Gerasimov, a donné un nouveau signe - et quel signe ! - de la crise financière de l'Union. Jeudi soir, les représentants de la Russie et de plusieurs autres Républiques avaient refusé de voter une autorisation de crédit de 90,1 milliards de roubles pour boucler le budget du quatrième trimestre. Le conflit ouvert par les élus russes porte aussi sur les émissions monétaires décidées par le président Mikhaïl Gorbatchev, sans en référer au Parlement.

Dans un régime marqué pendant plus de trente ans par l'étatisation, ne plus payer les salaires est un échec cuisant. Cette mesure frappe tout à la fois les salaires des militaires, les salaires des travailleurs de la santé, de la culture et de l'instruction publique. Elle porte encore sur les bourses des étudiants et... les rétributions des députés. Il apparaît aussi que la distribution des subventions aux entreprises sera interrompue, avec des conséquences inévitables sur l'évolution des prix à la consommation.

DE jour en jour, les institutions financières de l'Union s'approchent de la cessation de paiement. L'échec des négociations, qui rendent désormais ouvertement à donner leur obole. Les recettes fiscales et les bénéfices des entreprises de la « priphérie » viennent de plus en plus chèrement alimenter les caisses de la « centre », et la Banque d'Etat (Gosbank) n'a plus un rouble, sauf à se lancer dans la fuite en avant, c'est-à-dire faire fonctionner le plan à billets.

La situation intérieure est d'autant plus préoccupante que Moscou doit affronter simultanément une crise externe sévère. Le 28 novembre, la VEB (Banque soviétique du commerce extérieur) a décidé de suspendre jusqu'au 3 décembre les paiements de certaines opérations internationales, plongeant les marchés occidentaux dans l'inquiétude. Si Moscou s'est ensuite employé à rassurer ses interlocuteurs étrangers en minimisant la portée d'une telle mesure, on peut difficilement croire à des lendemains surs pour l'URSS. La population est guettée par des hausses de prix importantes, y compris pour les produits de première nécessité.

RECU en fin de semaine à Matignon et à l'Elysée, le président du comité économique inter-républicain, M. Ivan Silaev, a eu confirmation d'une aide française de 4 milliards de francs en 1991, dont la moitié pour l'achat de céréales. Le premier ministre a accepté d'accélérer l'exécution des contrats de livraison de sucre, viande, lait et aliments pour enfants, signés fin octobre.

Dans le contexte de délabrement économique que connaît l'Union ex-soviétique, la prédiction de Léline - « Nous échouons aux capitalistes la corde pour les pendre » - n'a jamais paru aussi éloignée de la réalité.

M0146 - 1202 0 - 6.00 F



L'Ukraine se prononce sur son indépendance

Selon les prévisions, les électeurs d'Ukraine devaient se prononcer à une large majorité, dimanche 1^{er} décembre, en faveur de l'indépendance de leur République. M. Leonid Kravtchouk était également favori de l'élection présidentielle organisée le même jour, mais un deuxième tour de scrutin n'est pas exclu. Aucune surprise n'était attendue au Kazakhstan avec un unique candidat à la présidence, M. Noursoultan Nazarbaev.

KIEV

de notre envoyé spécial

Douces illusions... Les illusions, ce sont celles des responsables russes qui croient encore que, passé le référendum et les élections, l'Ukraine reprendra sagement sa place au sein d'une Union ex-soviétique. Et celui qui dénonce ces illusions, du fond de la Lada qui le conduit à une réunion électorale, c'est Levko Lukachenko, l'un des candidats à la présidence.

Il a un noble et doux visage, des yeux d'un bleu intense et des moustaches à faire pâlir d'envie Lech Walesa. Et puis quelque chose d'autre - qui ne se voit pas, tant il paraît serein, mais qui inspire forcément le respect : vingt-sept années passées dans les prisons et les camps soviétiques.

JAN KRAUZE

Lire la suite et l'article de JEAN-BAPTISTE NAUDET page 4

Le nomadisme forcé des Touaregs

Fuyant les exactions de l'armée malienne, les « hommes bleus » prennent le chemin de l'exil et de l'oubli en Algérie

TAMANRASSET

de notre envoyé spécial

Jamais, depuis dix ans, le Sahara n'aura été aussi vert. Des pluies abondantes ont fait revivre les pâturages.

Et pourtant, malgré cette manne tombée du ciel, jamais l'exode des Touaregs du Mali n'aura été aussi important. Aujourd'hui, ce n'est pas pour échapper à la sécheresse qu'ils remontent vers le nord mais pour fuir les exactions de l'armée de

Bamako. « Nous sommes la honte de la race blanche. Durant trente ans, on s'est laissé coloniser par des nègres. Ça ne s'est jamais vu », lance un responsable du Mouvement populaire de l'Azawad (MPA), principal mouvement touareg en lutte contre le pouvoir malien.

Et d'ajouter : « Mais nous ne sommes pas racistes pour autant... » Quelle que soit la maîtrise de son discours, tout « homme bleu » finira par affir-

Réunion des ministres des finances à La Haye

Les Douze ont progressé vers l'union monétaire

Réunis dimanche 1^{er} décembre à La Haye, puis ensuite à Bruxelles, les ministres des finances des Douze doivent achever la préparation du conseil de Maastricht. Des progrès ont été accomplis sur le traité instaurant une union économique et monétaire. Des difficultés subsistent cependant sur la clause d'exemption qui permettrait au Royaume-Uni de ne pas aller jusqu'à la troisième étape, celle de la monnaie unique.

BRUXELLES

(Communautés européennes)

de notre correspondant

Dernière ligne droite pour les ministres des finances des Douze avant le conseil européen de Maastricht (Pays-Bas), les 9 et 10 décembre : ils se réunissent dimanche 1^{er} décembre à La Haye, puis poursuivent leurs travaux lundi 2 et mardi 3 à Bruxelles. La formulation définitive du traité instaurant une union économique et monétaire

(UEM) se révèle laborieuse, au point de susciter de l'inquiétude chez certains participants.

Cependant, des progrès significatifs ont été accomplis depuis la réunion que les ministres des finances ont tenue fin septembre à Apeldoorn, aux Pays-Bas (le Monde du 24 septembre), et la quasi-totalité des difficultés politiques ont été surmontées.

PHILIPPE LEMAITRE

Lire la suite page 21

Le Liban a reçu une liste d'opposants établie à Paris

La liste de quatre-vingt-cinq personnes, interpellées le 21 octobre à Paris au cours d'une manifestation contre la venue du président Elias Hraoui, a été transmise à la police libanaise. C'est ce que révèle une circulaire signée du directeur général de la sûreté générale libanaise, M. Raymond Roufayel, faisant référence à une « lettre émanant de la police française ». Cette circulaire requiert l'arrestation des Libanais dont les noms et l'état-civil avaient été contrôlés par les policiers français. L'accès du territoire libanais est désormais interdit aux manifestants de nationalité française, algérienne, tunisienne et marocaine qui figurent sur la liste.

Le ministre français de l'intérieur a confié une enquête à l'inspection générale de la police nationale pour déterminer d'où vient la « fuite ».

Lire page 8 l'article de ERICH UNGER

Repli des putschistes au Togo



Les mutins ont regagné leurs casernes
Lire nos informations page 24

Le sida au-delà du virus

Dans un entretien au « Monde », le professeur Montagnier affirme que la maladie n'est pas seulement virale

Dix ans après l'émergence aux Etats-Unis et en France de l'épidémie de sida, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) organise dimanche 1^{er} décembre une « journée mondiale » consacrée à la lutte contre cette affection. Dans l'entretien qu'il a accordé au Monde, le professeur Luc Montagnier (Institut Pasteur de Paris), qui, avec son équipe, fut dès 1983 à l'origine de la découverte du virus du sida, précise le nouveau profil physiopathologique de cette maladie et formule une série de critiques sévères sur les tentatives actuelles de la prévention et de la recherche.

« Dix ans après l'identification des premiers cas de sida aux Etats-Unis et en France, on a le sentiment diffus qu'on dépit des multiples efforts de la communauté scientifique internationale aucun espoir n'est permis. »

Les données sont fort complexes. Si l'on excepte les inquiétantes données épidémiologiques mondiales, il convient sans doute de ne pas verser d'un excès dans l'autre. Prenons l'exemple de la séropositivité vis-à-vis du virus.

On peut dire, aujourd'hui, au bout de dix ans, qu'il y a des gens séropositifs qui n'ont pas de tout évolué vers la maladie tant du point de vue clinique qu'immunitaire. La séropositivité demeure bien sûr un risque très important. Pourtant j'insiste : cette séropositivité n'est pas l'équivalent d'une condamnation à mort. On est passé d'un excès à l'autre : en 1985, on disait à tort que neuf « porteurs sains » du virus sur dix ne développeraient pas un sida. Maintenant, plusieurs études permettent de dire que neuf séropositifs sur dix - mais non pas dix sur dix - développeront un sida. Il ne s'agit pas d'être à tort rassurant, bien au contraire. J'ajouterais cependant qu'il y a eu des cas de suicide de personnes apprenant leur état sérologique. Cette séropositivité ne doit jamais être annoncée de façon brutale, en laissant entendre que l'issue sera à coup sûr fatale. La découverte de cette séropositivité impose en toute hypothèse un long dialogue entre le médecin et le malade, l'exposé objectif de toutes les données connues actuellement sur cette question.

Propos recueillis par JEAN-YVES NAU et FRANCK NOUCHI
Lire la suite page 9

La Yougoslavie et l'Europe

La Communauté s'oriente vers la reconnaissance de la Slovénie et de la Croatie
page 4

La réception de M^{me} Carrère d'Encausse à l'Académie française

pages 11 à 14

HEURES LOCALES

Franche-Comté

Modeste par sa taille et sa population, composée de territoires très divers, cette région est beaucoup plus riche et inventive qu'on ne le dit, qu'elle ne le dit parfois elle-même. Et, non sans raison, il lui arrive de caresser quelques grands projets.

Lire pages 16, 17, et 18

l'enquête de MARC AMBROISE-RENDU

Lire également

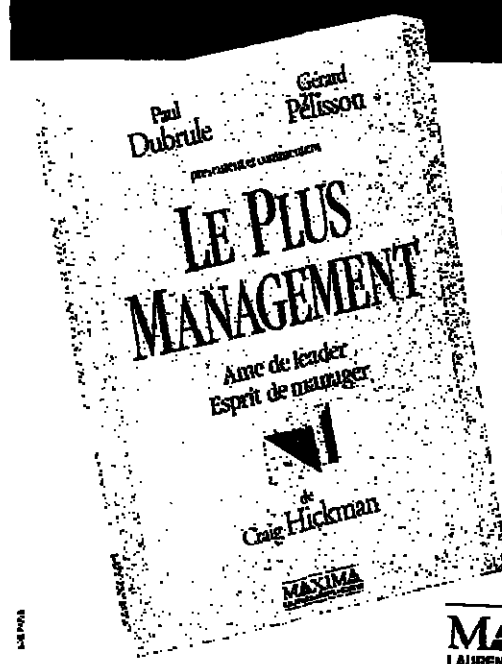
« L'université au service des collectivités » Un entretien avec le maire d'Angoulême « L'effet des délocalisations »
pages 15 et 18

« Le grand jury RTL-le Monde » M. Jean-Marie Le Pen invité dimanche à 18 h 30

Le sommaire complet se trouve page 24

Leader + Manager = Plus Management

Paul Durand et Gérard Pellissier, co-présidents du Groupe Accor, leader mondial de l'Hôtellerie, commentent pour vous le best-seller de Craig Hickman.



« Une seule, petite idée simple de découvrir que vous êtes un leader, un manager, un chef, qu'il vous faut vous armer d'un peu de courage et de la loi. »
Craig Hickman
Edition de l'Archipel

MAXIMA
LAURENT AU MESNIL - EDITIONS

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 8 DH ; Tunisie, 700 m ; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche, 35 Sch ; Belgique, 40 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Danemark, 6 F ; Espagne, 180 PTA ; Grèce, 220 DR ; Irlande, 1,50 £ ; Italie, 2 200 L ; Luxembourg, 42 F ; Norvège, 42 KRN ; Pays-Bas, 2,75 F ; Portugal, 170 Esc ; Suède, 450 F SFA ; Suisse, 180 Kcs ; Thaïlande, 100 B ; USA (NY), 2 \$; USA (autres), 2,50 \$.

Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FAUGUIÈRE,
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-25-99
Tél. : 206.806 F

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-60-30-10
Tél. : 261.311 F

Édité par la SARL Le Monde
Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944.
Capital social :
620 000 F

Principaux associés de la société :
Société civile
« Les Rédacteurs du Monde »
Société anonyme
des lecteurs du Monde
Le Monde-Entreprises
M. Jacques Lesourme, gérant.

Le Monde

PUBLICITE

Jacques Lesourme, président
Françoise Hugues-Derail, directeur général
Philippe Dupuis, directeur commercial
15-17, rue du Colonel-Pierre-Avin
75002 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 46-62-12-75
Tél. MONDPUB 634 128 F
Tél. : 46-62-12-75 • Société filiale
de la SARL Le Monde et du Monde Europe SA

Impression
du « Monde »
12, r. M. Gumbourg
94852 IVRY CEDEX
Reproduction interdite de tout article
sans accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux
et publications, n° 57 437
ISSN : 0395-2037
PRINTED IN FRANCE

Renseignements sur les microfilms et
index du Monde au (1) 40-65-25-33

TÉLÉMATIQUE

Composés 38-15 - Tapez LEMONDE
ou 38-15 - Tapez LM

TARIF	FRANCE	SUISSE BELGIQUE LUXEMBOURG PAYS-BAS	AUTRES PAYS monnaie CEE
3 mois	480 F	572 F	750 F
6 mois	890 F	1 123 F	1 560 F
1 an	1 620 F	2 086 F	2 960 F

ÉTRANGER :
par voie aérienne
tarif sur demande.
pour vous abonner
renvoyez ce bulletin
accompagné
de votre règlement
à l'adresse ci-dessus
ou par MINITEL
36-15 LEMONDE
code d'accès ABO

Changements d'adresse définitifs ou
provisaires : nos abonnés sont invités
à formuler leur demande deux
semaines avant leur départ, en indi-
quant leur numéro d'abonnement.

BULLETIN D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE
3 mois 6 mois 1 an

Nom : _____
Prénom : _____
Adresse : _____
Code postal : _____
Localité : _____
Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les
noms propres en capitales d'imprimerie.

PP Paris RP 111 MON 03

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde
Comité de direction :
Jacques Lesourme, gérant
directeur de la publication
Bruno Frappet
directeur de la rédaction
Jacques Guiz
directeur de la gestion
Maurice Luchet
secrétaire général

Rédacteurs en chef :
Jean-Marie Combarault
Robert Solé
(reçus au directeur
de la rédaction)

Jacques Amalric
Thomas Ferencik
Philippe Hermand
Jacques-François Simon

Daniel Vernet
(directeur
des relations internationales)

Anciens directeurs :
Hubert Beau-Méry (1944-1968)
Jacques Faure (1968-1982)
André Laurens (1982-1986)
André Fontaine (1986-1991)

DATES

Il y a cinq cents ans

Le roi de France « épouse » la Bretagne

« **M**ESSEIGNEURS, je ne reconnais pas de vous. Mardi dernier, à Langeais, le roi épousa la reine, votre souveraine dame. Et soyez sûrs que la nuit même elle fut dépucelée... Et parce que je sais que vous en serez bien joyeux, j'ai voulu vous en avertir, afin que vous fussiez faire processions solennelles et jeux (de joie)... Écrit au Plessis-les-Tours, le 8 jour de décembre. »

C'est en ces termes, pour le moins dépourvus de poésie, que Jean de Chalon, prince d'Orange, rendit compte aux Rennaïs, dont il était le capitaine-gouverneur, du mariage d'Anne, duchesse de Bretagne, et de Charles VIII, roi de France, qui s'était déroulé au château de Langeais deux jours plus tôt, le 6 décembre 1491. La brièveté de la lettre et sa sèche- resse, l'appel à organiser des réjouissances officielles, la joie de commande cachent mal l'amertume de son auteur.

Cette amertume se comprend mieux quand on sait la manière dont furent expédiées les épousailles royales : cérémonie hâtive, bâclée avant l'aube dans un lieu gardé secret jusqu'au dernier moment, une sombre forteresse des bords de Loire, sévèrement gardée par la troupe, hors du pays natal de l'épouse, contrairement aux exigences de la tradition bretonne ; absence de faste, même si la cassette royale avait fait les frais pour la reine d'une robe de drap d'or fourrée d'agneau noir, marquée à dessein des emblèmes de l'ordre de Saint-Michel, l'ordre du roi ; et surtout empressement du milieu royal à faire consommer l'union, et à la faire constater, pour la rendre irrévocable.

De quoi accorder la thèse fantas- tiste de l'entêtement de la fiancée (*Brautraub*) que certains ne manquent pas de faire circuler, notamment dans les milieux proches de Maximilien de Habsbourg, archiduc d'Autriche et hé- rité de l'Empire allemand, devenu par procuration, l'année précé- dente, l'époux de la duchesse.

Une tentative d'émancipation princière

Il faut dire que le mariage sur- venait au terme d'une période de grande intensité dramatique, épi- que d'une trame d'histoire de la Bretagne qui aurait pu se terminer d'une tout autre manière.

Anne était en effet la dernière descendante de la dynastie des Montfort, montée sur le trône de Bretagne en 1364, et attachée depuis plus d'un siècle à promou- voir une politique d'autonomie. Les circonstances étaient favorables, puisque le roi de France, emporté depuis 1337 dans sa guerre avec l'Angleterre, ne pouvait s'opposer efficacement au développement des forces centrifuges dans le royaume. La Bretagne ne manqua pas de saisir l'occasion d'exploiter ses avan- tages naturels et les atouts multi- ples qui lui venaient de l'histoire.

Le duc était à la tête d'un pays cohérent géographiquement, chose rare en ce temps, étendu sur 35 000 km², et fort de plus d'un million d'habitants. Sa situation à la pointe de l'Europe l'incitait à se tourner vers les horizons mari- times, où passaient les grandes routes du commerce des vins, du sel et des épices dès le quatorzième siècle, et à nouer des relations directes avec les pays transmarins, les îles Britanniques et la péninsule ibérique, dont les navigateurs avaient commencé d'explorer les routes atlantiques, bien souvent de conserve avec les Bretons. En outre, la conscience d'hériter d'un passé glorieux était entretenue de génération en génération, au moins chez les élites intellectuelles et dans les milieux proches du prince.

Ce dernier, persuadé que les chances de réussite du pays rési- daient dans la liberté de ses options politiques, et convaincu des effets pervers d'une adhésion au parti du roi d'Angleterre ou à celui de France, entretenait des relations directes avec la plupart des États et principautés euro- péennes. Le duc ne s'embarrassait guère de l'intermédiaire français pour conclure des traités de com- merce ou d'alliance militaire avec l'Angleterre, la Castille, la Bour- gogne, le Portugal ou la Hanse ger- manique. De même, il avait ses représentants auprès du Saint-Siège qui le considérait comme un inter- locuteur à part entière.

La revendication politique bre- tonne s'appuyait sur un discours à forte composante nationaliste dif- fusé aussi bien par les agents de l'État que par les intellectuels, des historiens surtout, qui rappelaient comment, jadis, « les rois de Bre-

tagne ne reconnaissaient pas de souverains sur terre ». Rien ne fut épargné pour susciter l'éclosion d'un sentiment national, ni l'auto- satisfaction, ni le discours xéno- phobe, l'une et l'autre inspirés d'une superficielle pseudo-psychologie des peuples, ni la référence aux héros fondateurs (Brutus) ou à la langue commune primitive (« le pur et ancien troyen »), toujours vivante dans l'ouest de la pénin- sule.

Ce passé glorieux, où la légende se mêle à l'histoire, servit à jus- tifier des prétentions à la souverai- neté nettement affirmées depuis le dernier quart du quatorzième siè- cle. Utilisant très tôt à leur profit la notion romaine de *libertas* (1384), les ducs proclamèrent l'ori- gine divine de leur pouvoir (1417).



Anne de Bretagne et Charles VIII (gravure du XIX^e siècle).

et s'arrogeaient le droit de porter la couronne royale de Bretagne, dont les fleurons orgueilleux attestaient à la dignité du Valois, auquel Montfort refusait de prêter l'hom- mage lige, se contentant d'une cérémonie à la gestuelle édulcorée, plus proche d'un pacte d'amitié ou de non-agression que d'une véritable reconnaissance de subordina- tion.

Pour mettre en concordance les idées et les actes, les Montfort créèrent un perfectionnement un système institutionnel dont la modernité et la sophistication ne

sauraient être mises en doute. Grâce à leurs officiers, ils parvin- rent à établir un monopole fiscal incontestable, à recruter et à solder une petite armée permanente. Ils battaient monnaie d'or et d'argent comme le roi, et affirmaient leur vocation à demeurer seuls juges de leurs sujets, ce qui les conduisit à instituer à Nantes un Parlement rival de celui de Paris (1485). Par ses structures, l'État ducal s'appar- tenait aux grandes monarchies centralisatrices, France et Angle- terre, qui lui servaient de modèles.

Guerre de conquête

Cette entreprise heurtait de front les intérêts d'une monarchie cen- tralisatrice, peu disposée à tolérer

manquer de suivre. L'occasion, puisqu'il en fallait une pour justi- fier l'intervention militaire royale, ce fut le problème de la succession du duc François II qui laissait deux filles, Anne et Isabelle, dont les droits à la couronne pouvaient prêter à discussion.

Le traité de Guérande, qui avait mis fin en 1365 à la guerre de succession de Bretagne entre Mont- fort et Penthièvre, avait écarté les femmes du trône de Bretagne. Mais ce traité n'avait été qu'un compromis entre les factions rivales du moment, et les Penthiè- vres, qui auraient pu en bénéficier, avaient renoncé à s'en prévaloir par un accord conclu à Nantes en 1448 avec la dynastie régnante. Louis XI ne pouvait l'ignorer quand il racheta en 1480 les « droits » de la dernière descen- dante des Penthièvre, mais « l'uni- verselle aragne » ne reculait devant aucun moyen pour tisser sa toile, et quand François II mourut en septembre 1488, Charles VIII, hé- rité de Louis XI, disposait d'un moyen de pression certain sur les Bretons.

En fait, depuis un an déjà, la guerre avait éclaté entre le duché et le royaume. La perspective d'une succession difficile avait en effet réveillé la vigueur et les appé- tits d'une aristocratie nostalgique d'un temps où le prince ne gouvernait pas vraiment et où le conseil se prenait auprès des grands. Pour parvenir à leurs fins, les Rohan, Rieux, Laval, Dinan et autres, chez qui le souci des intérêts particuliers effaçait toute considération d'intérêt général ou national, n'hé- sitèrent pas à solliciter l'aide mili- taire de la France, qui n'en deman- dait pas tant (1487).

Nouvelle donne pour le duché

Il ne fallut pas moins de quatre campagnes militaires dévastatrices et meurtrières en cinq ans pour ter-asser le duché. Pour tenter d'élu- der les conséquences de la défaite de Saint-Aubin-du-Cormier (28 juillet 1488) et de sauver une indépendance compromise par l'en- gagement de François II de ne pas marier ses filles sans le consente- ment du roi, les Bretons se tournè- rent vers l'étranger, et c'est ainsi que fut conclu le mariage par pro- curation entre Anne et Maximilien de Habsbourg (19 décembre 1490).

Mais la combinaison se révéla illusoire, et le soutien militaire autrichien dérisoire pour arrêter l'invasion de 30 000 Français qui, avec la complicité de certains membres de l'aristocratie (Rohan, Albret), déferlèrent sur le pays en 1491 et l'occupèrent tout entier à l'exception de Rennes « et de la fille qui étoit dedans » (Comynes).

Anne, lâchée par ses alliés, n'avait plus qu'à se soumettre ou à se démettre. A quatorze ans, elle n'était pas vraiment maîtresse de ses choix politiques, et le mariage

français, porteur de paix, s'imposa à tous comme la solution de mi- son. Anne abandonna l'Autriche et Charles renoua à sa fiancée, la jeune Marguerite d'Autriche, fille de Maximilien, qui décidément perdait sur tous les tableaux. Sans même attendre l'arrivée des dis- penses pontificales nécessaires, en raison de la parenté au quatrième degré des époux, les tristes notes de Langeais furent célébrées dans les conditions que l'on sait.

Les espoirs que la solution de compromis avaient pu faire naître en Bretagne ne tardèrent pas à être déçus. La première déception vint du contrat de mariage, stipulant que les époux se faisaient donation mutuelle de leurs droits sur le duché, disposition très avantageuse pour la France : de plus, comme on ne voulait pas laisser échapper la proie que l'on venait de capter, la reine s'engageait en cas de décès du roi à épouser son suc- cesseur, si cela était possible, ou le plus proche héritier du trône. En revanche, contrairement à l'attente générale, rien n'était prévu pour garantir les franchises et privilèges bretons sous le régime de l'union personnelle du pays à la couronne de France.

Une politique prudente

C'est même plutôt la politique inverse qui se mit en place dans les semaines suivantes, où l'on voulut profiter de la victoire pour accélérer l'intégration du duché. Saint- Malo fut annexé au royaume. On installa les gens du roi aux postes- clés de l'administration : un gé- néral des finances, un trésorier et receveur général, un contrôleur général, tous français, et des com- missaires royaux vinrent présider les États. Quant aux officiers du régime d'union, ils durent prêter ser- ment d'allégeance au nouveau-ve- nir pour conserver leur charge.

Nombre de symboles de l'indé- pendance disparurent ou furent menacés de disparition : en 1492 et 1493, le Parlement de Nantes, dont on fit des « Grands Jours de Bretagne », subordonnés au Parle- ment de Paris, la Trésorerie de l'épargne, la Chancellerie, et même la monnaie de Bretagne à laquelle on vint substituer le système monétaire tournois. Quant à la Chambre des comptes, dont la pré- sence à Nantes depuis le début de la dynastie des Montfort était étroitement associée à l'image du duché indépendant, elle dut migrer précipitamment à Nantes.

C'était sans doute aller trop vite en besogne. Les réticences, pour ne pas dire les résistances à l'alourdis- sement de la tutelle française, ne tardèrent pas à se faire jour. Les monétaires de Rennes et Nantes s'opposèrent à l'introduction de la monnaie tournois et le roi dut renoncer à sa réforme ; à Nantes, la Chambre travailla, mais sans ses archives restées à Nantes ; un complot visant à évincer un débarquement anglais fut même déjoué. Prudent, le gouvernement accepta de tempérer ses exigences : la confirmation des privilèges, tant réclamés par les États, fut accordée en juillet 1492, on ne se pressa pas d'exiger des comptes de tous ceux qui avaient profité de la guerre à un titre ou un autre, et une judi- cieuse politique d'allègement de la fiscalité évita tout débordement populaire.

Mais la ligne directrice était tra- cée : la France, maîtresse de la Bretagne, n'était pas disposée à y renoncer. Pour que Charles VIII ait accepté de sacrifier sa jeune fiancée autrichienne et l'espoir de réunir rapidement l'Artois et la Franche-Comté à la couronne, il fallait que l'enjeu breton fût d'im- portance. Les intérêts stratégiques et économiques de la France, à une époque où l'Europe basculait vers l'Atlantique, mais aussi le souci de ne pas laisser grandir l'État créé par les Montfort commandaient de préférer le mariage breton à tout autre. La chance que fut pour Anne la mort de son royal époux et la possibilité qui s'offrit alors à elle de rétablir certaines des institu- tions du passé et de renégocier le contrat qui l'unissait, elle et son pays, au nouveau roi Louis XII (1499) furent infléchir le cours de l'histoire, et contribuèrent à faire différer l'union perpétuelle jus- qu'en 1532. Mais rien ne pouvait changer le destin du duché, il avait été scellé à Langeais, le 6 décembre 1491.

JEAN KERHÉVÉ

Professeur d'histoire médiévale,
Centre de recherche bretonne
et celtique (URA 374, du CNRS),
université de Brest.

Les Occidentaux

L'Ukraine se prononce sur son indépendance

الجمهورية العربية السورية

Le référendum en Ukraine

Les Occidentaux veulent obtenir un certain nombre d'assurances

Appelés aux urnes, dimanche 1^{er} décembre, les Ukrainiens doivent se prononcer pour ou contre l'indépendance et élire leur président de la République. Selon toute probabilité, ils devraient voter à une très large majorité en faveur de l'indépendance et apporter l'essentiel de leurs suffrages à M. Leonid Kravtchouk, actuel numéro un de la République, qui aura, toutefois, peut-être besoin d'un second tour pour être élu à la magistrature suprême.

L'Ukraine, qui est la plus riche des Républiques de l'URSS après la Russie, a une popula-

tion de 52 millions d'habitants. Les résultats prévisibles du référendum de dimanche suscitent un certain embarras dans les capitales occidentales.

Dès mercredi, des responsables américains avaient indiqué que les États-Unis « iront rapidement mais aussi avec prudence » vers une reconnaissance de l'indépendance de l'Ukraine. Washington entend toutefois obtenir des assurances, notamment sur le contrôle des armements nucléaires et le respect des traités de désarmement conclus avec l'URSS. La prési-

dence de l'Union soviétique s'est déclarée « perplexée » à la suite de ces déclarations.

Les ministres des affaires étrangères des Douze devraient évoquer ce dossier, lundi 2 décembre, à Bruxelles, mais la Grèce a déjà indiqué qu'elle engagerait des « négociations » avec le gouvernement de Kiev. Vendredi, le porte-parole du Quai d'Orsay, M. Daniel Bernard, a souligné la « nécessité » pour la CEE de prendre une position commune. Selon certaines informations en provenance de Bruxelles, les Douze excluraient de reconnaître immédiatement

l'indépendance de l'Ukraine et voudraient obtenir certaines assurances sur le respect des droits de l'homme et le contrôle des armements. Vendredi, le ministre polonais des affaires étrangères, M. Krzysztof Skubiszewski, a implicitement indiqué que la Pologne était disposée à reconnaître son indépendance. Le gouvernement suédois est prêt, pour sa part, à installer une représentation diplomatique en Ukraine dans les plus brefs délais. — (AFP, Reuters.)

L'Ukraine se prononce sur son indépendance

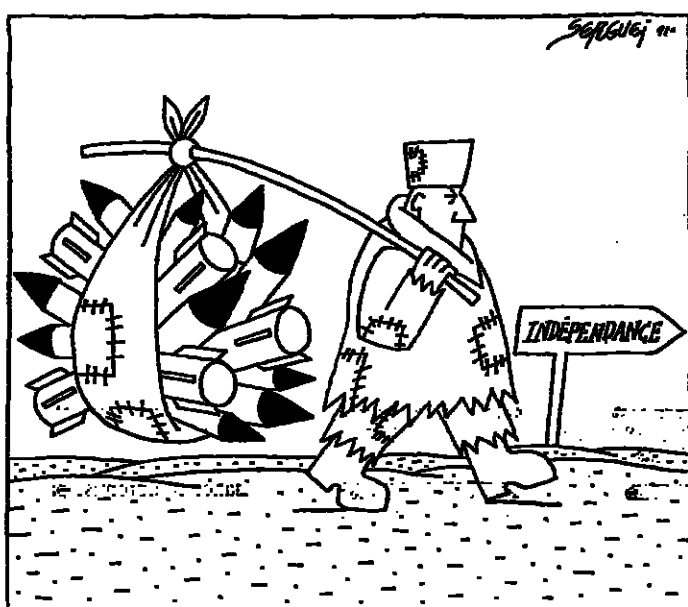
Suite de la première page

Levko Lukianenko n'a à peu près aucune chance de remporter l'élection, et en même temps il est certain de gagner. Le combat qu'il mène depuis des décennies et pour lequel il a tant souffert — l'indépendance de son pays — va trouver son épilogue dans le référendum de dimanche 1^{er} décembre. Personne ne doute du résultat, et tous pourtant attendent ce résultat avec impatience. Qu'il soit triomphal ou simplement positif plaira fortement sur les destins de l'État qui va naître, au terme d'une si longue attente : nation depuis des siècles, vivant dans la nostalgie de ses héros, tragiques pour la plupart, l'Ukraine n'a connu jusqu'à présent que des opportunités gâchées, des tentatives avortées. Y compris en 1918, qui vit l'élection du président d'une éphémère République ukrainienne, alors que les troupes de Levko Lukianenko, ni aucun autre des représentants d'une opposition naissante clandestine, — mais un apparatchik, un ex-communiste qui rien ne distinguait de tant d'autres sinon une évidente intelligence et une remarquable capacité d'adaptation à l'esprit du temps, ou si l'on préfère un sens de l'histoire. Il suffit d'évoquer le nom de Leonid Kravtchouk devant à peu près n'importe quel interlocuteur pour entendre aussitôt le mot qui lui colle à la peau : « soule ». Une souleuse qui a permis à l'ancien secrétaire à l'idéologie, chargé de porter la contradiction au « Roukh » alors que ce mouvement indépendantiste et démocratique sortait des catacombes et des prisons, d'épouser son époque et de faire une carrière fulgurante dans une Ukraine encore « soviétique » mais déjà émancipée. Président du Soviet suprême de la République depuis l'été 1990, il est déjà au pouvoir à Kiev, mais sans la légitimité que pourra seule lui apporter une élection au suffrage universel.

L'homme est donc « soule », « intelligent » et qui plus est « malin », explique, parmi tant d'autres, le

réducteur en chef du quotidien *Kiev-Sor*, Vitali Karpenko, un homme qui s'y connaît en « métamorphoses » puisque lui-même fut naguère membre du comité central et que son journal se veut aujourd'hui à la pointe du combat pour la démocratie et l'indépendance : « Nous changeons tout, et lui aussi. Il a commis une seule erreur, au moment du putsch. »

Leonid Kravtchouk semble désormais fermement résolu à rester à l'écart d'une entreprise dont il perçoit bien la contradiction fondamentale : « Une confédération et un état unique, ce sont deux choses inconciliables (...). Quand cesserons-nous de tromper



De fait, Leonid Kravtchouk — peut-être un peu trop « malin » pour une fois, — a légèrement tardé à condamner les auteurs du coup d'État de Moscou. Suffisamment pour éveiller la méfiance que lui vouent toujours certains.

« Deux choses inconciliables »

Son attitude, au départ un peu ambiguë à propos des tentatives faites à Moscou pour préserver quelque chose des structures de l'Union, a aussi donné du grain à moudre à ses adversaires et, à l'inverse, elle alimente encore les espoirs des responsables moscovites. Après tout, dans une interview donnée au *Monde* en mai dernier, il se déclarait encore partisan d'une « Union d'États souverains » — la formule aujourd'hui défendue par M. Gorbatchev. Mais, poussé par un vent qui souffle de plus en plus fort, M. Kravtchouk tient désormais fermement le cap, et depuis plusieurs

semaines son discours est devenu univoque : pas question pour l'Ukraine d'adhérer à une Union qui perpétuerait en quoi que ce soit l'existence d'un « centre ». Les élus ukrainiens brillent d'ailleurs par leur absence au Soviet suprême de l'URSS, du coup privé de toute existence réelle, et les autorités de Kiev ne participent pas aux laborieuses négociations pour la constitution d'un nouvel « État confédéral ».

Or de cela les Ukrainiens ne veulent plus entendre parler. Plus question de tourner autour de l'astre russe ou pour lui « la Russie doit rester le centre autour duquel, comme autour du Soleil, vont tourner les autres planètes, désormais appelées États ».

Si la cause paraît entendue, reste encore à gagner cette élection, et donc à battre l'adversaire considéré comme le plus dangereux : Viatcheslav Tchornovil, soutenu par le Roukh. Pionnier d'une lutte pour l'indépendance qu'il a aussi de nombreuses années de camp, il a sur Levko Lukianenko l'avantage d'être plus jeune et d'avoir déjà exercé des responsabilités : depuis la victoire du Roukh aux élections du printemps 1990, il est à la tête de l'exécutif de la région de Lvov — une région qui, dans la longue marche vers l'indépendance, a toujours eu en avance de plusieurs longueurs sur le reste de l'Ukraine (voir encadré).

S'il y a un second tour, c'est très vraisemblablement lui qui affrontera Leonid Kravtchouk, et c'est donc autour de lui que se rassembleront tous ceux qui ne se résoudent pas à voter pour un ancien apparatchik, aussi « métamorphosé » qu'il puisse être. Mais les chances de cet homme primésautier, qui parle au moins aussi vite que le Michel Rocard de jadis et ressemble encore beaucoup

plus à un militant qu'à un homme d'État, aurait été beaucoup plus grandes si l'opposition était parvenue à s'unir dès le premier tour. Les rivalités personnelles l'ont empêché, et trois candidats principaux pourront revendiquer les voix de ceux qui ne veulent pas se contenter d'un réalisme à la Kravtchouk (le troisième homme, Igor Loukhmovsky, est un mathématicien, membre de l'Académie ukrainienne des sciences et animateur d'un groupe d'opposition parlementaire).

De plus, la force principale de Viatcheslav Tchornovil — sa grande popularité à Lvov et dans l'ensemble de l'Ukraine occidentale — est aussi une faiblesse, un handicap au moment où le nouvel État va devoir faire face à un risque majeur : la dislocation ou, pour le moins, les tiraillements internes. A des titres divers, plusieurs régions se sentent en état de « sécession », que les autres. Avant tout celles de l'est, où sont principalement présents les quelque onze millions de Russes de la République (les chiffres, en réalité, ne sont pas très fiables, et selon les interlocuteurs, les Russes seraient en réalité plus ou moins nombreux que ne le disent les statistiques officielles). Vladimir Griniev, un candidat à l'élection présidentielle, qui se distingue des autres par le fait qu'il est mi-russe, mi-ukrainien, devrait d'ailleurs faire un bon score à Kharkov, où la population est majoritairement russe.

La « petite Russie » du XIX^e siècle

Le bassin minier du Dniepr, où les Russes représentent à peu près la moitié de la population, est également une région très sensible, où beaucoup craignent les excès du « séparatisme » ukrainien. Et puis il y a la Crimée : depuis la déportation par Staline des Tatars, qui n'ont été autorisés à rentrer qu'au complet, la péninsule est peuplée essentiellement de Russes, et si les choses devaient mal tourner, elle pourrait être l'un des enjeux majeurs d'une querelle territoriale entre Kiev et Moscou. Il faut aussi tenir compte du particularisme des habitants de la Bucovine, anciennement roumaine, à propos de laquelle les autorités de Bucarest viennent d'ailleurs de se rappeler au bon souvenir des dirigeants de Kiev. Bref, les problèmes ne manquent pas. Que les résultats du référendum soient par trop différents selon les régions, et les premiers pas de la nouvelle Ukraine en seraient beaucoup moins assurés.

Un homme comme Alexandre Soljenitsyne n'a-t-il pas déjà demandé aux Ukrainiens de se montrer démocrates jusqu'au bout et de tenir compte des résultats région par région, c'est-à-dire en fait de laisser les régions majoritairement russes libres de se rattacher à la mère-patrie ? « Quelle tristesse qu'il soit devenu impérialiste », remarque Levko Lukianenko à propos de cet autre « ancien » du Goulag.

Pourtant, à Kiev, on affiche une assez grande confiance et on fait état de sondages montrant qu'une solide majorité de Russes d'Ukraine devraient voter pour l'indépendance. Quant aux relations avec la Russie de Boris Eltsine, elles devraient être bonnes — à condition qu'elles s'établissent sur des principes d'égalité et que l'Ukraine ne soit plus jamais tentée en « petite Russie », le nom dont elle fut affublée aux noirs moments du XIX^e siècle. Le référendum de dimanche devrait donc ouvrir définitivement les yeux de ceux qui, à Moscou comme en Occident, refusent encore de constater l'évidence : la naissance de l'Ukraine en tant qu'État consacre la mort du vieux empire russo-soviétique, qui, privé de sa plus belle « colonie », ne sera plus jamais ce qu'il était. Quant au résultat de l'élection présidentielle, il n'est sans doute, à l'aune de l'histoire, que d'importance secondaire. Viatcheslav Tchornovil, à qui l'on demandait un jour ce qui le distinguait de Leonid Kravtchouk, eut cette réponse : « Il n'y a aucune différence. Il dit depuis six mois ce que je dis depuis trente ans. »

JAN KRAUZE

« Ils ont la conviction d'avoir toujours été exploités »

LVOV

de notre envoyé spécial

« Vous savez, la Russie, c'est plutôt un conglomérat asiatique-mongol... » C'est dit avec le sourire, par l'un des responsables du Roukh d'Ukraine occidentale, mais, au-delà de la caricature, c'est une manière de souligner les différences, et les distances. On est vraiment bien loin de Moscou — et même de Kiev — dans cette « Lvov » (Lviv en ukrainien) à l'histoire tourmentée mais résolument « européenne ». Il suffit de parcourir le vieux centre, la place du marché, de voir les églises et les vieilles maisons typiques de l'architecture baroque italienne dans sa version Europe centrale, de respirer le parfum « avant-guerre » qui flotte encore autour de l'ancien Hôtel Georges (tristement rebaptisé Intourist) ou des petites « salons de mode ». Ce pourrait être — à condition que la pénombre biffe certains détails — Cracovie, Vilnius ou Prague.

Les pierres ont moins souffert, ici, que les hommes : plus d'un million de personnes déportées de Galicie au début des années 40, les élites systématiquement liquidées. Mais malgré ces épreuves, malgré une répression féroce, le soviétisme a laissé ici moins de traces qu'ailleurs, ne serait-ce que parce qu'il dure moins longtemps. L'Ukraine occidentale, elle, est l'expression d'un vieux opposant, à donc « été moins amoindrie que le reste ». Une dame d'âge mur précise à sa manière : « On était quand même mieux sous les Polonais (entre les deux guerres) ou sous les Austro-Hongrois (avant 14) que sous Matouchkine (la mère Russie) ». Résultat, « nous sommes aujourd'hui le moteur

de l'Ukraine, comme nous l'avons toujours été ».

De fait, le rythme du changement est sans conteste plus rapide ici qu'à Kiev, où l'on tarde à changer le nom des rues, et où l'on a déboulonné à ce jour qu'une seule statue de Lénine. Ici, pas moins de 700 noms de rues ou de localités ont été changés depuis que le Roukh a gagné les élections. Et le militantisme ukrainien souffle incontestablement plus fort qu'ailleurs, y compris dans les colonnes du quotidien local au titre éloquent : « Pour une Ukraine libre ». Un journal qui est d'ailleurs en osmose avec le nouveau pouvoir dirigé par Viatcheslav Tchornovil.

« Dans les circonstances présentes, ce serait un péché de les critiquer », admet le rédacteur en chef adjoint du premier journal national de l'histoire de l'Ukraine, qui a pris pour devise une citation du grand poète national Taras Chvchenko : « Embrassez-vous, mes frères. »

Ici, au moment du coup d'État de Moscou, en août dernier, « on n'a pas hésité une seconde », et la rédaction « s'est jetée sur les putschistes comme une panthère ». Inutile de dire que tout retour en arrière, toute renonciation à l'indépendance ou à la démocratie, paraît exclu. D'ailleurs, explique un couple d'étudiants pourtant bien conscients des difficultés présentes et à venir : « Les gens sont convaincus qu'après l'indépendance ça ira mieux. Parce que les Ukrainiens savent travailler. Et qu'ils ont, vaille ou fustesse, mais chevillée au corps, la conviction d'avoir toujours été exploités par la Russie. »

J. K.

GRANDE-BRETAGNE : pour une affaire d'expulsion d'un réfugié

Le ministre de l'intérieur est jugé coupable d'« offense » à la justice

LONDRES

de notre correspondant

M. Kenneth Baker, le ministre de l'intérieur britannique, n'a pas failli à sa réputation de « grand survivant » politique : le premier ministre, M. John Major, a estimé, vendredi 29 novembre, qu'il n'avait pas à démissionner de ses fonctions bien que la cour d'appel ait reconnu M. Baker coupable d'« offense à la cour » pour avoir passé outre à un jugement des tribunaux ordonnant le retour en Grande-Bretagne d'un demandeur d'asile, expulsé par les services du ministère de l'intérieur.

M..., un professeur zéroïro de vingt-huit ans, s'était vu refuser le statut de réfugié politique en dépit d'affirmations selon lesquelles il avait été torturé dans son pays. L'ordre d'expulsion ayant été fixé au 2 mai dernier, l'avocat de M... avait fait appel le 1^{er} mai. La cour avait rendu son verdict alors que le

réfugié, menottes aux poignets, était en partance pour Paris. Le ministère de l'intérieur choisit alors d'ignorer la sentence et M... arrive en France. A Londres, les magistrats haussent le ton et ordonnent son retour immédiat. Confronté par ses experts, M. Baker persiste et laisse la procédure d'expulsion suivre son cours : M... s'envole vers Kinshasa, où il disparaît.

C'est la première fois qu'un ministre en exercice subit une telle humiliation, et il est désormais acquis que les « ministres de la Couronne », censés bénéficier d'une immunité devant les tribunaux, n'en ont, en fait, aucune. Comme les fonctionnaires, ils sont « responsables devant la loi et les tribunaux pour leurs actions personnelles ». Le ministre ayant fait appel, l'affaire va être portée devant la Chambre des lords.

L. Z.

VACHERON CONSTANTIN

MORABITO

1, PLACE VENDÔME 75001 PARIS - TEL. 42 60 37 76

EUROPE

Le référendum en Ukraine

Un million de Canadiens veulent aider leur mère-patrie

Les pressions d'un million d'immigrés ou de descendants d'immigrés ukrainiens pour qu'Ottawa reconnaisse l'indépendance de cette République, dès l'annonce des résultats du référendum du 1^{er} décembre, suffiront-elles à convaincre M. Brian Mulroney, le premier ministre du Canada? A la première séance (*«Je ne veux pas que l'Ukraine soit un pays nucléaire»*) exprimée par M. Mulroney (*le Monde* daté 17-18 novembre), s'est récemment ajoutée une autre condition : Ottawa veut obtenir des «garanties» sur le respect des droits des minorités en Ukraine, avant de se prononcer officiellement.

«Le gouvernement canadien n'a pas d'inclination à avoir», estime M. Wasylychyn, secrétaire général du Congrès mondial des Ukrainiens libres, l'organisme regroupant une bonne partie des Ukrainiens de la diaspora, qui a son siège à Toronto. «D'une part, le gouvernement de M. Leonid Kravtchouk a déjà dit que les droits des minorités seront respectés et d'autre part, il a exprimé son intention de faire de l'Ukraine un pays sans armes nucléaires», assure M. Wasylychyn. «Les Ukrainiens ne veulent pas de ces armes qu'ils n'ont pas demandées et souhaitent qu'elles soient détruites. En attendant, il n'est pas question de les remettre aux Russes», ajoute-t-il.

Les Ukrainiens pourront compter sur plusieurs personnalités de poids pour plaider leur cause à Ottawa :

M. Ramon Hnatyshyn, actuel gouverneur général du Canada (représentant de la reine Elisabeth II, chef de l'Etat canadien) et ancien ministre de la justice, est le fils d'immigrants galiciens; M. Don Mazankowski, vice-premier ministre et ministre des finances, est né de parents ukrainiens et polonais et M. Roy Romanow, nouveau premier ministre de la Saskatchewan, a aussi des racines ukrainiennes.

Lutte contre l'assimilation

Tous sont originaires des provinces agricoles de l'Ouest, où vivent 60 % des Ukrainiens du Canada et où est arrivée la première vague d'immigrés, entre 1891 et 1914, (170 000 paysans provenant de Galicie et de Bucovine surtout, dont la venue avait été sollicitée par Ottawa pour coloniser des terres fertiles). Depuis 1955, les nouveaux arrivants (500 par an en moyenne) se sont plutôt installés en Ontario, dans la région de Toronto, où vit le dernier des présidents du «gouvernement ukrainien en exil» (formé depuis 1919), M. Meola Flawuk, théoriquement basé à Philadelphie.

D'après les statistiques officielles, les Canado-Ukrainiens, qui sont 30 % à fréquenter les églises catholiques ukrainiennes (uniques) et 19 % les églises orthodoxes ukrainiennes, ne sont plus que 50 000 à parler régulièrement leur langue chez eux.

Mais, depuis les années 60, une lutte contre l'assimilation a été menée, en partie grâce aux politiques fédérales en faveur du multiculturalisme, qui a permis la reconnaissance de l'ukrainien comme «langue d'éducation» dans les écoles des paroisses et la création de l'institut canadien des études ukrainiennes, fondé en 1976 à l'université de l'Alberta.

Deuxième plus importante communauté d'Ukrainiens à l'étranger (après celle des Etats-Unis), les Canado-Ukrainiens n'ont de cesse d'aider, financièrement ou techniquement, leur ancienne mère patrie. C'est un Canadien né en Ukraine, M. Bohdan Hamityshyn, qui a constitué une cellule internationale pour conseiller le président Kravtchouk, qui comprend notamment M. Romanov et l'avocat canadien Marc Lalonde, ancien ministre et bras droit de M. Pierre Elliott Trudeau (*le Monde* du 17 septembre).

Certains de ses collègues ont mis en contact le gouvernement de Kiev avec la firme canadienne Canadian Bank Note, qui imprime 1,5 milliard de billets de banque ukrainiens, en vertu d'un contrat d'une valeur de 31 millions de dollars, signé à la mi-novembre à Ottawa. Cette société, qui imprime les billets de banque du Canada, s'est engagée à transmettre son savoir-faire pour l'impression de futurs passeports et timbres ukrainiens.

MARTINE JACOT

« Nous sommes en territoire occupé »

Les habitants des anciens territoires roumains de Bucovine et de Bessarabie, annexés à l'Ukraine en 1940, réclament leur rattachement à la Roumanie et refusent, par avance, de reconnaître la souveraineté de Kiev.

TCHERNOVITSY (Ukraine)

de notre envoyé spécial

« Nous sommes en territoire occupé, nous ne participerons pas aux élections ». A Tchernovitsy, capitale de l'ex-Bucovine roumaine donnée à l'Ukraine lors du dépeçage en 1940 des territoires roumains (Bessarabie, Bucovine), annexés par Moscou en vertu du pacte germano-soviétique, M. Constantin Olari, parlant dans une petite salle pour de longues discussions historiques avec d'autres survivants du «génocide» en appelle au droit international.

Le pacte Ribbentrop-Molotov a été déclaré nul par Bucarest et par Moscou. Et selon le droit international, il ne peut y avoir de référendum en territoire occupé, explique ce dirigeant de l'Alliance des Roumains d'Ukraine, mouvement politique qui appelle au boycott du référendum sur l'indépendance de l'Ukraine. La but? Le rattachement de leur territoire, intégré à l'Ukraine après la

guerre, à la Roumanie voisine. « Cette loi viole les droits de l'homme, ne correspond pas aux principes démocratiques », dit-il.

Alors que la veille, le Parlement de Bucarest avait déclaré le référendum ukrainien dans les territoires roumains incorporés de force à l'URSS « nul et non avenue », le président du Soviet régional de Tchernovitsy a fait comprendre, vendredi 29 novembre, que la loi ukrainienne contre les « séparatistes » pourrait être appliquée ici. Certes, les Roumains de la Bucovine annexée ne représentent plus aujourd'hui officiellement que 20 % de la population, face à plus de 70 % d'Ukrainiens. Mais ils ne renoncent pas pour autant à leurs droits. « La répression, nous y sommes habitués, nous y sommes préparés », explique l'un d'eux. Et ils ne cessent non plus de dénoncer une politique de « génocide », « d'assimilation, d'ukrainisation forcée » qui « nous a rendus mineurs sur la terre de nos ancêtres ».

« Éviter une tragédie à la yougoslave »

Les Roumains demandent réparation pour « cette véritable tragédie ». Ils craignent que l'Ukraine indépendante devienne « dès le premier jour un état impérial ». M. Vasile Folvarochy, le vice-

président de la région de Tchernovitsy, qui s'oppose au démantèlement « des statues de Lénine ayant un intérêt artistique ou historique », se veut rassurant mais ferme. « La territoire de l'Ukraine est indivisible et inviolable », dit-il. Les autorités de Tchernovitsy affirment vouloir, « après l'indépendance », régler le problème par des négociations avec Bucarest. M. Folvarochy ajoute : « Il y a beaucoup de villages roumains en territoire ukrainien, beaucoup de villages ukrainiens en territoire roumain. Si on commence à réviser la frontière, on arrivera à une tragédie comme en Yougoslavie ».

Fin septembre, plusieurs milliers de Roumains de Tchernovitsy sont descendus dans les rues pour exiger que leur langue soit une des langues officielles de la région. Dans les riches campagnes aux maisons soigneusement peintes en bleu et vert vif, les paysans sont plus prudents que les intellectuels de Tchernovitsy. Mais dans un de ces petits villages, un vieil homme, impassible mais ferme, désigne du menton le drapeau tricolore roumain qui flotte sur la mairie depuis les manifestations de septembre : « Nous sommes roumains, ça c'est la vérité ».

JEAN-BAPTISTE NAUDET

Election présidentielle au Kazakhstan

Le Kazakhstan, la plus grande République d'Asie centrale soviétique et la deuxième de l'Union par sa superficie, élit pour la première fois, dimanche 1^{er} décembre, son président au suffrage universel. Le scrutin devrait être sans surprise puisque le candidat unique, M. Noursoultan Nazarbaye, est crédité de 90 % des voix selon les derniers sondages. M. Nazarbaye, cinquante et un ans, dirige déjà depuis plus de dix ans cette République multi-ethnique de dix-sept millions d'habitants, qui abrite une partie de l'arsenal nucléaire soviétique. 70 % des réserves pétrolières d'URSS ainsi que la base de lancement spatiale de Baïkonour. Même si Alma-Ata, la capitale du Kazakhstan, a proclamé son indépendance, elle affirme son intention d'établir des relations économiques étroites entre les Républiques et proclame son attachement au renouvellement de l'union politique. — (AFP)

POLOGNE

M. Walesa demande au Parlement de renforcer le pouvoir présidentiel

Le président Lech Walesa a soumis, vendredi 29 novembre, à la Diète un projet d'amendements à la Constitution qui renforceraient notamment le pouvoir présidentiel face au Parlement, au moment où le pays est toujours à la recherche d'un nouveau gouvernement, plus d'un mois après les élections législatives.

Ce projet en dix-sept points confère notamment au président de la République le droit de nommer et de révoquer les ministres, à la place de la Diète. La Chambre des députés conserve le droit d'introduire une motion de censure contre le gouvernement. Elle peut aussi autoriser l'exécutif à légiférer par décrets. « Le sentiment général est qu'il faut renforcer le pouvoir exécutif », a indiqué le président du Sejm (Chambre basse), M. Wieslaw Czarzanski. Cela ne revient pas à limiter les pouvoirs du Parlement mais à donner au gouvernement les moyens de travailler avec efficacité. Le projet de M. Walesa sera soumis aux députés lors de la prochaine séance de la Diète, le 5 décembre, au cours de laquelle devrait également être évoquée la démission du gouvernement de M. Bielecki. — (AFP, Reuter)

■ BELGIQUE : M. Franz Grootjans désigné comme « informateur ». — La loi Baudouin a chargé, vendredi 29 novembre, un libéral flamand, M. Franz Grootjans, d'une mission d'information pour dénouer la crise gouvernementale résultant des élections législatives du 24 novembre. Cette mission d'information précède, dans la pratique politique belge, la désignation d'un « formateur » de gouvernement. — (AFP)

La guerre civile en Yougoslavie

M. Tudjman accepterait le déploiement de « casques bleus » dans les zones de crise

Alors que l'émissaire des Nations unies, M. Cyrus Vance, entreprenait, samedi 30 novembre, une nouvelle mission en Yougoslavie, le président de la Croatie, M. Franjo Tudjman, déclarait la veille à la télévision de Zagreb qu'il acceptait que « des casques bleus » soient déployés simultanément le long des frontières entre la Croatie et la Serbie et dans les zones de crise où se déroulent des combats. (...) La tâche des

« casques bleus » serait de rétablir la loi et l'ordre en désarmant les éléments irréguliers serbes ou en surveillant leur retrait de Croatie ».

Selon M. Tudjman, qui laissait ainsi entendre, pour la première fois, que des forces de maintien de la paix pourraient intervenir sur le territoire même de sa République et non plus seulement le long de la frontière avec la Serbie, l'armée fédérale

« devrait se retirer complètement de Croatie à l'arrivée des soldats de l'ONU ».

Quatre jours après l'entrée en vigueur du quatrième cessez-le-feu, les combats semblaient s'être apaisés mais quelques-uns étaient toujours signalés en Slavonie, en particulier autour d'Osijek. A Zagreb, l'armée fédérale avait commencé à se retirer de la caserne du Maréchal-Tito sous la surveillance des observateurs de la CEE et de la

police croate. Un convoi militaire de quel- que deux cents véhicules, camions et jeeps a quitté les installations et se dirigeait vers la Bosnie-Herzégovine. A la tête d'une nouvelle mission patronnée par l'UNICEF, M. Bernard Kouchner, le secrétaire d'Etat à l'action humanitaire française, est arrivé vendredi 29 novembre à Dubrovnik, à bord de l'hydrogrosseur Krila Dubrovnik chargé de vivres et de médicaments. — (Reuter, AFP)

La CEE s'oriente vers la reconnaissance de la Slovénie et de la Croatie

« Il n'y a pas de divergence de fond dans notre approche du problème yougoslave », déclarait vendredi 29 novembre, M. Roland Dumas, à l'issue d'un déjeuner de travail au Quai d'Orsay avec son homologue allemand, M. Hans-Dietrich Genscher. De fait, les deux ministres ont réaffirmé tant le caractère inéluctable de l'indépendance de la Slovénie et de la Croatie que leur volonté de continuer d'agir de façon concertée dans cette crise. M. François Mitterrand a fait de même de son côté dans des déclarations publiées le même jour par le quotidien de Francfort, *Frankfurter Allgemeine Zeitung* (voir ci-contre). Pourtant, alors que les dirigeants de Bonn sont maintenant déterminés à reconnaître dès le mois de décembre les Républiques slovéne et croate, c'est contraire et forcé, au nom de la prééminence de la solidarité européenne, que la France les suivra dans cette voie, si comme il est probable elle le fait.

Dès lundi, les ministres des affaires étrangères des Douze, réunis à Bruxelles, doivent lever à l'égard de toutes les Républiques yougoslaves sauf la Serbie, les sanctions qu'ils avaient imposées début novembre à la Yougoslavie dans son ensemble (suspension des accords commerciaux et de coopération). Ce sera, pour la première fois de la part de la Communauté, une claire mise à l'index de Belgrade. De la reconnaissance formelle des Républiques slovéne et croate il ne sera question qu'après le 10 décembre. Mais M. Genscher a redit vendredi au Quai d'Orsay ce que le chancelier avait affirmé deux jours avant au Bundestag : l'Allemagne, pour sa part, aura procédé à cette reconnaissance « avant Noël »; elle souhaite qu'une majorité parmi les Douze la suive, mais elle n'attend pas les derniers.

L'échéance du 10 décembre

Le 10 décembre, c'est le terme du délai que le chef de la diplomatie néerlandaise avait approximativement donné à la conférence de La Haye pour réussir, lors de son ouverture, deux mois plus tôt. C'est aussi le rendez-vous européen de Maastricht dont Bonn comme Paris souhaitent ardemment le succès. M. Genscher a indiqué vendredi

qu'il ne voulait pas que le problème yougoslave interfère dans cette rétrospective difficile qui devrait, si tout se passe bien, marquer une importante étape dans l'intégration communautaire. Mais, passée cette date butoir, l'Allemagne ne s'estimera plus tenue, sur la question de la reconnaissance des deux Républiques yougoslaves, à une perspective que s'est jusqu'ici imposée contre son opinion publique et pour faire droit en particulier aux arguments français. Entre-temps la tournure prise par les événements sur le terrain n'a fait que renforcer une large partie de la classe politique allemande dans l'idée que la politique suivie par les Européens est infructueuse et apparaît de plus en plus comme une caution à l'expansionnisme serbe.

Sans attendre le 10 décembre, Bonn est d'ailleurs déjà en train de reprendre en main l'affaire yougoslave. Les dirigeants allemands depuis quelques jours ont entrepris de convaincre leurs partenaires européens et disent déjà compter sur une majorité parmi les Douze lors de la réunion des ministres des affaires étrangères qui suivra Maastricht, le 16 décembre. L'Italie s'est déjà officiellement ralliée au projet de la reconnaissance de la Slovénie et de la Croatie avant Noël. Le Danemark semble acquis. D'autres pays comme la Belgique aussi, qui souhaitent cependant que l'unanimité se fasse au sein des Douze.

Les réticences françaises

A Paris, on s'en tient encore officiellement à la ligne jusqu'à présent suivie : on a reconnu, mais à condition que les armes se soient tues et que tous les problèmes afférents, notamment la garantie des droits des minorités et la question des frontières, aient trouvé une solution dans le cadre d'un règlement global négocié. C'est du moins ce qui ressort des déclarations de M. Mitterrand à la presse allemande.

En réalité on semble déjà avoir en partie renoncé, dans les milieux diplomatiques français, à ce scénario idéal. Les présidents slovéne et croate, MM. Milan Kucan et Franjo Tudjman, se rendront la semaine prochaine à Bonn où ils s'entreveront avec les dirigeants allemands des modalités de la reconnaissance.

Bonn leur demande notamment de s'engager sur un statut pour les minorités, statut pour l'élaboration duquel leur ont été fournis, selon le quotidien de Munich *Süddeutsche Zeitung*, les services d'un juriste allemand, qui apparaît ainsi comme concurrent direct de M. Badinter et de sa commission d'arbitrage. En bref, Bonn se contentera, comme seule condition à la reconnaissance, d'une déclaration unilatérale de Ljubljana et de Zagreb sur le statut des minorités.

Paris pose au moins deux autres problèmes : celui de la situation sur le terrain et celui des frontières. On espère vivement du côté français un déploiement aussi rapide que possible de « casques bleus » de l'ONU (pour lequel le soutien des Etats-Unis ne paraît pas encore totalement acquis), dont on escompte une durable acalmie sur le terrain. Quant aux frontières, M. Mitterrand reste hostile à la thèse allemande (pas question de les modifier). Il se demande — et c'est l'une des questions dont M. Badinter a été récem-

ment saisi par lord Carrington — si une frontière intérieure peut être reconnue par la Communauté internationale comme frontière extérieure dès lors qu'elle est contestée (par les Serbes).

L'amalgame Croates-Oustachis

Ces interrogations françaises ne sont pas dépourvues de fondement, au regard du droit notamment. Mais les événements permettent-ils encore de s'en tenir à cette rigueur juridique qui ressemble de plus en plus à de l'attentisme? La position française ne gagne rien en outre à être assortie des allusions réitérées du président de la République au passé oustachiste de la Croatie. A lire M. Mitterrand, on a l'impression en effet que le régime serbe échappe à toute critique et que, l'histoire étant cruelle, le peuple croate devrait inéluctablement payer aujourd'hui pour le passé. On a l'impression aussi que, dans l'esprit du président, une solidarité histori-

que malsaine unit l'Allemagne et la Croatie. Elle existe certes entre extrêmes droites, mais sous-entendre qu'elle résume tout ne peut que légitimement heurter la grande majorité des Croates comme des Allemands.

Quelles que soient ses réticences et ses objections, il est probable que la France devra dans les semaines qui viennent en rabattre devant les pressions de Bonn. Comme le faisait remarquer M. Roland Dumas vendredi, de quoi l'Europe aurait-elle l'air si, au lendemain de Maastricht, elle entend proclamer sa volonté d'agir collectivement sur la scène internationale, elle se diviserait à propos de la Croatie? Éviter ce cas de figure reste pour Paris une priorité. On reproche souvent aux projets communautaires leur formulation trop abstraite. La crise yougoslave offre au moins une très riche expérimentation *in vivo* pour ceux de ses projets qui portent sur l'avènement d'une politique étrangère commune des Européens.

CLAIRE TRÉAN

Les déclarations de M. Mitterrand à la « Frankfurter Allgemeine Zeitung »

« La frontière intérieure devient-elle automatiquement une frontière internationale ? »

Dans l'entretien publié, vendredi 29 novembre, par le quotidien allemand *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, M. François Mitterrand se refuse à désigner dans le conflit yougoslave un agresseur et un agressé. « Ce que je sais, dit-il, c'est que l'histoire de la Serbie et de la Croatie est depuis longtemps pleine de tels drames. En particulier pendant la deuxième guerre mondiale, où de nombreux Serbes sont morts dans des camps croates. Comme vous le savez, la Croatie faisait partie du bloc nazi, pas la Serbie. Après la mort de Tito, le conflit latent entre Serbes et Croates devait éclater. On en est là. Je ne crois pas que la Serbie veuille faire la guerre pour s'emparer de la Croatie, mais pour s'emparer d'un déplacement des frontières et une forme de contrôle

direct ou indirect sur les minorités serbes (de Croatie). »

La France, rappelle le président de la République, reconnaît le droit à l'autodétermination des Serbes et des Croates. « La question que nous posons est la suivante : ces deux futurs Etats peuvent-ils devenir souverains au regard du droit international sans une forme de caution internationale? La frontière intérieure qui sépare la Croatie de la Serbie devient-elle automatiquement une frontière internationale? » demande-t-il, avant de souligner qu'on doit se préoccuper aussi du sort des minorités et de rappeler que la commission dirigée par M. Badinter se penche sur ces problèmes. M. Mitterrand affirme que la France est prête à participer à

une force de maintien de la paix des Nations unies. « Je crois en l'indépendance de ces pays, dit-il encore. Je suis d'avis qu'il faut les reconnaître internationalement dès que les conditions sont remplies. Cela ne peut être un acte unilatéral. Je ne crois pas que la déclaration d'indépendance de la Croatie améliorerait pour l'instant la situation. Tout cela doit être garanti internationalement. »

Le président de la République espère que cette question pourra être réglée dans la Communauté européenne : « L'Allemagne pousse à la reconnaissance. La France n'est pas contre. Elle croit seulement qu'il doit s'agir d'une décision communautaire, et non d'une décision prise individuellement par chaque pays. »

AMERIQUES

Le président... à imposer...

Washington... d'élections... de campagne...

PROCLAMATION... La date de...

الجمهورية التونسية

POLITIQUE

A l'Assemblée nationale

La réforme de l'administration territoriale fait resurgir la querelle de l'enseignement privé

L'examen en deuxième lecture, par l'Assemblée nationale, du projet de loi d'orientation relatif à l'administration territoriale de la République, qui devait s'achever samedi 30 novembre, a été marqué, vendredi, par un long débat à caractère idéologique sur deux amendements introduits par le Sénat : le premier a trait à la régionalisation des universités, le second à l'aide des collectivités locales aux établissements d'enseignement privés.

Après quinze heures de débats, les députés n'étaient pas encore entrés, vendredi soir, dans le cœur du projet de loi relatif à l'administration territoriale de la République, préparé à l'origine par l'ancien ministre de l'Intérieur, M. Pierre Joxe, et repris en héritage par M. Jean-Pierre Saur, secrétaire d'État chargé des collectivités locales. Une seule des nouvelles dispositions introduites dans le texte pour cette deuxième lecture à l'Assemblée nationale a déjà été adoptée : la création d'un fonds de correction des déséquilibres interrégionaux. Cette mesure, proposée par M. Robert Savy (PS, Haute-Vienne), vise à instaurer un système de péréquation, fondé sur

les recettes fiscales, entre les régions les plus riches et les régions les plus pauvres. En 1992, cinq régions (Île-de-France, Rhône-Alpes, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Alsace, Haute-Normandie) reverseraient ainsi, au total, quelque 300 millions de francs à sept régions de métropole (Auvergne, Bretagne, Corse, Nord-Pas-de-Calais, Midi-Pyrénées, Limousin, Poitou-Charentes) ainsi qu'aux quatre régions d'outre-mer.

Les autres mesures nouvelles, dont la création d'une dotation de développement rural, préparée par des députés tels que M. Jean Briane (app. UDC, Aveyron) ou le socialiste M. Augustin Bonrepaux (lire l'encadré

ci-contre) ne devaient être discutées que samedi en fin de journée, juste avant le vote sur l'ensemble du projet de loi.

En dépit du caractère très concret de ce projet, qui porte à la fois sur la déconcentration des services de l'État, les droits nouveaux des citoyens en matière de démocratie locale et la coopération intercommunale - et qui répond aussi aux vœux les plus récents du président de la République, selon lesquels « il faut corriger les erreurs de parcours » des lois de décentralisation (le Monde du 30 novembre), - les députés ont préféré s'attarder sur la régionalisation des universités et, surtout, sur cet autre amendement, introduit par le Sénat, destiné à permettre aux collectivités locales de concourir aux investissements des établissements d'enseignement privés.

L'hypothèse de l'école coranique

Il s'agit là, il est vrai, d'un point de clivage essentiel. La droite réclame une modification de la loi Falloux du 15 mars 1850, selon laquelle les subventions des collectivités à un établissement d'enseignement privé ne peuvent excéder le dixième des dépenses annuelles de cet établissement. « C'est un anachronisme inacceptable », a jugé M. Jacques Barrot, président du groupe UDC. Un président de conseil général peut tout faire aujourd'hui, tout subventionner, sauf une école privée sous contrat. « Il faut adapter la législation à la logique de la décentralisation », a ajouté M. Philippe Vasseur (UDF, Pas-de-Calais), tandis que M. Pierre Lequiller (UDF, Yvelines) apportait cette précision : « On ne demande pas un sou à l'État, on demande un droit ».

Désormais divisés sur cette question délicate (le Monde du 26 novembre), les députés socialistes se sont prudemment retirés derrière cette position de principe : on ne saurait modifier un équilibre hérité de 1850 à la faveur d'un amendement sur un projet de loi relatif à l'administration territoriale. « Cela est prématuré, car quelle serait, demain, votre attitude devant l'ouverture d'une école coranique ? », a affirmé M. Bernard Derosier (PS, Nord). « Il faut résister, de part et d'autre, aux assauts du dogmatisme », a plaidé M. Christian Pignet (PS, Vosges) avant d'être vivement applaudi par la droite pour avoir reconnu que « la diversité sociale de l'enseignement privé est aussi grande que dans l'enseignement public ».

Quelque peu embarrassé, le secrétaire d'État aux collectivités locales, M. Saur, a assuré que « le gouvernement attache une importance particulière aux propositions du Parlement, dès lors que sera respecté le principe d'égalité », mais, a-t-il ajouté, il n'est « pas correct intellectuellement de subordonner l'adoption d'un texte sur l'intercommunalité et la solidarité rurale à l'adoption de dispositions relatives à l'enseignement privé ». L'engagement n'était évidemment pas suffisant pour obtenir une quelconque complaisance du groupe centriste. M. Barrot a manifesté son mécontentement par une manœuvre de retardement destinée à vérifier le quorum qui, naturellement, à la veille d'un week-end, était fort loin d'être atteint. Ce n'est donc que dans la soirée que l'amendement du Sénat sur l'aide à l'enseignement privé a été rejeté, par 303 voix (PS et PC) contre 270.

JEAN-LOUIS SAUX

Lire aussi page 15 un entretien avec M. Georges Chavance, député (UDC) de la Charente, maire d'Angoulême.

Le Sénat a adopté le budget de la recherche. - Le Sénat a adopté, vendredi 29 novembre, les crédits de la recherche. Le vote a été acquis grâce aux voix de l'Union centriste, du PS, du Rassemblement démocratique européen et des non-inscrits. Le RPR, les Républicains et indépendants et les communistes ont voté contre. A l'Assemblée nationale, ces crédits avaient dû être réservés faute de majorité. Il s'agit du troisième budget adopté par les sénateurs, après celui des DOM-TOM, le 27 novembre, et celui de la Légion d'honneur, le 29.

M. Fohrer s'agit de rôle des Parlementaires. - M. Alain Fohrer, président du Sénat, a émis, vendredi 29 novembre, la suite d'un entretien avec M. François Mitterrand à l'Élysée, le souhait que « le rôle des Parlementaires » dans la construction de l'Europe soit affirmé lors du sommet de Maastricht.

M. Bonrepaux, député des champs

A onze ans, dans son petit village de l'Ariège, il gardait les vaches « comme tout le monde » et rêvait de se « faire agriculteur », mais, victime d'une précoce agilité en mathématiques, qui lui valut d'être rapidement expédié en pension pour y poursuivre ses études, Augustin Bonrepaux, né le 11 août 1936 à Perles-et-Castellet, est devenu, un peu malgré lui, professeur de physique et de chimie à l'Ecole normale de Foix. Quand on est conseiller général du canton d'Ax-les-Thermes où se tient, en septembre, une des grandes foires qui accompagnent la fin de l'estivage pyrénéen, on n'en reste pas moins un petit peu agriculteur, même si l'on n'a pas les mains calleuses.

Elu député socialiste de l'Ariège en juin 1981, réélu en 1986 et en 1988, Augustin Bonrepaux, maire d'Orlu depuis 1980, défend ses ouailles au Palais-Bourbon. « Il y a des manifestations en faveur de l'ours des Pyrénées, mais je connais une autre espèce en voie de disparition. Des éleveurs, il n'en restera pas beaucoup en montagne. » Grand amateur de questions fiscales, ce militant discipliné n'hésite pas, pour cette cause, à terrasser avec le ministre délégué au budget, M. Michel Charasse. Ténace, le député se fait alors maugnon. « Quand on n'a pas beaucoup d'argent, autant le mettre au bon endroit. On s'engage, des fois, avec Charasse et, en général, c'est moi qui ai raison », assure-t-il, avant de se lancer dans un exposé sur les limites de l'allégement de la taxe sur le foncier non bâti.

Habituellement préoccupé par la situation difficile des éleveurs d'ovins, Augustin Bonrepaux a pris la pleine mesure de l'effondrement des cours de la viande bovine et de la lassitude des éleveurs en arpentant les allées

du foirail d'Ax-les-Thermes. « Les bêtes ne se vendent pas, rapporte-t-il. Les agriculteurs ne pourront pas, pour autant, les garder cet hiver. » Au plus fort des flambées paysannes de cet automne, le député a fait le tour de sa circonscription, multipliant les réunions auxquelles assistaient des éleveurs studieux qui s'empressaient, ensuite, d'aller brûler dans la nuit quelques pneus devant la préfecture...

« Pas le temps d'attendre »

M. Bonrepaux est partagé entre son affection pour les éleveurs et la rigueur des chiffres. « Les paysans pensent qu'on pourrait leur permettre de vendre leurs produits à un meilleur prix, mais la marge est déclinant », observe-t-il. « Tâtu, comme il sait l'être dans l'hémicycle, il défend les mesures prises par le gouvernement. « Dans certains cas, pour les petits éleveurs de bovins, elles peuvent représenter 10 % de leur revenu, relative-t-il, c'est quand même intéressant. » Favorable aux aides directes, « parce qu'on n'a pas le temps d'attendre », il assure : « Même si cela ne va pas faire plaisir, je suis certain qu'en volume, les aides à l'agriculture seraient peut-être suffisantes si elles étaient mieux ciblées. »

Augustin Bonrepaux attend depuis longtemps la création de la dotation de développement rural, discutée samedi 30 novembre, par l'Assemblée nationale, pour sauver sa montagne et les bergers qu'il rencontre au cours de randonnées. « Je dors parfois dans leurs refuges, on se parle en occitan et on se comprend », ajoute-t-il, pensif, devant la photo d'un de ces abris de pierres qui ornent son bureau de député.

GILLES PARIS

La préparation

En Languedoc-Roussillon, le Front national veut un « accord écrit » avec M. Blanc

L'approche des élections régionales contraint M. Jacques Blanc (UDF-PR), président du conseil régional du Languedoc-Roussillon, à réfléchir sur sa future stratégie vis-à-vis du Front national, avec lequel il gère la région depuis 1986. M. Blanc est soumis à la pression de certains de ses amis, opposés à tout accord, et à celle de M. Jean-Claude Martinez, tête de la liste d'extrême droite dans l'Hérault, qui a réclamé, le 27 novembre, un « accord écrit » avec la droite.

MONTPELLIER

de notre correspondant

M. Blanc avait réussi, jusqu'à présent, à cantonner le Front national dans un rôle secondaire, la moitié de ses huit élus de 1986 ayant, d'ailleurs, quitté le parti de M. Le Pen au cours de leur mandat régional. M. Blanc avait alors à ses côtés M. Alain Jamet, responsable départemental du parti d'extrême droite, et non pas M. Jean-Claude Martinez, député européen, qui, à maintes reprises, n'a pas caché son antipathie envers le président de la région.

Il y a presque six ans, l'accord passé entre M. Blanc et les élus lepénistes s'était conclu dans une relative discrétion avec un parti en quête de respectabilité. Tel n'est plus le cas après les récentes propositions formulées par M. Bruno Mégret sur l'immigration. M. Blanc a senti le piège : il s'est empressé d'envoyer à la presse locale un communiqué condamnant vigoureusement tout retour sur les naturalisations acquises et toute ségrégation sur le territoire français. Il ne cesse d'entonner le clou en rappelant la nature de ses rapports avec les élus d'extrême droite. « Ce sont eux qui viennent à moi, et non l'inverse », martèle-t-il en assurant de sa volonté de ne jamais céder sur le terrain des valeurs.

Pernand qui l'accord de gestion

Une ouverture en direction des Verts

Dans un entretien accordé au Midi Libre, M. Blanc dévoile une partie de son jeu : « Le bureau doit être constitué à la proportionnelle. Nous respectons la loi avec tout ceux qui le souhaitent. » Sans envisager a priori un accord de gestion écrit, il précise : « L'objectif est au minimum d'obtenir une majorité relative. A partir de là, ceux qui acceptent mon programme et voudront participer à la gestion seront les bienvenus à condition qu'ils ne fassent aucun chantage et ne nous imposent aucune loi. »

M. Blanc se doit aussi de rassurer certains de ses amis politiques. M. Jean Bonssquet, député (apparenté UDF), maire de Nîmes et président du comité de soutien à M. Camille Lapierre (UDF), tête de liste dans le Gard, affirme que « le Front national ne peut et ne pourra jamais espérer un accord avec nous ». Selon lui, « 1992 ne saurait être 1986 ». Face à la pression de l'extrême droite, M. Blanc tente de se ménager une ouverture en direction des Verts, qu'il « respecte » et qu'il, « rejoint beaucoup de [ses] préoccupations ».

JACQUES MONIN

Marchandages

Une fiasse d'amendements à la main, M. André Rossinot (UDF, Meurthe-et-Moselle) s'est indigné, vendredi 29 novembre, à l'occasion d'une suspension de séance, de ce qu'il a appelé des opérations de « débouchage », entreprises pour tenter de dégager une majorité favorable à l'adoption du projet de loi sur l'administration territoriale de la République. « Dans une période de difficultés pour le Parlement, ce sont là des méthodes de fin de règne, qui n'honorent ni ceux qui s'y prêtent, ni ceux qui ont envie d'accepter », a déclaré l'ancien ministre des relations avec le Parlement de M. Jacques Chirac.

L'octroi d'avantages particuliers à un département ou à une ville n'est certes pas une pratique nouvelle. M. Rossinot a rendu hommage, à ce propos, au conseiller de l'ancien premier ministre, M. Guy Carcassonne, qui s'était fait une spécialité d'obtenir, à l'occasion, les ralliements nécessaires à l'adoption d'un texte. « C'était un très grand professionnel », a-t-il admis en conséquence.

Cependant, il semble qu'un nouveau pas ait été franchi : plusieurs amendements au projet de gouvernement portent ainsi, expressément, sur la majorité de la dotation globale d'équipement attribuée

aux communes des territoires d'outre-mer et de la collectivité territoriale de Mayotte ou sur le versement transport perçu par le syndicat à vocation multiple de la Réunion.

La palme revient à un amendement du député (UDC) de Saint-Pierre-et-Miquelon, M. Gérard Gignou, qui dispose que « la commune de Miquelon-Langlade bénéficie de plein droit, chaque année, d'une attribution de deux millions de francs » (1).

J.-L. S.

(1) La commune de Miquelon-Langlade compte 626 habitants.

ANDRÉ LAURENS

LIVRES POLITIQUES

POUR y avoir vécu et travaillé pendant plusieurs années, deux journalistes, l'un soviétique, l'autre américain, ont acquis une certaine idée de la France, forcément différente de celles qu'en ont les autochtones et, surtout, de la signification que sous-tendait la célèbre formule du général de Gaulle.

Kirill Privolov a débarqué à Paris en 1984, comme correspondant de la *Literaturnyia Gazeta*. Sept ans plus tard, il décrit la France telle qu'il l'a vue de ses yeux de « Soviétique », telle qu'il a apprise à l'aimer, ce qui n'exclut ni la lucidité ni la causticité. Il a délibérément choisi le parti pris de l'amour, de l'humour et de l'humour pour esquisser un parallèle entre ses deux patries, celle d'origine et celle d'adoption.

Dans cette série d'observations, d'anecdotes et de jugements, menée au grand galop, on apprend, par exemple, que les files d'attente de consommateurs dans l'ex-URSS sont empreintes de chaleur humaine et de camaraderie, tandis que celles qu'il a connues à la préfecture de Paris, comme résident étranger, expriment la souffrance et la solitude. Kirill Privolov a découvert chez nous, non sans stupeur et colère, une autre forme de bureaucratie, une autre nomenclature. Ce n'est pas pour rien, a-t-il amèrement constaté, que la bureaucratie est un concept d'origine française. Une grande partie du pays en vit et s'en accommode fort bien. « Détail curieux : chez les Français, écrit-il, le désir de complaire aux supérieurs ne prend pas de forme humiliante. En faisant preuve de son zèle dans son service, le fonctionnaire français ne s'abaisse pas, ne lâche pas les bottes de ses chefs et ne sombre pas dans l'agitation. »

Autre différence avec l'URSS : si celle-ci « offrait l'image classique d'une nomenclature de parti, la France offre l'image non moins classique d'une nomenclature d'Etat » à laquelle, selon l'auteur, on adhère volontiers, ce qu'on fait une bonne moitié des hommes politiques d'aujourd'hui. Plus précisément, note-t-il, les « soixante-huitards » qui sont

Certaines idées de la France

venus à la politique officielle. En conclusion, Kirill Privolov déclare préférer dans l'apport français le message voltairien plutôt que le modèle napoléonien.

C'est à dessein que l'on emploie les termes d'apport, de message et de modèle, car ils participent d'une certaine image transcendantale de la France, celle-ci étant considérée comme une entité supérieure à la somme de ses parties. Il entre en lice Richard Bernstein, ancien correspondant du *New York Times* à Paris, de 1984 à 1987. Il a rassemblé les fruits de ses nombreuses enquêtes et de sa connaissance de notre pays pour tenter d'en tracer un portrait psychologique. Le thème principal de son ouvrage se résume ainsi : « L'événement majeur de l'histoire récente de ce pays est son combat acharné, inlassable et même, je crois, admirable, contre son passage à l'état d'ancienne grande puissance. C'est la répugnance des Français à renier leur foi dans la supériorité de leur patrie. »

Richard Bernstein mérite d'être suivi dans son analyse car, si elle décoiffe, comme on dit, elle n'est jamais agressive, au contraire, et ne dérange que par ce qu'elle contient de bon sens, de réalisme et de sympathie. L'auteur parvient à nous faire partager sa perplexité devant ces concepts familiers derrière lesquels nous nous abritons : France profonde, Hexagone, franco-français, différence française ! Il est vrai que la rhétorique gaullienne de la grandeur et du rôle de la France dans le monde continue de fonctionner, quelle que soient les responsables politiques en charge du pays, pour le plus grand étonnement de ceux qui nous observent à l'étranger. Cette idée que la France vaut mieux que les Français tient encore la route, mais on aurait tort, selon l'auteur, de la reprocher à de Gaulle.

« Certes, écrit-il, ce général démontre, à modelé la France à son idée, mais, bien plus encore, c'est la France elle-même qui a servi de moule à son grand homme. »

Le passé prestigieux continue de peser sur le présent pour lui donner mauvaise conscience et lui reprocher son déclin. La tentation est de se comporter comme s'il n'y avait pas de déclin, de continuer à paraître, sauf que ce n'est pas facile à vivre. Richard Bernstein « soupçonne les Français de commencer à se lasser de cette obligation de grandeur » et il conclut, avec un brin de nostalgie : « Les Français, ce peuple ancien, sont en train, comme un peuple neuf, de chercher leur identité et leur équilibre... [ils] sont en train de devenir comme les autres, et à vive allure, car ils perdent les nombreux caractères qui, depuis deux cents ans et plus, en faisaient un peuple différent. »

Faut-il se résigner à cette dissolution d'identité dans le grand brassage mondial ? Ce serait une perte pour tous. Aussi serait-on enclin à suggérer - ce qui veut pour tous les peuples - que, afin de ne pas devenir tout à fait comme les autres, les Français s'emploient à conserver ce qui mérite de l'être. Qu'ils restent ce qu'ils sont vraiment, avec ce que cela suppose de particularisme, de manière de penser et de vivre, de capacité à intégrer l'apport des autres, plutôt que de prétendre incarner ce qu'ils ne sont plus.

Pour continuer d'exister, la différence française doit se renouveler constamment au lieu de se figer dans le passé. Elle gagnerait à se vivre sereinement, à sa mesure, sans s'illusionner sur sa prétendue universalité. Il appartient aux autres de la choisir ou non pour modèle. Dans les regards portés sur la France, il y a des leçons à prendre pour les Français et leurs dirigeants, ce qui est souvent plus profitable que d'en donner.

► *Un Soviet au pays de Tonton*, de Kirill Privolov, Robert Laffont, 270 pages, 110 F.
► *Fragilité de la France*, de Richard Bernstein, François Bourin, 410 pages, 145 F.

D. JACQUART et F. MICHEAU LA MÉDECINE ARABE ET L'OCCIDENT MÉDIEVAL
MAISONNEUVE ET LAROSE

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT
Le Monde
CHAMPS ÉCONOMIQUES

1525

Un entretien avec M^{me} Marie-Noëlle Lienemann

« La conjonction du présidentielisme et du scrutin majoritaire aboutit à l'absence de tout projet »
nous déclare l'animatrice de la Gauche socialiste

M^{me} Marie-Noëlle Lienemann, quarante ans, députée de l'Essonne, maire d'Atthis-Mons, anime au sein du PS, avec MM. Julien Dray et Jean-Luc Mélenchon (élus du même département), la Gauche socialiste. Ce courant plaide pour l'alliance des socialistes et des écologistes, pour le scrutin proportionnel et pour le passage à une « V^e République », où le Parlement jouerait un rôle plus important. Elle s'en explique dans l'entretien qu'elle nous a accordé.

« Pensez-vous que l'ouverture d'un débat sur les institutions répondra aux préoccupations actuelles des Français ? »

— François Mitterrand a eu raison de lancer ce débat. Nous sommes un pays où la politique compte beaucoup et influence nos comportements. Quand la situation politique est morose, la situation sociale et culturelle l'est aussi. Il est donc important d'avoir des institutions capables de revitaliser en profondeur une société que les institutions actuelles contribuent à bloquer. Le poids démesuré de la technocratie dans les mécanismes de décision est une conséquence des institutions de la V^e République, qui brident les choix politiques.

« Il y a une vraie crise de la représentation. Les citoyens ont le sentiment que leurs problèmes ne sont pas pris en compte. Les députés, chargés de représenter le peuple, sont dans l'incapacité de faire entrer dans les faits les idées auxquelles ils tiennent, la population peut légitimement se sentir sans recours autre que la manifestation sur la voie publique, et encore ! Une réforme institutionnelle peut être la clé de voûte d'un renouveau de la politique et d'un sursaut de la gauche.

— Le scrutin proportionnel n'apporterait-il pas l'impuissance des

Parlement, rendu prisonnier, cette fois, des accords entre des partis morcelés ?

— Le choix institutionnel ne doit pas être d'opportunité. Il doit permettre d'approfondir la démocratie, sortir notre pays de son incapacité à se réformer et à se transformer. Nos institutions doivent être conformes aux valeurs et aux principes qui fondent notre projet. Je suis favorable à un régime de type parlementaire parce qu'il permet la délibération collective plutôt que sur l'action « fût-elle éclairée » d'un seul. On ne peut réclamer une meilleure répartition du pouvoir dans l'entreprise et la société et le confier en totalité à un homme dans la République. Enfin, le régime parlementaire existe dans la plupart des pays d'Europe ; certains sont stables tout en ayant un mode de scrutin proportionnel. Le régime parlementaire assure la diversité politique qui s'exprime dans le peuple et c'est la garantie que les décisions seront effectuées plus en écho avec les attentes — nécessairement variées — de nos concitoyens.

« Pourquoi les socialistes n'ont-ils pas repris au bon sens la question ouverte par François Mitterrand ? Cela me paraît révélateur du fait que notre parti a souffert, comme les autres, des institutions de la V^e République et qu'il est devenu le lieu d'affrontements entre dans de « présidentialistes », qui n'envisagent leur existence politique que dans le cadre des institutions actuelles.

— Si on pousse votre raisonnement jusqu'au bout, n'est-ce pas revenir sur l'élection du chef de l'Etat au suffrage universel ?

— Oui, cela serait nécessaire. Sans aller jusqu'au bout, il est possible de confier au président un rôle d'arbitre, mais l'exécutif doit être désigné par l'Assemblée nationale et tenir son pouvoir du Parlement. Tout au contraire, la réduction du mandat présidentiel à cinq ans renforcerait le système présidentiel. En fait, ceux qui, aujourd'hui, plaident en faveur du quinquennat souhaitent que François Mitterrand parte à la retraite à Latche. La concentration de responsabilités à un prix, la disparition des

partis en tant que porteurs de projets et d'idées, le déclin des dynamiques collectives au profit du succès individuel. La conjonction du présidentielisme et du scrutin majoritaire aboutit à l'absence de tout projet, puisqu'il ne s'agit que d'élire un homme et de lui donner, ensuite, une majorité pour gouverner.

Une alliance rouge-rose-vert

— Comment expliquez-vous l'hostilité des socialistes à un mode de scrutin proportionnel ?

— D'abord, chacun pense pouvoir échapper, personnellement, à la débâcle de son propre parti, en comptant sur la notabilisation pour amortir le choc. Ensuite, les grands dirigeants du parti, qui visent l'Elysée, comprennent bien qu'à partir du moment où l'on met en cause le mode de scrutin pour y introduire la proportionnelle, on tente de sortir d'une situation où le fait présidentiel impose une majorité de « godolots ». Il faut, alors, réfléchir au contenu programmatique et aux alliances qu'on veut nouer. Cela dérange beaucoup de monde, notamment ceux qui voudraient se maintenir au pouvoir sur la seule base du « front républicain » contre Le Pen. Ils nous mènent à l'impasse pire encore.

« Si l'on a vu avoir un « Bad-Godesberg » au PS (1), c'est sur le thème écologique. Partout en Europe, les socialistes ont fait le choix stratégique d'une alliance avec les écologistes. La gauche française doit faire de même, tout en s'alliant, aussi, avec ce qui était la mouvance communiste. C'est le rouge-rose-vert. L'alliance au coup par coup, comme on l'a fait depuis trois ans, a conduit à l'immobilisme, aux faux consensus cachant de vrais désaccords.

— La proportionnelle ramènera le Front national à l'Assemblée. Est-ce souhaitable ?

— Je ne crois pas que le mode de scrutin soit la bonne arme contre le Front national. Présent ou absent à l'Assemblée nationale, il a progressé. Lorsque n'est pas à l'Assemblée, il alimente l'antiparlementarisme, et les

partis de droite sont incités à reprendre ses thèmes pour parer ses critiques. Pour combattre le Front national, il faut être fidèle à nos principes et nous détacher de l'idée qu'il poserait de « bonnes questions ». Ces questions n'ont rien à voir avec les problèmes réels qui engagent l'avenir de ce pays. Chaque fois qu'on fait une petite concession de principe, de forme ou de vocabulaire en direction du Front national, ce sont des... « chartes » de voix que l'on prépare pour lui. Moins l'alternance entre la gauche et la droite sera lisible, plus l'extrême droite fera de voix.

— Vous avez déposé, précisément, un « contre-projet » face au « projet » dont discute actuellement votre parti...

— D'un vrai travail d'analyse et de confrontation avec des intellectuels, le « projet » n'a su tirer aucun choix stratégique. Il constate la complexité pour justifier l'immobilisme. Qu'est-ce qu'être socialiste aujourd'hui ? Quels changements voulons-nous accomplir dans la société ? Avec quelles forces sociales voulons-nous nous allier ? Le « projet » ne le dit pas.

— Pourquoi ne vous êtes-vous pas entendus avec M. Chevènement et ses amis, qui étaient hostiles, comme vous, à la guerre du Golfe et qui, comme vous, veulent « refonder » la gauche ?

— On ne va pas faire le rassemblement des mécontents... Jean-Pierre Chevènement n'a pas pris position clairement sur les institutions. Sur l'Europe, le moins qu'on puisse dire est qu'il n'est pas fédéraliste. La rénovation de la gauche passe par l'affirmation de choix d'avenir et ne saurait se satisfaire d'un retour nostalgique sur le passé. Nous avons préféré la sincérité et, je le crois, l'efficacité.

Propos recueillis par PATRICK JARREAU

(1) C'est à son congrès de Bad-Godesberg, en novembre 1959, que le Parti social-démocrate allemand a abandonné toute référence au marxisme.

Au cours de sa deuxième rencontre à Paris

Le mouvement Refondations veut se doter d'une structure nationale

Les collectifs « Refondations », qui associent dans une quarantaine de départements, derrière des individualités aussi diverses que MM. Malek Boutih, Claude Cheysson, Charles Fiterman, Max Gallo, Georges Montaron, Mgr Jacques Gaillot, M^{me} Gisèle Hallini, Lydia Brovelli — tout ce que la gauche compte de militants dévoués à la recherche de nouvelles convergences au-delà des partis — se sont réunis, samedi 30 novembre à Paris. Ils entendent, notamment, se doter d'une structure nationale.

« Si l'on vous demandait de qualifier Refondations en trois mots, lesquels choisiriez-vous ? » Cette question, le groupe des trente premiers signataires de l'appel à « refonder » la gauche, lancé en avril dernier, l'avait posée aux participants de leur première rencontre nationale, en juin. L'analyse des réponses avait fait apparaître une série de mots à forte charge symbolique, révélateurs, à la fois, du trouble et de l'attente de militants en quête de boussole.

Refondations devenait synonyme d'« espérance », de « volonté », d'« action », mouvement porteur d'« avenir », d'« imagination », d'« aventure », voué à « innover », « réfléchir », œuvrer dans la « lucidité », la « rigueur », en s'ancrant dans les valeurs démocratiques de l'« humanisme », de la « justice », de la « solidarité », de la « pluralité », du « partage », de la « tolérance », en rassemblant pour « créer l'unité », permettre « la synergie ». Refondations devait être un « mouvement », un « carrefour », un « forum », un lieu « indispensable », « incorruptible », une « locomotive », mais « surtout pas un autre parti », « surtout pas un super-parti de la gauche ».

Le « groupe des trente » n'avait donc pas voulu précipiter le mouvement pour éviter de reproduire une structure classique. Sept mois plus tard, les événements le pressent de préciser sa démarche, et les collectifs créés un peu partout sont

les premiers à réclamer la mise en place d'un minimum d'organisation structurelle.

Pour commencer, Refondations disposera d'un secrétariat parisien animé par une poignée de permanents et diffusera un bulletin de liaison (1).

Le « groupe des trente » souhaitait, en outre, que la rencontre du 30 novembre pût permettre de lancer plusieurs initiatives à plus longue portée. Par exemple : la préparation d'une réunion internationale de tous les « refondeurs » européens, qui pourrait avoir lieu au début de 1992 ; la constitution de groupes de travail thématiques ; la définition d'un « projet national alternatif », capable de remobiliser toutes les composantes de la gauche déprimée par les évolutions du PS et du PCF et qui serait débattu lors de nouvelles assemblées nationales, en avril prochain.

Les orientations des animateurs de Refondations reposent sur la conviction que les résultats des prochaines élections cantonales et régionales se traduiraient par l'émergence d'un nouveau paysage politique, dans lequel l'abstentionnisme restera important, le Front national accentuera sa percée et la droite libérale remontera un peu la pente, tandis que la gauche, dans son ensemble, perdra encore davantage de terrain au profit des écologistes.

MM. Fiterman, Chevesson, Gallo et leurs amis estiment ainsi que, au lendemain des élections de mars 1992, les clivages d'aujourd'hui seront devenus démodés parce qu'il n'y aura alors plus, d'un côté, le « front du refus », de l'autre, le « front du refus » de tous ceux qui rejettent les idées et le programme de M. Le Pen. Ils se projettent donc, dès maintenant, dans la perspective de cette bipolarisation d'un nouveau type, en revendiquant, à l'égard des urnes, l'héritage spirituel et politique d'un PS et d'un PCF dont ils constatent qu'ils sont impuissants à « sortir le pays de la crise où il s'enfoncé ».

ALAIN ROLLAT

(1) Ce secrétariat est installé au 33 de la rue du Faubourg-Montmartre, 75009 Paris ; tél. : 47-70-08-92.

des élections régionales

A Marseille, une partie des conseillers municipaux socialistes s'opposent à M. Vigouroux

Un conflit a éclaté, vendredi 29 novembre, au conseil municipal de Marseille, entre le maire, M. Robert Vigouroux, et une partie des élus socialistes de sa majorité. Samedi, le maire a retiré leurs délégations à dix conseillers, dont cinq adjoints.

MARSEILLE

de notre correspondant régional

Pour des raisons d'économie budgétaire, M. Vigouroux a décidé de revenir sur la gratuité des transports publics, accordée en 1982, par la municipalité Defferre, à l'ensemble des trois mille agents municipaux de la ville. Le maire a fait valoir que cet avantage avait été déclaré « illégal » par la chambre régionale des comptes et qu'il s'agissait, en fait, d'un « privilège », contraire aux principes de l'égalité et de la solidarité entre les Marseillais (1). « Ces 150 francs par an, s'il est ajouté devant le conseil municipal, ne représentent que 11 francs par mois, c'est-à-dire moins que le prix d'un kilo de cément. Alors, s'il est ajouté à l'adresse de ses contradicteurs, il faut faire cesser ces attaques politiques », a-t-il déclaré.

M. Vigouroux a ajouté, cependant : « Moi j'assume mes responsabilités. Vous avez été élus sur la liste Majorité-Marseille et pas sous l'étiquette socialiste. Nous avons fait un serment entre nous, mais un serment peut se rompre. Dans ce cas-là, je suis pour un divorce à l'amiable. » Finalement, trente membres du groupe socialiste ont voté contre le rapport, ainsi que les trois autres membres du PS non affiliés à ce groupe — M^{me} Michel Paut, Lucien Weygand et Jean-François Guérin — les deux élus communistes et le groupe du Front national, alors que l'opposition UDF-RPR s'est abstenue. Au cours de la séance, plusieurs élus socialistes membres de la majorité municipale avaient été discrète-

ment avertis, par des billets émanant de fidèles du maire, que celui-ci considérerait le rejet de la délibération comme « une déclaration de guerre » et que ceux qui voterait « contre » risquaient de « perdre leurs délégations ».

Cette première fracture au sein de la majorité municipale ne paraît pas étrangère aux propos tenus par M. Vigouroux, récemment, sur Télé-Monte-Carlo. Le maire de Marseille avait notamment déclaré qu'il avait « avancé argument pour dire que la gestion du conseil régional (par l'UDF-RPR et le Front national) est une mauvaise gestion ». Il n'avait pas écarté un « rapprochement » avec M. Jean-Claude Gaudin, en précisant que cette hypothèse est « peut-être possible dans le futur » et qu'il « n'est pas personnellement » à condition de ne rien abandonner de ses idées ». Pour M. Charles-Emile Loo, maire (PS) du cinquième secteur, M. Vigouroux devient « insaisissable dans ses propos comme dans ses actions ». M. Michel Paut, élu socialiste, a déclaré : « C'est un véritable danger » de voir le maire de Marseille « se placer sur le terrain d'une rivalité purement personnelle » (sous-entendu, par rapport à M. Bernard Tapie).

Des incidents se sont produits, ce même vendredi, devant la mairie où les syndicats FO (majoritaire) et CFTD avaient appelé le personnel communal à une manifestation. Des barrières ont été renversées, et les CRS ont brièvement chargé les manifestants. Des cris ont été lancés contre la façade de la mairie, et les agents municipaux, au nombre de huit cents, ont réclaté, à plusieurs reprises, la démission de M. Vigouroux.

GU Y PORTE

(1) La note de l'Etat stipule que, chaque année, 19 millions de francs à la ville. L'économie apportée par le ticket modérateur serait, au minimum, selon la direction du personnel communal, de 2 millions de francs.

COMMUNICATION

Avant l'examen d'éventuels plans de reprise

« La Truffe » a déposé son bilan

Fin de semaine noire pour la Truffe. Vendredi 29 novembre, le directeur-fondateur du quotidien lancé le 30 septembre, M. Jean Schallit, a annoncé aux soixante-quinze salariés qu'il allait déposer le bilan du journal. Compte tenu des problèmes financiers et de l'érosion de la diffusion, la parution avait été suspendue dix jours auparavant (le Monde du 19 novembre). « Il nous restait quand même l'espoir d'une reprise. Aujourd'hui, c'est la déception », confiaient plusieurs journalistes.

En début de semaine prochaine, le tribunal de commerce de Paris devrait nommer un administrateur judiciaire. Les éventuels plans de reprise du titre pourront ensuite être formulés. Si le producteur Daniel Toscani du Plantier, PDG d'Erato, semble avoir définitivement renoncé à réunir des investisseurs décidés à relancer la Truffe, les deux autres candidats, MM. Gérard Touati et Robert Lafont, restent sur les rangs (le Monde du 29 novembre).

Un rachat du titre après le dépôt de bilan offre l'intérêt de ne pas devoir endosser le passif financier du journal, évalué à douze millions de francs. Et le seul titre la Truffe, qui bénéficie selon M. Lafont « d'une image de quotidien indépen-

dant, d'enquêtes et d'investigation », ne devrait pas être trop coûteux : des titres de quotidiens comme le Matin de Paris ou le Sport ont été vendus respectivement, ces dernières années, 50 000 et 100 000 francs.

M. Touati, éditeur de presse spécialisée et professionnel, souhaite lancer un hebdomadaire et utiliser le « savoir-faire » des salariés de la Truffe. Quant à M. Robert Lafont, PDG du groupe Entreprendre (qui publie notamment le mensuel du même nom), il envisage de relancer la Truffe sous la forme d'un hebdomadaire ou d'un bihebdomadaire, en gardant la ligne rédactionnelle mais en la « clarifiant ». M. Lafont estime que l'orientation de relance du journal doit être menée rapidement. Désireux d'être l'actionnaire majoritaire, il continue cependant à discuter avec M. Jean Schallit sur son éventuelle participation à la relance du titre. Le PDG d'Entreprendre pourrait racheter à la fois le titre, le matériel informatique et rembaucher une partie des salariés. Mais il lui reste à faire partager son intérêt pour la Truffe à ses propres actionnaires, dont la Banci (groupe BNP) et le Crédit agricole.

Y.-M. L.

□ M. Louis Gérard quitte les éditions Casterman. — M. Louis Gérard, directeur d'édition chez Casterman et président du groupe littérature de jeunesse au Syndicat national de l'édition, quitte la maison d'édition, qui publie notamment les albums de Tintin, Quick et Flupke, Corto Maltese, etc. M. Gérard est entré en 1947 chez Casterman et y a effectué toute sa carrière. En plus de ses fonctions d'éditeur, il y a dirigé le mensuel A Suivre, l'un des rares magazines de bande dessinée, de qualité encore existant. M. Louis Gérard a favorisé la création et le développement du Salon international de la bande dessinée d'Angoulême (SIBD), dont il est administrateur.

□ Incidents à l'imprimerie du « Monde » : protestation de M^{me} Neiertz. — M^{me} Véronique Neiertz, secrétaire d'Etat aux droits des femmes et à la vie quotidienne, estime « stupéfiant » l'arrêt de travail observé à l'imprimerie du Monde (le Monde du 29 novembre) « parce qu'est employée dans l'atelier d'expédition une femme, dont la qualification est égale à celle des autres membres de l'équipe ». Dans un communiqué, M^{me} Neiertz juge « scandaleux » que des syndicalistes boycottent ainsi le code du travail (article L-123 1), qui interdit toute discrimination fondée sur le sexe » et « assure la jeune femme employée au Monde de la solidarité de toutes les Françaises ».

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5662

HORIZONTALEMENT

I. Une femme qui peut tirer la couverture à elle. Les fines ne sont pas mauvaises. — II. C. Coule en Afrique. Très régulier. Lui. — III. Qui peut facilement se tordre. Le camphrier et le cannellier. — IV. Pronom. Dans une confiserie provençale. Apparaît. — V. Reproché à des gens qui s'occupent trop de leur famille. — VI. Mot qui peut faire venir le berger. Son coup peut porter loin. — VII. Un facon à parer. Quand on est au plus bas. — VIII. Bien assise. Etais souvent sur les dents. Utile sur le billard. — IX. Peut procurer un bénéfice. Musette d'autrefois. Les petites nouvelles. — X. Somme complémenaire. Nervure. — XI. Dans une volée. — XII. Un point sur la carte. Donne de quoi se défendre. Utile au laboratoire. Dieu. — XIII. Crayon rouge. Au fond d'un parc. — XIV. Difficulté. Objet de question. Interdit un bosso. — XV. On il n'y a aucun excès. Présent sur un plateau. — XVI. Coupés avec les dents. Rester dans l'obscure.

Solution du problème n° 5661

Horizontalement

I. Dondaine. — II. Evallera. — III. Vu. Aller. — IV. Océ. Oulan. — V. Uélé. Tu. — VI. Astique. — VII. Mon. lo. — VIII. Er. Etna. — IX. Miera. Rai. — X. Tounevis. — XI. Assène.

Verticalement

1. D'avouement. — 2. Ouvre. Orton. — 3. Mé. Eln. Eu. — 4. Die. Es. Erra. — 5. Allé. Tians. — 6. Illusion. Es. — 7. Néel. Arve. — 8. Erratum. Ain. — 9. Nue. Mère. — 10. GUY BROUTY

20^e EXPOSITION MINÉRALOGIQUE
VEND. 29 - SAM. 30 NOVEMBRE
(12 h à 19 h)
DIMANCHE 1^{er} DÉCEMBRE
(10 heures à 19 heures)
VENTE - ECHANGE
MINÉRAUX
FOSSILES - BIJOUX
PIERRES PRÉCIEUSES
HOTEL PULLMAN SAINT-JACQUES
17, bd Saint-Jacques, 75014 PARIS

SOCIÉTÉ

Tout en souhaitant une cérémonie d'accueil des nouveaux citoyens

M. Bianco se déclare prêt à «solliciter le Parlement» pour une éventuelle réforme du code de la nationalité

M. Jean-Louis Bianco, ministre des affaires sociales et de l'intégration, a déclaré, vendredi 29 novembre à Nantes, que le gouvernement était prêt «à solliciter le Parlement» pour une réforme du code de la nationalité qui ne bouleverserait pas l'équilibre actuel. Il souhaite que l'acquisition de la nationalité française soit marquée par une cérémonie destinée à «accueillir les nouveaux citoyens», au cours de laquelle le maire leur remettrait un livret rappelant leurs droits et devoirs.

NANTES

de notre envoyé spécial

Faut-il modifier les conditions d'acquisition de la nationalité française? Le gouvernement, qui s'est contenté jusqu'ici de répliquer au coup par coup à la droite, a fini par passer à la contre-attaque. Après avoir consulté les leaders de l'opposition, M. Cresson a récemment annoncé la réouverture du chantier de la nationalité. M. Bianco est donc entré dans le vif du sujet, vendredi 29 novembre, en clôturant un colloque sur le droit de la nationalité, organisé par la Direction de la population et des migrations.

Evoquant son attachement à l'identité française, «celle des livres d'histoire de la III^e République», celle qui repose sur «le message universel adressé aux autres», M. Bianco a jugé «irresponsable

(...) de prétendre douter» de cette identité au moment où les Français, fragilisés par les bouleversements du monde, «s'interrogent plutôt sur leur avenir». «L'issue n'est pas dans le retour à la période victorienne ou dans le fantasme du sang bleu», a-t-il poursuivi, après avoir insisté pour que nationalité et immigration demeurent deux débats distincts.

Dès lors qu'«accueillir dans la nationalité est un signe de santé» pour la France, cette opération ne peut avoir lieu, comme aujourd'hui, en catimini par la communication banale d'un document administratif derrière un guichet. Cette formule autorise toutes les démagogues, notamment celle autour de la nationalité dite «automatique». Les jeunes nés en France de deux parents étrangers, nés eux-mêmes à l'étranger, deviennent en effet français sans formalités à leur majorité, à condition d'avoir résidé sur le territoire depuis cinq ans au moins, alors que s'ils veulent refuser la nationalité on exige d'eux une démarche.

Large accord?

Pour donner un peu de solennité et de convivialité au passage dans la nationalité, les nouveaux citoyens français pourraient être accueillis à la mairie de leur domicile à l'occasion d'une petite cérémonie, au cours de laquelle leur serait délivré un certificat indiquant leurs droits et devoirs. M. Bianco s'est dit «prêt à sou-

nir» les maires qui, comme celui d'Alx-en-Provence, organiseraient ce genre de réception pour tous les nouveaux Français de l'année, qu'ils soient naturalisés, fils d'étrangers ou époux de Français acquérant la nationalité.

Faut-il aller plus loin que cette innovation formelle déjà recommandée en 1989 par la commission de la nationalité? Ferme opposé à toute modification de fond, notamment celle qui remettrait en cause le droit du sol, M. Bianco n'a cependant pas écarté un toilettage du code de la nationalité, souhaité par la commission Marceau Long. «Le gouvernement est prêt à solliciter le Parlement sur un tel sujet, dans le respect des différences et des divergences, s'il apparaît qu'une large majorité de parlementaires s'engage à mener ce débat dans des conditions comparables à celles qui ont présidé aux travaux de la commission de la nationalité».

Concrètement, il pourrait s'agir par exemple de permettre à un mineur de seize ans, né en France de deux parents étrangers, d'acquiescer à la nationalité sans le consentement de ses parents. L'entrée dans la nationalité pourrait aussi faire l'objet d'un acte positif plus marqué, si possible, si Normand. On ne sait pas si M. Le Roux a mission de travailler ce que son client pense tout bas, mais alors, que de non-dits chez ces entrepreneurs en apparence si peu rancuniers à l'égard des politiques!

PHILIPPE BERNARD

POLICE

A cause d'une «fuite» émanant de policiers français

Une liste de 85 opposants au régime de Beyrouth a été transmise aux autorités libanaises

Ils sont soixante-sept Libanais, douze Français et six Maghrébins. Ils ont vingt-cinq ans en moyenne. Le 21 octobre, ils manifestaient à Paris contre la visite du président libanais, M. Elias Hraoui, avant d'être interpellés par des policiers parisiens. La liste de leurs noms est aujourd'hui entre les mains de la police libanaise, à cause d'une «fuite» en provenance de policiers français.

Un document à en-tête de la «Direction générale de la sûreté générale» de Beyrouth fixe le sort de ces jeunes opposants résidant en France. «Nous requérons l'arrestation des ressortissants libanais (suivent leurs nom, prénom, date et lieu de naissance) et leur présentation devant le Bureau des investigations pour application des mesures appropriées», peut-on lire. «L'accès du territoire sera interdit aux ressortissants français suivants (...), aux ressortissants tunisiens suivants (...), aux ressortissants algériens suivants (...), et à la ressortissante marocaine», poursuit cette circulaire datée du 13 novembre et signée par le directeur général de la sûreté générale, M. Raymond Roufey, un collaborateur du ministre de l'Intérieur, M. Sami Khatib, lui-même réputé proche de Damas. Rédigé en arabe, le document porte la référence d'une «lettre émanant de la police française en date du

21 octobre 1991», le jour même de la manifestation.

Véronique, dont le nom figure sur la liste, participait ce soir-là à un rassemblement contre la participation du président Hraoui au banquet organisé par ses partisans au palais de Chaillot. Comme d'autres sympathisants du Rassemblement pour le Liban, un regroupement d'associations favorables au général Aoun, elle avait en poche des œufs et des tomates qu'elle souhaitait jeter sur le «président fantoche».

«Une honte pour la police»

Mais les policiers parisiens sont intervenus. «Ils nous ont fait monter dans des cars et ils nous ont emmenés jusqu'à un commissariat», raconte la jeune femme. Arrivés vers 22 h 30 dans le service de police de la rue de Courcelles (huitième arrondissement), les quelque quatre-vingts manifestants se sont réchauffés en chantant l'hymne libanais pour patienter jusqu'à leur libération, vers 2 heures du matin. «Nous avions été fouillés, se souvient la jeune femme, et les policiers avaient pris nos papiers d'identité pour noter notre état-civil».

«L'ordre dans lequel les noms apparaissent sur le document de la Sûreté générale libanaise est le même que l'ordre dans lequel ont été enregistrés les vérifications d'identité», dit M. Simon Abira-

mia, interpellé lui aussi ce soir-là. Président du Rassemblement pour le Liban, il affirme être entré en possession du document en question grâce à des complicités à l'intérieur des services administratifs libanais. «La possession de ces informations par la police du régime met en danger la sécurité des personnes qui ont manifesté et la sécurité de leurs familles restées dans un Liban sous domination syrienne», souligne-t-il. Mais nous ignorons s'il s'agit d'une initiative isolée d'un policier français, ou d'une entente diplomatique-politique entre les deux États.

Au ministère de l'Intérieur, on ne doute guère que les renseignements ayant atterri sur les bureaux de la police libanaise proviennent des contrôles d'identité effectués un mois plus tôt à Paris. «Il ne s'agit pas d'un document faufilé puisqu'il s'appuie bien sur un travail effectué par les policiers français», confiait vendredi soir un haut responsable de la police nationale qui se disait «consterné». Le ministère de l'Intérieur vient de confier une enquête à l'inspection générale de la police nationale pour déterminer d'où vient la fuite. «Que de telles informations aient été communiquées à un service étranger est une honte pour l'honneur de la police et pour la France», conclut le responsable de la place Beauvau.

ERICH INCYAN

JUSTICE

Les fausses factures du Sud-Est au tribunal de Paris

Les vérités simples de «Jo» Delcroix

L'interrogatoire de Joseph Delcroix, ancien directeur administratif d'Urba, la pompe à finances du PS, et surtout auteur des fameux «cahiers», a dominé, vendredi 29 novembre, la troisième journée du procès des fausses factures du Sud-Est au tribunal correctionnel de Paris.

Enfin un visage sur «les cahiers»! Celui dont les imprudentes annotations manuscrites, sur quatre cahiers à spirales, dévoilant tout le financement du PS, ont fait trembler le gouvernement, c'est lui, Joseph Delcroix, mais on dit «Jo». La soixantaine joyeuse, la barbe blanche, et une si indéfectible confiance dans la compréhension humaine qu'il n'hésite pas à prendre à témoin même le substitut Jean-Claude Marin. Et dire que ce scandale national, dont les conséquences se mesurent encore chaque jour dans le feuilleton politique, sera survenu par «Jo». Ne soyons pas déçus: «Jo» ressemble à ses cahiers.

Est-ce de sa faute, après tout, si «Jo», ancien directeur administratif d'Urba, a toujours aimé noter? «Toute ma vie, madame la présidente, j'ai tenu des cahiers. Tenez, vous me demandez quel temps il faisait tel jour de 44...» Aujourd'hui encore, momentanéement éloigné de sa retraite méditerranéenne par cette infortune correctionnelle, il note, le soir venu, dans son hôtel, les menus événements de sa vie quotidienne.

C'est de la même façon qu'il tint, plusieurs années durant, la chronique du financement de sa seconde famille: le PS. «Les policiers, M^{me} la présidente, ils ne les ont même pas saisis dans un tiroir de mon bureau, ces cahiers: on m'avait donné un bureau sans tiroirs. Je dis les choses comme elles sont. Ma mère venait d'entrer en clinique: elle a quatre-vingt-deux ans. Et moi, je me trouve devant ces quatre policiers. Au début, ils ont été corrects, mais progressivement, il y a eu comme une montée de l'atmosphère. Quelque chose de désagréable. Un policier a mis les pieds sur la table, comme dans les films. Quand ils ont commencé à lire les cahiers, ils se sont mis à parler de Watergate. Après, j'ai été placé en garde à vue, j'ai subi la fouille au corps. Croyez-moi, quand on vit cela, on en est marqué».

Et c'est ainsi, «marqué» par la rudesse policière, que «Jo» en est

arrivé à prononcer ces mots que, soyons en sûrs, il regrette aujourd'hui. Oui, il a parlé de «l'influence» que «Jo» exerçait sur les élus socialistes, «mais, pour moi, c'était au sens où on a une bonne ou une mauvaise influence. Le caractère pénal du mot m'a échappé». Oui, il a dit que son travail consistait bien à tenter de «favoriser» les entreprises qui faisaient confiance à Urba, mais «pour moi, c'était synonyme de faciliter. Je ne suis pas juriste».

D'ailleurs, il ne se souvient pas, mais alors pas du tout, de ce qu'il a bien pu vouloir dire en jetant sur ces cahiers la menue monnaie de sa vie de collecteur de fonds. Des lambeaux de phrases du genre «réaction morale: ce qu'on prête l'est sur la collectivité». Réponse: on se fait payer une démarche commerciale pour se donner mauvaise conscience. «Il ne s'est pas passé une nuit sans que je me demande ce que cela veut dire», soupire aujourd'hui «Jo». Et de se plaindre qu'une mention «par chèques», toujours sur les cahiers, ait été transformée par une presse malveillante en «pas de chèques».

Un mystérieux compte «Prado»

Une mésaventure de l'écriture automatique, en somme. «Quand je réunissais mes délégués, explique son chef, Gérard Monette, Jo Delcroix prenait des notes. Et il y avait parfois de l'humour dans ses observations». Comme le note l'humoriste lui-même au cours d'une suspension, devant les caméras qui boivent ses paroles: «Le style, c'est l'homme».

Et en effet lorsqu'au cours de l'audience Joseph Delcroix arriva à la barre, on vit tout à coup ce procès chef se gonfler, sortir de son lit, et le drame menacer pour un temps de submerger les pagnoles. La chose s'est passée sans qu'on y ait pris garde. Le substitut Jean-Claude Marin cuisinait «Jo» sur un mystérieux compte, ouvert dans une banque marseillaise sous le nom de code de «Prado», et auquel était versée une partie importante des libéralités d'Urba, pompe à finances du PS.

«Jo» ne se souvient pas. Prado, vous avez dit Prado? M. Marin s'empare de son dossier, et cite à M. Delcroix ses déclarations antérieures, dont il ressort que le compte «Prado» était ouvert au nom d'un élu socialiste marseillais, «Monsieur X», dit seulement le

substitut, évitant de le nommer.

Alors, M. Marc-Michel Le Roux se lève. M. Marc-Michel Le Roux défend Paul Peltier, l'ancien directeur de la SORMAE, celui qui le premier a raconté aux policiers les pratiques de financement occulte des partis et qui, la veille, devant le tribunal, s'était montré inépuisable, si poli, si Normand. On ne sait pas si M. Le Roux a mission de travailler ce que son client pense tout bas, mais alors, que de non-dits chez ces entrepreneurs en apparence si peu rancuniers à l'égard des politiques!

«Pourquoi l'appellez-vous Monsieur X?»

«Pourquoi l'appellez-vous Monsieur X? Prenez vos responsabilités, monsieur le procureur! S'il s'agit d'un financement politique, disons-le. Pourquoi ce procès est-il truqué?»

— Je ne cite que les noms nécessaires, réplique M. Marin, livide. Et je me refuse notamment à citer ceux qui n'ont pas été eux-mêmes interrogés, et n'ont pas eu l'occasion de livrer leur version, aussi bien dans cette affaire que s'il s'agissait de flagrant. Mon but n'est pas de citer quoi que ce soit. Si vous voulez que l'on cite ce nom, on le citera».

Le procureur ne va pas avoir besoin de se donner cette peine. Dossier en main, M. Le Roux lance dans le prétoire comme une grêle de ce nom que l'on veut cacher au peuple: c'est Philippe Sanmarco, élu socialiste marseillais, qui se trouve désormais avoir le redoutable honneur d'être le seul politique cité dans ce procès, où l'on pourrait en citer tant d'autres. C'en est trop pour Gérard Monette, ancien PDG d'Urba, ancien patron de «Jo». Il se lève, bouscule son ami, et s'empare du micro pour resituer les choses: «A Marseille, les fonds d'Urba étaient versés à deux comptes, explique-t-il. Le premier, «Prado», était un compte de la fédération socialiste. Le second, «Carénage», avait été ouvert spécialement pour les élections municipales de 1989».

Les faits ainsi rétablis, croit-on que M. Monette va s'arrêter là? Pas du tout. Il tient le micro, il le garde, anticipant de quelques jours son propre interrogatoire: «Les cahiers Delcroix, ça a été le best-seller des années 1989-1990. S'agit-il d'un document couvert par le secret de l'instruction, c'est très choquant. Qu'a attendu Arpaillange

pour ouvrir une enquête sur les fuites? Pourquoi mon procès-verbal d'interrogatoire a-t-il été diffusé, et pas ceux de Nungesser (député RPR du Val-de-Marne), de Roux (maire RPR d'Avignon), ou de Gaudin (président UDF du conseil régional)? Pourquoi toujours du même côté? Et il se rassure. En dira-t-il davantage mercredi prochain?

Ancien délégué régional d'Urba à Marseille, Bruno Desjoberets, pour sa part, ne pratique pas le même humour que «Jo». Il estime, et il le clame hautement, rendre un authentique service aux entreprises qui avaient recours à ses services. Au point de travailler avec des collectivités locales non socialistes? Absolument, absolument. Il l'a même dit, au cours de la garde à vue, à l'inspecteur Gaudino, «qui a refusé de le noter au procès-verbal». Et il est vrai que ces escarpements hors de la sphère du PS ne représentaient pour M. Desjoberets que 2 % de sa charge de travail, croit-on comprendre.

Supplémentaires ou confidentielles

Quel type de service M. Desjoberets rendait-il à ses clients? «Vous leur donniez des informations confidentielles», accuse le procureur. Pas du tout. Encore un méfait de l'inspecteur Gaudino. «Je lui avais dit «des informations supplémentaires». Il a écrit «confidentielles». Par exemple, M. Desjoberets a averti tel de ses clients d'avoir à construire un gymnase en treize mois au lieu des quatorze de Paris, une fois devant celle de Versailles, une fois devant celle d'Amiens, six fois devant la Cour de cassation, deux fois devant la Cour européenne et deux fois devant la cour d'assises de Paris.

Ce client, heureux hasard, c'est M. Jean-Pierre Adam, directeur d'une filiale de la SORMAE, Egleme incipit, qui confirme l'histoire des treize mois. Il était très content du travail de M. Desjoberets. Content au point d'avoir recours à lui pour travailler avec des municipalités non socialistes? Insiste le substitut Marin, décidément impitoyable. Ah non, tout de même, bafouille le client combié. Quand on pouvait éviter Urba, on l'évitait. C'est bien ce que le tribunal avait cru comprendre.

DANIEL SCHNEIDERMAN

A la cour d'assises de Paris

M. Rolf Dobbertin a été acquitté

Au terme de douze ans de procédure, le physicien allemand Rolf Dobbertin, cinquante-sept ans, a été acquitté, vendredi 29 novembre, par la cour d'assises de Paris, spécialement composée de magistrats qui jugeaient, depuis le 27 novembre, ce chercheur au CNRS accusé d'avoir «entretenu des intelligences avec des agents d'une puissance étrangère de nature à nuire à la situation militaire ou diplomatique de la France ou à ses intérêts économiques essentiels» (le Monde du 30 novembre).

Il était écrit que Rolf Dobbertin serait un «cas judiciaire», et cela se confirme au terme d'un interminable parcours dans un labyrinthe de procédures que ni Kafka ni Courline n'aurait pu imaginer. Dans dix ans, dans vingt ans, on parlera encore aux étudiants en droit du «cas Dobbertin», et ceux des sciences politiques y trouveront une illustration caricaturale des mœurs d'une époque.

On parlera de l'arrestation de Rolf Dobbertin, survenue le 21 janvier 1979 aussitôt après qu'un officier des services spéciaux de la République démocratique d'Allemagne l'eût dénoncé comme un agent de renseignement. On parlera de son procès, prévu devant la Cour de sûreté de l'Etat, rendu impossible par la suppression de cette juridiction, et de cet autre procès devant le tribunal permanent des forces armées, qui n'a jamais eu lieu pour la même raison. Sans oublier que le cas du physicien a été évoqué trois fois devant la chambre d'accusation de Paris, une fois devant celle de Versailles, une fois devant celle d'Amiens, six fois devant la Cour de cassation, deux fois devant la Cour européenne et deux fois devant la cour d'assises de Paris.

Pourtant, le «cas» paraissait simple. M. Dobbertin ne contestait pas avoir transmis des documents aux services de renseignements allemands par l'intermédiaire du ministère de la Sécurité d'Etat (MPS). Il l'a fait, pendant près de vingt ans, dans la plus pure tradition de l'espionnage: décodage de messages radio, microfilms, carbonés blancs et fausses crottes de chien en pâte à modeler pour passer les messages. M. Dobbertin soutient que ces procédés étaient les seuls moyens permettant de faire pénétrer la culture scientifique dans une RDA devenue paranoïaque au point d'empêcher toute intrusion d'un document étranger qu'elle ne

pouvait pas contrôler. En outre, les documents transmis ne concernaient que la recherche fondamentale et n'étaient couverts par aucun secret.

Pour l'avocat général, Philippe Bilger, les «intelligences avec des agents d'une puissance étrangère» étaient établies par le comportement «clandestin» du physicien. Mais il lui restait à prouver que ces intelligences étaient bien, selon les termes de l'article 80 du code pénal, «de nature à nuire aux intérêts économiques essentiels» de la France. Si le magistrat s'y est employé, c'est seulement en s'attachant à démontrer le bénéfice que la RDA aurait pu tirer. «C'est une logique de guerre froide», se sont insurgés M^{rs} Jean-Pierre Mignard et Francis Teigen, qui ont reproché à l'accusation de ne pas apporter le moindre élément attestant que la France aurait subi un préjudice. Le procès devenait donc celui d'un article de loi rédigé en termes vagues puisque la mention «de nature à nuire» ne fait qu'envisager une éventualité.

La loterie des verdicts

Devant les sept magistrats professionnels qui composent la cour d'assises en matière d'espionnage, ce langage juridique pouvait être compris. Plus ténus sur la preuve, plus sensibles aux arguments de droit, moins attirés par «l'intime conviction» que le jury populaire, les juges n'ont pas suivi la partie du réquisitoire relative à «l'intention de nuire» évoquée par l'avocat général. Mais M. Bilger avait aussi déclaré, en demandant quatre à cinq ans d'emprisonnement: «Vous ne pouvez pas ne pas tenir compte des bouleversements qui ont agité le monde; l'histoire a changé». A ce changement de l'histoire, s'ajoutaient les douze ans de procédure et le fait que M. Dobbertin ait été repris par le CNRS aussitôt après sa libération intervenue le 9 mai 1983.

«Le cas Dobbertin» conduit à regarder avec inquiétude les verdicts de cours d'assises. Ici et là, on dénonce régulièrement la «loterie» que constituent certaines décisions de la juridiction criminelle, et M. Dobbertin en a fait la douloureuse expérience. Il y a un peu plus d'un an, la même cour «autrement composée», selon la formule de la Cour de cassation, disposant du même dossier, des mêmes témoignages, avait condamné M. Dobbertin à douze ans de détention criminelle. Sans un vice de forme, cette condamnation serait aujourd'hui définitive.

MAURICE PEYROT

1550 1550 1550

SOCIÉTÉ

MÉDECINE

Un entretien avec le professeur Montagnier

Suite de la première page

— Ces nouvelles données remettent-elles, selon vous, en question l'opposition qui s'est longtemps manifestée entre le dépistage systématique de l'infection par le virus du sida ?

— Je ne suis — je n'ai jamais été — contre un tel dépistage *a priori*. Je le suis en revanche pour des raisons médicales, scientifiques et techniques. Il y a certes, ici comme ailleurs, un conflit entre le droit de l'individu et celui de la société. Un certain moment, le droit de la société doit prévaloir. Si le sida était l'équivalent de la peste, on pourrait dire que les pays auraient raison de mettre en place des barrières sanitaires à leurs frontières. Or, ce n'est nullement le cas. Je ne suis pas du tout opposé, par exemple, à ce que l'on propose un dépistage systématique à certains moments importants de la vie, à condition que l'on étudie les rapports entre le coût, l'efficacité et les bénéfices attendus d'une telle mesure.

« Il faut aujourd'hui reconnaître que l'on n'a pas assez souligné, pas assez expliqué qu'un séropositif pouvait contaminer son ou ses partenaires sexuels. C'est grave. On découvre aujourd'hui que des personnes séropositives ont contaminé leur partenaire. Pour les pays qui sont très touchés par l'épidémie, comme la France ou les États-Unis, les barrières aux frontières ne servent à rien mais il faut, en revanche, ne pas se borner à de simples campagnes de prévention. Il faut dire aux gens : êtes-vous séropositif ? Ne craignez-vous pas de contaminer votre partenaire ? Si vous avez le moindre doute, faites-vous tester. Cette donnée doit impérativement être prise en compte par les responsables. Elle ne l'a pas été ces dernières années. Cela dit, les regrets ne servent à rien. On n'en a pas fini, loin de là, avec cette maladie. Sans doute n'en sommes-nous encore qu'au tout début de son importance mondiale. Il faut dès lors avant tout penser au présent et à l'avenir, cesser notamment de s'auto-flageller. Comprenez-moi : je ne dis pas cela pour minimiser les possibles responsabilités politiques, administratives ou médicales dans l'affaire des hépatites et des transfusions contaminées. Cela dit, nous avons des données qui nous imposent, dès aujourd'hui, de changer de vitesse en ce qui concerne les campagnes d'éducation, d'information et de prévention. »

« Pouvez-vous préciser ? »

— Il faut une fois de plus le dire : la diffusion du virus, l'explosion de l'épidémie, est une dramatique réalité en Amérique du Sud et en Asie. Elle est terriblement inquiétante en Inde, en Thaïlande et malheureusement, peut-être demain, au Vietnam, en Chine, etc. De plus, il est clair que la transmission hétérosexuelle de ce virus ne cesse d'augmenter. La chose est connue, bien sûr, en milieu tropical, dans les pays du tiers-monde. Mais c'est aussi vrai dans les pays industrialisés, même si l'on sait que dans ces pays, pour diverses raisons, la transmission du virus de l'homme infecté à la femme est plus facile que de la femme infectée à l'homme. On sait de plus aujourd'hui que la transmission sexuelle n'impose pas l'existence de lésions ou de micro-lésions des muqueuses, mais qu'elle peut se faire aussi de muqueuse à muqueuse. Il faut dire et redire que la transmission de la femme à l'homme est une chose possible, expose des données concrètes, souligner, par exemple, que la période des règles chez la femme est à cet égard un risque potentiel de transmission. Il faudrait sans doute expliquer les choses de

manière précise, établir une échelle des risques et garder à l'esprit qu'il y a toujours un risque potentiel quel que soit le type de rapport sexuel avec une personne dont on n'est pas certain du statut sérologique.

— Est-ce une critique de l'action préventive menée par les pouvoirs publics français ?

— J'ai l'impression que la machine préventive « patine ». On a déjà « usé » deux responsables de l'Association française de lutte contre le sida... Aux États-Unis, l'attitude de « Magic » Johnson vaut toutes les campagnes. Il y a également ici ou là des chanteurs de rock atteints qui ont le courage de le dire. Les personnalités médiatiques qui, de la sorte, annoncent leur état de séropositivité ou leur maladie nous aident beaucoup.

Mettre au point de nouveaux tests

— On ne peut pas espérer que le discours de personnalités contaminées permette de faire l'économie des campagnes préventives ?

— Certes, il s'agit là de problèmes de comportement de société. Le pouvoir politique est mal à l'aise dans cette affaire. Je pense notamment que les télévisions pourraient, devraient, faire beaucoup plus en matière préventive. J'estime aussi que l'on a trop exclusivement mis l'accent sur le rôle du préseroït masculin. Je souhaiterais des campagnes basées sur le thème : « Vous êtes responsable ! Ne faites pas l'amour avec un partenaire inconnu. » « Si vous avez chacun moins de cinq partenaires sexuels dans votre vie, l'épidémie de sida s'étendrait... »

« La recherche scientifique présente-t-elle, elle aussi ? »

— Au risque d'apparaître très sévère, je dirai qu'il y a effectivement un certain « patinage » dans les recherches conduites exclusivement sur le virus. Pour ce qui est du sida, le virus est certes essentiel. Je persiste à le dire... On a fait beaucoup de progrès ces dernières années dans la connaissance du virus, et c'est aujourd'hui l'un des mieux connus qui soient. Pour ma part, je pense que le sida a une autre dimension que celle d'une simple maladie virale. C'est à mon sens la grande nouveauté de l'année 1991.

— Pouvez-vous préciser ?

— On arrive progressivement à un consensus sur le fait que, dans le sida, la majorité des cellules du système immunitaire souffrent, alors même que très peu sont infectées par le virus. Beaucoup de ces cellules non infectées meurent dans des circonstances anormales, par apoptose, dès lors qu'elles sont stimulées. Ce phénomène est observé dès les tout premiers stades de l'infection. À partir d'une telle observation, on doit pouvoir mettre au point de nouveaux tests qui s'ajoutent à ceux existants qui permettent ainsi d'analyser la situation pathologique plus en amont et de mettre en place des traitements plus précoces. Ces traitements auront pour objet de lutter contre ces phénomènes dus à mon sens à une activation générale du système immunitaire entraînant des morts cellulaires. Tout se passe comme s'il y avait une sorte d'incendie allumé dès le départ au sein du système immunitaire, le feu couvant très longtemps et s'expliquant qu'à la fin.

— Pour reprendre votre image, le virus serait-il ou non le pyromane ?

— Certes, mais un pyromane vraisemblablement aidé par des complices. De plus, pour prévenir un incendie, on peut agir contre le pyromane, on peut aussi utiliser de l'eau.

On peut aussi utiliser de l'eau. On peut imaginer des médicaments qui permettraient de réduire les réactions anormales d'activation dont les cellules sont victimes. Sur ce thème, nous avons déjà des résultats encourageants. Le but ici est de tenter de rendre indolore la période asymptomatique de la séropositivité. Il faut également dans ce sens lutter contre toute agression infectieuse, y compris celles qui sont opportunistes, bien supportées (par exemple les mycoplasmes).



Luc Montagnier

« On peut faire ici une autre critique qui viserait l'industrie pharmaceutique. On n'a que trop négligé la recherche de médicaments contre les infections opportunistes du sida. On observe déjà, du fait du considérable développement du nombre des malades et donc des infections, l'apparition d'infections opportunistes de résistance, les germes réussissant à s'opposer à tous les antibiotiques connus. Nous sommes ainsi en train de bâtir un monde dans lequel de nombreux micro-organismes pathogènes — bacilles tuberculeux, pneumocoques, toxoplasmes — résisteront à tout. Il faut relancer la lutte immunitaire, mettre au point des vaccins contre ces germes. Plus on tardera et plus la situation sera grave, or ce danger n'est pas actuellement pris en compte. »

« Nous ne sommes plus dans le brouillard »

— Êtes-vous toujours aussi isolé en ce qui concerne le rôle supposé des mycoplasmes dans le développement du sida ?

— Nous ne sommes plus seuls. Je serai dans quelques jours à Phoenix (Arizona) au congrès « Mycoplasmas et sida ». Ce congrès aura probablement des conséquences importantes sur le développement de la recherche aux États-Unis dans ce domaine. Si tout n'est pas encore acquis, on observe un véritable tournant dans la conception de la physiopathologie du sida. On découvre que le sida est plus qu'une simple maladie virale. C'est une maladie induite par un virus, mais amplifiée par des phénomènes immunologiques. Il ne s'agit nullement ici de questions académiques, mais de sujets qui ont des conséquences très importantes pour la prise en charge thérapeutique des séropositifs. Pour ma part, j'envisage de créer dans un avenir proche deux laboratoires-pilotes, l'un en France, l'autre aux États-Unis.

« Ces laboratoires permettraient d'évaluer l'utilité des nouveaux tests immunologiques de l'apoptose dans le suivi des malades séropositifs. Si, comme je l'espère, nous pouvons

démontrer l'utilité de ces tests, nous pourrions gagner beaucoup de temps dans l'évaluation des traitements médicamenteux expérimentaux. »

— Ce nouveau regard sur la physiopathologie du sida éloigne-t-il selon vous l'espoir d'un prochain vaccin ?

— Non, en dépit de nombreuses difficultés expérimentales, des progrès existent. Nous ne sommes plus comme ces dernières années dans le brouillard. Le paysage se dessine avec plus de précision et nous savons dans quelles directions avancer. L'échec se rapproche, comme en témoigne le choix fait par l'Organisation mondiale de la santé, de quatre sites d'expérimentation (au Rwanda, en Ouganda, en Thaïlande et au Brésil) où les populations sont très exposées au virus et où le nombre de séropositifs augmente de 5 % par an.

— Où en est l'affaire Gallo-Montagnier ?

— En fait, il n'y a plus qu'une affaire Gallo. Ayant ces derniers jours une nouvelle fois fait l'objet de critiques personnelles, je tiens à préciser qu'en 1983, alors que le docteur Gallo proclamait publiquement que nos résultats ne valaient rien, il nous demandait dans le même temps de lui envoyer le virus et des « échantillons » de détection des anticorps Elisa que nous fabriquions déjà dans notre laboratoire. Il possédait par ailleurs activement ses collaborateurs à cultiver notre virus. Nous disions, quant à nous, dès cette époque, que le LAV était le meilleur candidat pour expliquer l'origine du sida sur la base de nombreuses données scientifiques exposées à six reprises dans des congrès en septembre et décembre 1983 à Cold Spring Harbor, New York, Paris et Tokyo. Le docteur Gallo en était pleinement informé.

« Tout cela est généralement mal compris, l'opinion ne voyant que des scientifiques qui se bagarrent entre eux pour d'obscures raisons de préséance. On peut juger cela ridicule et dérisoire, compte tenu notamment de l'étendue du mal. Ce fut notre position en 1986 et 1987 jusqu'à l'accord franco-américain. Mais aujourd'hui, ce qui est en question c'est l'intégrité scientifique de l'équipe du professeur Gallo. Le sujet est essentiel, car si des scientifiques trichent et mentent, ils ne peuvent plus être crédibles tant pour leurs pairs que pour l'opinion publique. Il s'agit maintenant d'une affaire strictement américaine et l'Institut national américain de la santé paraît très embarrassé compte tenu du renom de l'équipe en cause et du niveau des responsabilités impliquées. Nous attendons que l'enquête aille jusqu'au bout et dégage la vérité. L'éthique l'impose. »

Propos recueillis par JEAN-YVES NAU et FRANK NOUCHI

« Journée mondiale du sida. — À l'occasion de la Journée mondiale du sida, de nombreuses manifestations sont organisées en France, en particulier dans les musées, pour sensibiliser l'opinion à la lutte contre cette maladie. Les spécialistes de l'OMS prévoient que le nombre des cas de sida dans le monde sera multiplié par dix au cours des huit prochaines années passant de 1,5 million de cas aujourd'hui à un nombre situé entre 12 millions et 18 millions en l'an 2000. Durant la même période, le nombre total de décès sera de 10 à 20 millions. »

« Le SNES lance une grève des notes et des devoirs. — Le SNES appelle les enseignants de collèges et de lycées à participer à une grève des notes et des devoirs, baptisée « opération zéro », jusqu'aux vacances de Noël. Un arrêt de travail est annoncé pour la troisième semaine de janvier. Le Syndicat national des enseignants du second degré réclame l'ouverture de négociations sur les salaires et un réexamen des modalités de formation des maîtres. »

« Création de l'Institut mondial de la science. — Une cinquantaine de scientifiques de dix-sept nationalités, parmi lesquels une dizaine de Prix Nobel, ont fondé récemment l'Institut mondial de la science (IMS), qui s'est réuni pour la première fois les 29 et 30 novembre à Paris. L'incarnation de la communauté mondiale des scientifiques et totalement indépendante des pouvoirs politiques et économiques, l'IMS entend « veiller d'une manière active aux conséquences humaines de l'œuvre scientifique », a indiqué son président, le mathématicien français André Lichnerowicz. L'Institut s'efforcera notamment d'expliquer une éthique scientifique commune à ses membres. »

« Un redressement fiscal de plus de 20 millions de francs pour M. Claude Beze. — À la suite d'une vérification approfondie de ses affaires personnelles et de celles de son épouse, les impôts ont infligé à l'ancien président des Girondins de Bordeaux, le 14 octobre, un redressement de plus de 20 millions de francs. Une saisie conservatoire a été opérée sur les biens de Claude Beze qui vient de faire opposition au commandement de payer qui lui a récemment été délivré. La commission des infractions fiscales, saisie par l'administration, devrait se prononcer d'ici à la fin de l'année sur l'ouverture de poursuites pénales à son encontre. » (Corresp.)

« États généraux pour le droit à l'avortement et à la contraception. — La coordination nationale d'associations pour le droit à l'avortement et à la contraception organise des États généraux les 18 et 19 janvier 1992 à Paris (Sorbonne amphithéâtre Richelieu) « pour le respect du droit à l'avortement et à la contraception. »

SPORTS

TENNIS : la finale de la Coupe Davis

Henri Leconte, le retour

La France et les États-Unis étaient à égalité, vendredi 29 novembre, à l'issue de la première journée de la finale de la Coupe Davis de tennis disputée au Palais des sports de Lyon. Dans le premier simple, André Agassi a battu Guy Forget (6-7, 6-2, 6-1, 6-2), puis Henri Leconte s'est imposé contre Pete Sampras (6-4, 7-5, 6-4).

LYON

de notre envoyé spécial

Le sang du Phénix coulerait-il dans les veines de Henri Leconte ? Ceux qui l'ont vu traîner sa peine et son désespoir au moment de la demi-finale de la Coupe Davis contre la Yougoslavie, puis redonner l'espoir à l'équipe de France au premier soir de sa finale contre les États-Unis, en terrassant Pete Sampras, sacré « maître » du tennis mondial deux semaines plus tôt à Francfort, ne sont pas loin de le penser.

Depuis quatre-vingt-onze ans que des tennismen de tous les continents tentent de la conquérir, la Coupe Davis a, certes, joué bien des tours à ses prétendants. Certains parmi les plus grands, comme Ili Nastase, Jimmy Connors ou Ivan Lendl, ont soudain senti leur bras trembler au moment de s'emparer. D'autres, plus modestes, se sont découverts une ambition et une audace qu'ils n'avaient jamais manifestées dans les tournois individuels. Rarement pourtant la Coupe Davis a été à l'origine d'une résurrection aussi éclatante que celle d'Henri Leconte à Lyon.

Les hommes et les enfants

Son abandon à Wimbledon contre Guy Forget aurait pu stopper à vingt-huit ans sa carrière professionnelle. Mais les déconvenues de sa vie privée l'ont incité à s'accrocher au tennis en acceptant une troisième intervention chirurgicale sur sa colonne vertébrale. À sa sortie de l'hôpital, tous ses problèmes étaient loin d'être résolus. « J'étais, dit-il, pris dans une spirale négative dont je n'arrivais pas à m'extraire. » C'est de Yannick Noah et de l'entourage de l'équipe de France qu'est alors venu le réconfort. Stimulé par la perspective de disputer une deuxième finale de Coupe Davis, neuf ans après celle de Grenoble où il avait fait ses débuts en équipe de France, Henri Leconte a justifié au-delà des espérances la confiance de son capitaine.

Avec seulement six simples et sept doubles à son actif depuis son retour à la compétition, le 23 octobre, à l'occasion des préqualifications de l'Open de Paris, Henri Leconte n'aborderait pas cette finale dans les conditions idéales. Le sévère défilé de Guy Forget, qui n'avait pu résister qu'un set au tennis destructeur de « Rambo » Agassi, le plaçait même dans une situation de favori pour rencontrer Pete Sampras.

Mais si le manque de compétition de Leconte représentait une inconnue dans l'évaluation des chances françaises, les Américains devaient compter avec une autre inconnue : le comportement de Pete Sampras pour sa première sélection en Coupe Davis.

Curieusement, le jeune vainqueur de l'Open des États-Unis 1990 n'avait jamais encore disputé d'épreuve par équipes. Mais ses performances depuis le mois d'août, avec quatre victoires (Los Angeles, Indianapolis, Lyon et Masters de Francfort) et deux défaites en finale (Cincinnati et Paris contre Guy Forget), avaient incité Tom Gorman, le capitaine américain, à faire appel à lui de préférence à Jim Courier, le champion de Roland-Garros devenu depuis numéro 2 mondial.

Le jeune champion américain n'est pas prêt d'oublier cette première expérience. « C'était différent de tout ce que j'avais connu jusqu'ici », estimait-il. Pete Sampras faisait bien sûr allusion au comportement du public, mais aussi à celui de Henri Leconte, transcendant pour la circonstance. Variants ses effets au service, avançant sur toutes les balles pour bondir au filet le premier, le gaucher français n'a jamais laissé à son adversaire le temps de trouver ses marques.

« La Coupe Davis est l'épreuve qui distingue les hommes des enfants », disait récemment John McEnroe à Tom Gorman pour l'inciter à retenir une équipe expérimentée pour la finale. Le capitaine américain n'a pas voulu retenir le conseil. Avec Yannick Noah et Henri Leconte qui ont, semble-t-il, tiré les leçons de la finale perdue en 1982 à Grenoble, l'expérience pouvait être le dernier atout des Français au moment d'aborder, dimanche, les simples décisifs.

GÉRARD ALBOUY

Un joli délire

LYON

de notre bureau régional

« Merci, Madame, Monsieur ». Du haut de sa chaise d'arbitre, avec un flegme et une courtoisie à peine moins britanniques que son accent, M. Suetan Gagnhi se donne ainsi l'illusion de calmer le jeu entre chaque point. Illusion comique. Il y a belle lurette que le public, ce grand gosse intenable, a largué les amarrages pour s'offrir un somptueux chapeau de poutches, une brulante d'été, des effusions d'anthologie. À vue de nez, ils étaient partis huit mille pour soutenir l'équipe de France : à l'oreille, ils sont au moins le double à porter Leconte vers la plus belle victoire de sa vie.

Pas versatile, au demeurant, cette foule lyonnaise, dont le chœur ne pouvait surprendre Gilles Moretton, organisateur d'un grand prix de tennis qui, depuis cinq ans, draine de belles cohortes d'enthousiastes. Malgré le passage à vide, puis le rouet de Guy Forget, elle n'avait pas laissé tomber ce Don Quichotte vêtu de lin blanc et de mélancolie, tanné par un mutant râblé, décoloré et fluo. Cet Agassi, qui, devant la presse, ose dire qu'à Lyon, capitale de la gastronomie, « le Mac Do a le même goût qu'ailleurs... »

Avec « Fifi », miraculé de la chirurgie, le supporter sonné sent sa revanche. Rien de tel pour échapper au vague à l'âme que de se mettre l'âme à la vague. Quitte à frôler le chauvinisme à front bas en applaudissant quelques fautes de Sampras ou en sifflant la méritante bronca du petit carré à la bannière étoilée. On chanta et l'on scanda sur tous les tons, y compris l'air des lampions, le nom du vengeur à la volée, le prénom du gagnant survolté. On s'autorisa même, grande première tennisistique, quelques longs « hole » dont les ondulements gémirent canailles soulignant toute l'assemblée. Une bonne société des loges et des tribunes avancées — notables branchés, stars des médias, de la politique ou du show-biz — communiât ainsi avec le relatif « populo » du pouilleux numéroté. Un joli délire.

ROBERT BELLERET

ENVIRONNEMENT

Au cours d'une visite sur le chantier du port

M. Lalonde estime que l'Etat devra payer la démolition de la digue de Trébeurden

Dès l'annonce du surris à exécution des travaux du port de plaisance de Trébeurden, dans les Côtes-d'Armor, le 30 novembre, M. Brice Lalonde, ministre de l'environnement, a décidé d'aller sur place pour vérifier que le jugement du tribunal administratif de Rennes était respecté. Il s'est donc rendu à Trébeurden — pour la première fois dans la matinée du vendredi 29 novembre, sans prévenir la préfecture de Saint-Brieuc, alors même que les porte-parole des associations favorables au port

étaient réunis avec le président du conseil général, M. Charles Josselin.

Arrivé vers midi sur le chantier de l'ancienne plage de Trébeurden, arrêté pour cause de marée haute, le ministre a été escorté jusqu'à la mairie par les partisans et les adversaires du port, qui ont échangé des propos vifs et même quelques coups. À la mairie, le ministre a répété qu'il fallait démolir la digue et que, étant donné la responsabilité des services de l'État dans l'affaire, l'État devrait en payer les frais.

EN BREF

« M. Joxe annonce la création d'un Collège interarmées de défense. — Le ministre de la défense, M. Pierre Joxe, a annoncé vendredi 29 novembre la création d'un Collège interarmées de défense (CID). Prévu initialement par M. Jean-Pierre Chevènement, le prédécesseur de M. Joxe, dans le cadre de la réforme « Armées 2000 », ce collège « ne sera pas la simple juxtaposition des écoles de guerre existantes », a souligné le ministre. Il constituera « le creuset où se forgera l'esprit interarmées et interalliés des futurs cadres supérieurs de la défense nationale », ce qui implique « une transformation assez profonde » des systèmes d'enseignement des trois armées et de la gendarmerie. Le CID se substituera progressivement aux écoles supérieures de guerre actuelles dès la rentrée 1992, pour « atteindre son allure de croisière à partir de septembre 1993. »

« L'abbé Pierre hospitalisé pour un problème pulmonaire. — L'état de santé de l'abbé Pierre devrait, en principe, continuer de s'améliorer sans encombre, indiquant-on dans la matinée de samedi 30 novembre à l'hôpital Charles-Nicolas de Rouen. Le fondateur d'Emmaüs avait été admis au service de soins intensifs du centre hospitalier, vendredi 29 novembre, après un malaise cardiaque. Il souffre d'un

oedème pulmonaire « d'importance moyenne », témoin d'une insuffisance cardiaque « de gravité modérée ». La durée d'hospitalisation ne devrait pas dépasser quelques jours. L'abbé Pierre, âgé de soixante-dix-huit ans, se trouvait à l'abbaye de Saint-Wandrille, à une vingtaine de kilomètres de Rouen, après une tournée en faveur des sans-logis.

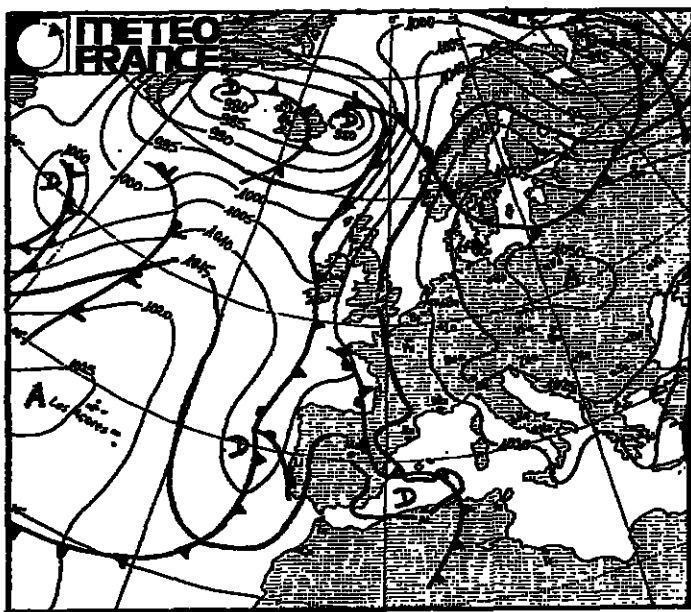
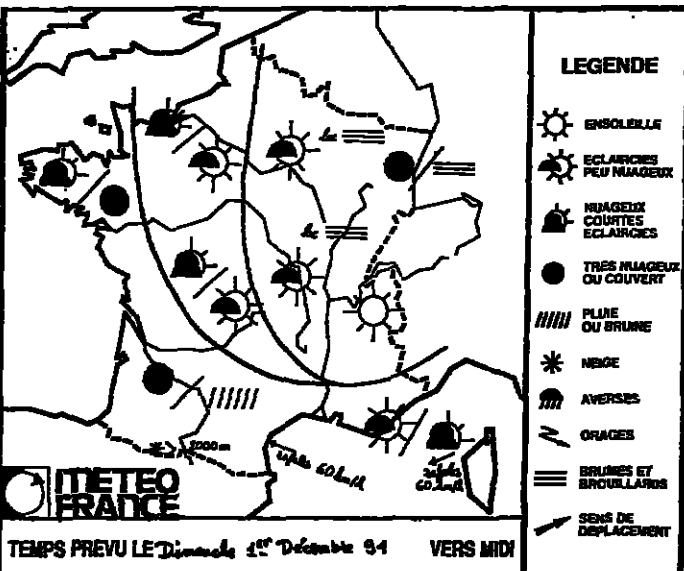
« Le SNES lance une grève des notes et des devoirs. — Le SNES appelle les enseignants de collèges et de lycées à participer à une grève des notes et des devoirs, baptisée « opération zéro », jusqu'aux vacances de Noël. Un arrêt de travail est annoncé pour la troisième semaine de janvier. Le Syndicat national des enseignants du second degré réclame l'ouverture de négociations sur les salaires et un réexamen des modalités de formation des maîtres. »

« Création de l'Institut mondial de la science. — Une cinquantaine de scientifiques de dix-sept nationalités, parmi lesquels une dizaine de Prix Nobel, ont fondé récemment l'Institut mondial de la science (IMS), qui s'est réuni pour la première fois les 29 et 30 novembre à Paris. L'incarnation de la communauté mondiale des scientifiques et totalement indépendante des pouvoirs politiques et économiques, l'IMS entend « veiller d'une manière active aux conséquences humaines de l'œuvre scientifique », a indiqué son président, le mathématicien français André Lichnerowicz. L'Institut s'efforcera notamment d'expliquer une éthique scientifique commune à ses membres. »

15250

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 30 NOVEMBRE A 0 HEURE TU

PRÉVISIONS POUR LE 1^{er} DÉCEMBRE 1991

Samedi : nuages à l'ouest, brouillards puis soleil à l'est. Une grande partie de la France sera noyée dans les brouillards au petit matin. Les régions éparpillées seront principalement le pourtour méditerranéen et tout le sud-ouest de la France car les nombreux nuages y auront empêché un refroidissement nocturne trop important. Des ondées s'éparpillent toute la journée sur la Roussillon, les régions Midi-Pyrénées et Aquitaine, ainsi que le long du littoral atlantique.

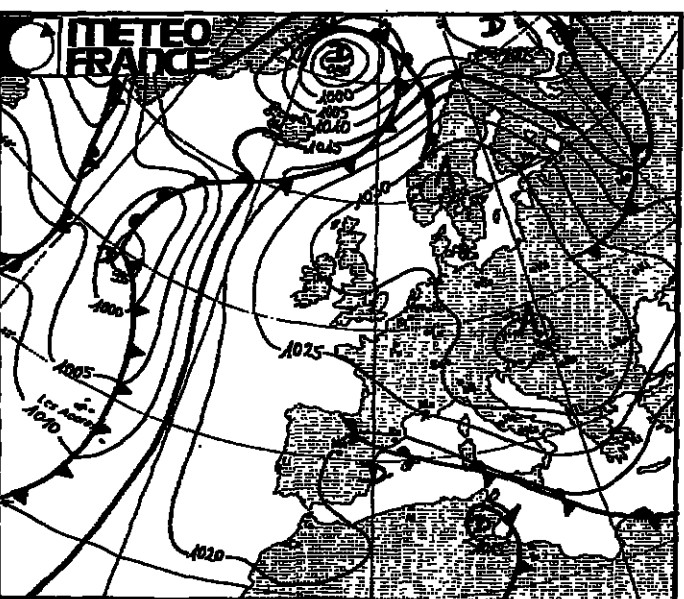
Le temps sera plus sec sur le reste du pays. Le couloir gris du matin se lèvera progressivement. Les plus chauds le vent se soulève complètement en cours de journée. Le soleil brillera alors généreusement sur la moitié est mais sera encore en partie mas-

qué par les nuages sur la moitié ouest. Le vent d'est qui soufflera sur les côtes méditerranéennes à 70 km/h en rafales apportera son cortège de nuages.

Il gèlera sur un grand quart nord-est de la France au petit matin. Le thermomètre descendra jusqu'à -3 degrés en Alsace et dans les Ardennes. Sur le reste du pays, les températures minimales s'établiront entre 1 et 4 degrés sauf sur les littoraux atlantique et méditerranéen où le mercure ne descendra guère sous les 8 degrés.

Les maxima atteindront 7 à 8 degrés au nord de la Seine et du Rhône, 11 à 13 degrés plus au sud, voire même jusqu'à 16 degrés près du pourtour méditerranéen.

PRÉVISIONS POUR LE 2 DÉCEMBRE 1991 A 12 HEURES TU



TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé											
Valeurs extrêmes relevées entre le 29-11-1991 à 18 heures TU et le 30-11-1991 à 6 heures TU											
le 30-11-91											
FRANCE											
ALJACCIO	17	8	D	TOULOUSE	14	11	P	LOS ANGELES	17	3	D
BARBIZY	14	8	C	TOURNAI	1	3	B	LUXEMBOURG	3	-1	B
BORDAUX	12	9	F	MONTE-ATYRE	30	23	D	MADRID	10	6	B
BRESCIA	6	2	C	ETRANGER				MARSAKECH	19	8	D
BREST	12	9	C	ALGER	18	12	P	MEXICO	22	8	D
CARIN	13	4	C	AMSTERDAM	9	6	B	MILAN	10	-6	B
CHERBOURG	12	3	N	ATHENES	13	9	D	MONTEAL	4	0	C
CHERONTY-FR	12	-4	B	BANGKOK	34	21	D	MOSCOW	4	3	C
CLON	9	3	B	BARCELONE	15	11	C	NAIROBI	19	8	N
CRENSHAW	6	2	C	BELGRADE	7	4	C	NEW-YORK	19	8	N
LILLE	6	0	C	BERLIN	1	0	B	OSLO	6	-5	D
LIMOGES	12	6	C	BRUXELLES	1	-1	D	PALMA-DE-MAJ	19	13	P
LYON	11	0	N	LE CAIRE	30	22	D	PEKIN	9	-2	D
MARSEILLE	18	6	D	COPTERAGUE	7	5	B	RIO-DE-JANEIRO	36	31	N
NANCY	2	0	C	DAKAR	25	22	N	ROME	16	10	D
NANTES	13	6	C	DELHI	28	13	D	SINGAPOUR	30	26	C
NICE	18	3	D	DJIBOUTI	21	13	D	STOCKHOLM	8	0	D
PARIS-MONTS	6	2	B	GENEVE	4	2	C	STONY	19	15	C
PAU	18	6	D	HONGKONG	22	18	C	TOKYO	19	15	C
PERPIGNAN	16	12	C	ISTANBUL	7	4	C	TUNIS	22	12	D
RENNES	9	3	C	JERUSALEM	3	13	P	VANDOTE	6	4	C
ST-ETIENNE	9	3	C	LISBONNE	14	13	D	VENISE	11	2	D
STRASBOURG	8	1	C	LONDRES	12	7	D	VIENNE	4	2	C
A	B	C	D	N	P	T	*				
averse	brume	ciel couvert	ciel dégagé	ciel nuageux	orage	pluie	neige				

TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

TÉLÉVISION

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément du dimanche-lundi. Signification des symboles : « p » signalé dans « le Monde radio-télévision » ; « t » film à éviter ; « n » On peut voir ; « m » Ne pas manquer ; « s » Chef-d'œuvre ou classique.

Samedi 30 novembre

TF 1		L'enfant du cauchemar. t	
20.45	Variétés : Sébastien c'est fou !	0.30	Cinéma : Dames galantes. s
22.35	Magazine : Ushuala.		LA 5
23.35	Magazine : Formule sport.		
0.55	Journal et Météo.	20.50	Série : Perry Mason.
		22.30	Faustillon : Shogun.
		23.30	Journal de la nuit.
A 2		M 6	
20.45	Magazine : La Nuit des héros.	20.40	Téléfilm : Pré-moi ta vie.
22.30	Magazine : Double jeu.	23.45	Six minutes d'informations.
23.40	Écrire contre l'oubli.	23.50	Musique : Rapline.
23.50	Série : Un juge, un flic.		LA SEPT
0.50	Journal et Météo.		
FR 3		21.00	Yehudi Menuhin, un portrait de famille.
0.15	Magazine : L'Heure du golf.	22.50	Le Courrier des téléspé-
		22.55	Soir 3.
CANAL PLUS		23.10	Écrire contre l'oubli.
20.30	Téléfilm : Comment se débarrasser d'un million en un week-end.	23.15	Documentaire : Machito, a Latin Jazz Legacy.
22.00	Les Nuls... l'émission.	0.10	Cinéma d'animation : Images.
22.50	Flash d'informations.	0.15	Documentaire : Tendresse et colère.
23.05	Cinéma : Freddy 5.		

Dimanche 1^{er} décembre

TF 1		En clair jusqu'à 20.30	
13.20	Série : Hooker.	19.20	Flash d'informations.
14.15	Série : Rick Hunter inspecteur choc.	19.30	Ca cartoon.
15.10	Série : Columbo.	20.20	Dis Jérôme... ?
16.35	Disney parade.	20.25	Magazine :
18.00	Magazine : Téléfoot. A 19.00, Loto sport.	20.30	L'Équipe du dimanche.
19.05	Magazine : 7 sur 7.	20.30	Cinéma :
	Invité : Jacques Delors, président de la Commission des Communautés européennes.	22.20	Potins de femmes. t
20.00	Journal, Tiercé, Météo et Tapie vert.	22.30	Flash d'informations.
20.50	Cinéma : La Folie des grandeurs. s	22.30	L'Équipe du dimanche.
22.40	Magazine : Ciné dimanche.	1.10	Cinéma : Les Cavaliers de la teneur. s
22.45	Cinéma : Portés disparus 2. t		LA 5
0.25	Documentaire : France-Israël.	13.20	Téléfilm :
1.20	Journal et Météo.	15.05	L'Espace d'une vie.
A 2		15.10	C'est pour rire.
13.20	Dimanche Martin (et à 15.15).	15.10	Tiercé à Autail.
14.55	Série : Mac Giver.	15.50	Série :
17.45	L'Odyssée sous-marine de l'équipe Cousteau.	17.25	Un privé nommé Stryker.
18.35	1. 2. 3. Théâtre.	19.00	Diversité : La Belle.
18.45	Magazine : Stade 2.	19.00	Magazine : Dimanche.
19.25	Série : Maguy.	19.15	Élégance.
19.54	Jeu : Noël surprise	Invités : Raymond Barre, Raymond Devos.	
19.59	Journal et Météo.	20.00	Journal et Météo.
20.45	Série : Maigret.	20.40	Journal des courses.
22.25	Magazine :	20.50	Cinéma :
	Bouillon de culture.	20.50	Le Grand Pardon. s
23.45	Écrire contre l'oubli.	23.10	Magazine : Reporters.
23.55	Documentaire : Derniers Far West.	23.15	Écrire contre l'oubli.
0.45	Journal et Météo.	0.15	Journal de la nuit.
FR 3			M 6
13.30	Magazine :	13.00	Série :
18.00	Sports 3 dimanche.		Mission impossible.
20.10	Magazine : Montagne (sous réserve de la durée de la finale de Coupe Davis).	14.00	Musique : Flashback.
18.30	Jef.	14.50	Variétés : Multitop.
19.00	La 19-20 de l'information.	16.20	Série : Clair de lune.
	De 19.12 à 19.35, le journal de la région.	17.15	Série : Le Saint.
20.05	Les Fables géométriques.	18.05	Série :
20.10	Série : Benny Hill.	19.54	Six minutes d'informations.
20.45	Cinéma :	20.00	Série : Cosby Show.
	Les Beaux Moments.	20.30	Magazine : Sport 6.
22.00	Magazine : Le Divan.	20.40	Téléfilm : Prise au piège.
	Invité : Gérard Mermier, sociologue (Francoscopie 91).	22.20	Informations :
22.25	Journal et Météo.	22.25	M 6 express.
22.40	Écrire contre l'oubli.	22.35	Capital.
22.50	Cinéma : Tout ce que le ciel permet. s (v.o.).	22.35	Cinéma : L'Auberge des voluptés. t
0.20	Musique : Carnet de notes.	0.00	Six minutes d'informations.
CANAL PLUS		0.05	Magazine : Sport 6.
14.00	Série :	0.10	Magazine :
	Le Gang des tractions.		Métal express.
15.30	Magazine : 24 Heures.		Spécial Queen.
16.25	Écrire contre l'oubli.		LA SEPT
16.30	Documentaire : Pièces de soie.	15.30	Théâtre :
17.00	Les Nuls... l'émission.	16.35	Madame de La Carlière.
17.55	Le Journal du cinéma.	17.30	Documentaire :
18.00	Téléfilm :	19.05	Mémoires du XX ^e siècle.
	Les Cahiers bleus.	20.00	Téléfilm :
		20.05	La Victoire en dansant.
		20.30	Documentaire :
		20.30	Écrire contre l'oubli.
		20.30	Documentaire : L'Héritage de la chouette.
		20.35	Cinéma :
		22.15	Les Carnibales. s
		22.45	Court métrage : Le Pain.
			Les Dessous des cartes.
			Cinéma :
			Boris Godounov. s

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

CHAMPS
Le Monde ÉCONOMIQUES

CARNET DU Monde

Décès

Anney.

Nelly Barbot, née Côté, son épouse, Isabelle Treysier, sa fille, Michel Jeno, son fils, et Valérie, née Brodurié, sa belle-fille, Julia et David, leurs fils, et tous les enfants, ont la profonde tristesse de faire part du décès de

Michel BARTHOD, ancien ingénieur conseil CEGOS, ancien directeur général Salomon SA, survenu à Anney, le 29 novembre 1991, à l'âge de soixante-deux ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église Saint-Maurice d'Anney, le mercredi 4 décembre, à 14 h 15. Corps déposé. Condolences sur registre.

L'inhumation aura lieu au cimetière de Loverchy, 8 Anney.

Le corps repose au funérarium d'Anney, 47 ter, avenue de Loverchy.

Cet avis tient lieu de faire-part.

2, place Sainte-Chaire, 74000 Anney.

Le comité de rédaction de la revue de la Convention psychanalytique a la grande tristesse de faire part du décès de

Antoine BERMAN, écrivain, traducteur, survenu à Paris, le 22 novembre 1991.

Les obsèques ont eu lieu le vendredi 29 novembre, au cimetière du Montparnasse.

Le Comité d'histoire de la radio-diffusion a le profond regret d'annoncer le décès de son président-fondateur

Jean CALVEL, officier de la Légion d'honneur, dont les obsèques ont eu lieu le 18 octobre 1991, à Lanzac (Lot).

(Né le 4 août 1910, à Paris, fils de l'acteur dramatique Félix Calvel, diplômé de psychologie de l'École pratique des hautes études, Jean Calvel s'orienta vers le journalisme dès 1932 et entra à l'agence Opéra Miroir, en 1936. Mobilisé à la déclaration de la guerre - de cette période militaire il se souvient dans son livre *Compte de gloire* - il se retire en zone libre après la défaite, participe à l'expérience de Radio-Jeunesse et collabore à la *Dépendance de l'ouest*, jusqu'en 1942. En août 1944 il fait partie du groupe de résistants qui relancent Radio-Toulouse à la Libération et, en décembre, il est appelé à Paris, pour l'émission « Ce soir en France », diffusée tout d'abord sur les ondes de la radio américaine en Europe puis sur celles de la radio-diffusion française. Nommé rédacteur en chef au « Journal parlé » et chargé de la direction du service des reportages, il est en octobre 1947, pour les auteurs du *Midi*, un grand magazine quotidien d'information, de chroniques, de reportages, « Actualité de Paris ». Avec « Paris vous parle », le soir, c'est pendant huit ans, jusqu'au lancement d'Europe 1, l'émission la plus écoutée, grâce au ton nouveau que Jean Calvel lui donne et à l'équipe de collaborateurs dont il s'est entouré : nombre d'entre eux se retrouvent d'ailleurs bientôt sous les projecteurs de la télévision naissante. En 1958, il est nommé rédacteur en chef au service des échanges internationaux de la RTF et, en 1962, il est directeur à l'UNESCO où il dirige la division de la radio et de l'information visuelle. En 1970, il revient à la RTF pour prendre la tête de la section de production Sciences et techniques de la télévision jusqu'à sa retraite en 1975. En 1982, il contribue activement à la fondation du Comité d'histoire de la radio-diffusion dont il est le premier président.)

Le président, Le conseil d'administration, Les directeurs des établissements, Le personnel de l'association Léopold-Sédar Senghor ont la tristesse de faire part du décès de

M. Edgar DUQUET, ancien vice-président, survenu à son domicile, 90, boulevard Murat, Paris-16^e, le 23 novembre 1991.

Il a été inhumé dans la plus stricte intimité au caveau de famille du cimetière de Portbarrier (Doubs).

Une messe dominicale sera dite à son intention, en l'église Saint-Louis des Invalides, le dimanche 1^{er} décembre, à 11 heures.

M. Robert GUIHENEUF, professeur émérite à la faculté de droit et de sciences économiques de Nice, survenu à Nice, le 27 novembre 1991.

Les obsèques religieuses ont eu lieu à Nice, le vendredi 29 novembre.

3 bis, rue de Bilbao, 06000 Nice.

Nos abonnés et nos actionnaires bénéficieront d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de bien vouloir nous communiquer leur adresse de référence.

CARNET DU MONDE
Renseignements : 40-55-29-94
Tarif : la ligne H.T.
Toutes rubriques : 92 F
Abonnés et actionnaires : 80 F
Communications diverses : 92 F

Semaine de la bonté

Cas n° 14. - M^{me} V. Agée de trente-cinq ans, élève seule sa fille de quatorze ans, sans pension alimentaire. Maquettiste traditionnelle, elle a travaillé jusqu'en novembre 90, mais elle n'a pu retrouver d'emploi, les méthodes de travail étant modifiées. Il lui faudrait donc suivre un stage de formation de mise en page sur écran informatique. Cette formation a été trouvée, mais les revenus de M^{me} V. ayant diminué, du fait du chômage, elle doit être aidée pour financer ce stage indispensable. Il faudrait 2 500 francs.

Les dons sont à adresser à la Semaine de la bonté, 4, place Saint-Germain-des-Prés, 75006 Paris, CCP Paris 4 - 52 X ou chèques bancaires. Tél. : (1) 45-44-18-81.

L'université au

« A la fin de l'ann

HEURES LOCALES

L'université au service des collectivités

Les élus font de plus en plus souvent appel à des contractuels diplômés du troisième cycle pour occuper des postes à responsabilités : au risque de créer un certain malaise parmi leurs fonctionnaires

A la faveur de la décentralisation, une nouvelle race de cadres territoriaux, les « contractuels », a fait son apparition dans les collectivités. Ces professionnels aux compétences bien définies, introuvables dans le vivier de la fonction publique territoriale, sont appelés, temporairement, dans les cabinets des élus — à condition qu'ils aient une solide expérience professionnelle et le goût de la politique — et, surtout, dans les services techniques des collectivités. Les secteurs des relations internationales, de la communication, de l'urbanisme, de la gestion ou du développement économique regroupent ainsi de jeunes « chargés de mission », « chargés d'études » ou « chargés d'affaires », possédant une formation élevée, et, notamment, un diplôme d'études supérieures spécialisées (DESS, de niveau bac + 5).

Malik, chargé d'affaires économiques au conseil général du Val-de-Marne, est l'archétype de ces jeunes cadres dynamiques, mais aussi intelligents, que recherchent aujourd'hui les collectivités locales. Titulaire de deux maîtrises (économie et finances) ainsi que du DESS d'économie et d'aménagement local de Paris-I, et possédant une petite expérience de coteur en Bourse, il n'a pas eu de mal à trouver son premier emploi (11 000 francs nets par mois). Infatigable, il a très vite cumulé ce poste de contractuel avec un emploi privé de consultant en finances locales. S'il ne s'était pas engagé dans cette voie, il aurait aimé intégrer la haute fonction publique de l'Etat : « Sous-préfet développeur, par exemple. »

Rationalisation du secteur culturel

Laurence fait partie de ces oiseaux rares qui conjuguent maîtrise de la gestion et sensibilité artistique. Après avoir obtenu le diplôme d'une grande école de commerce, elle a suivi le DESS de gestion des entreprises culturelles organisé par l'université Lumière (Lyon-II) et l'Agence Rhône-Alpes de service aux entreprises culturelles (ARSEC). Elle a trouvé, sans difficulté, un poste d'administratrice à la Halle Tony-Garnier de Lyon. « La culture étant un secteur à haut rendement électoral, les élus veulent aujourd'hui de bons professionnels aux postes de direction. Ils sont en train de rationaliser ces emplois qui étaient occupés, jusqu'à présent, par des amateurs culturels sans compétences administratives », constate M. Jacques Bonniel, responsable du DESS. « Les décideurs ont toutefois des problèmes de recrutement inimaginables. Ils ne savent pas comment choisir des salimbanchistes un peu glorieux, et ils ont besoin de conseils », remarque M. Jean-Michel Dorian, ancien collaborateur de M. Jack Lang, qui vient d'ouvrir le premier cabinet français de chasseurs de têtes spécialisés dans les emplois culturels (1).

« La décentralisation a induit un gonflement des effectifs dans les collectivités. Il existe, pour les diplômés de niveau bac + 5, un véritable marché, qui ne risque pas encore d'être saturé », estime M. Pierre Kukawaka, chargé de recherche à la Fondation nationale des sciences politiques, en poste au Centre d'études et de recherche sur l'administration et le territoire politique, de Grenoble. Ce sont les municipalités, les syndicats intercommunaux, les départements, les organismes



publics de logements, les sociétés d'économie mixte et les associations paramunicipales qui offrent les plus nombreux débouchés.

Bien qu'elles aient suivi le même DESS d'aménagement et de développement local de l'université Paris-X, Cécile et Véronique exercent aussi deux métiers sensiblement différents. La première est chef de projet pour le développement social des quartiers (DSQ) dans le Val-d'Oise, la seconde chargée d'opérations dans une société d'économie mixte (SEM) départementale. Henri, lui, est en poste au service économique du département de la Savoie où il gère l'aide aux PME. Il se félicite d'avoir suivi le DESS de sociologie appliquée au développement local de l'université Lumière (Lyon-II), après une maîtrise de sociologie aux perspectives professionnelles incertaines. « Certes, j'ai réussi ma conversion professionnelle, mais cela m'a pris beaucoup de temps, observe-t-il, non sans amertume. Il m'a fallu une demi-douzaine d'années et beaucoup de petits contrats mal rémunérés pour gagner 12 000 francs par mois. »

Pour Arnaud, en revanche, l'obtention du DESS d'administration des collectivités

locales de l'université de Tours revaloriserait presque du haut. Une maîtrise d'administration économique et sociale en poche, il a déjà trouvé un emploi à la mairie de Vendôme, où il prépare une charte intercommunale de développement et d'aménagement.

Fonctionnaires à deux vitesses

Patrick, qui se définit comme un « pur produit de la fonction publique territoriale », où il est entré à l'âge de dix-sept ans comme commis auxiliaire, est passé « de l'autre côté de la barrière », paradoxalement, après avoir suivi un DESS d'administration publique des collectivités territoriales à l'université d'Aix-en-Provence. « Cela m'a donné le bagage nécessaire pour passer le concours d'entrée aux chambres régionales des comptes, et je suis devenu magistrat. Aujourd'hui, les collectivités locales amassent bien que je revienne dans leur camp. Elles m'offrent un salaire infiniement supérieur à celui que je touchais lorsque j'étais secrétaire général. »

« La connaissance du service public local est très recherchée dans le secteur privé. Je pense par exemple aux banques qui cherchent à

mesurer les risques qu'elles courent, ou aux entreprises qui veulent conquérir des marchés publics », note M. Michel Vati, professeur à Lyon-II et responsable d'un nouveau DESS de management des collectivités territoriales et de leurs organisations environnantes.

François a ainsi opté pour le privé, après le DESS d'aménagement et de développement local de Paris-X, tandis que Franck se dirigeait vers une collectivité locale. Franck est chargé de projet sur les opérations de haute technologie du département des Alpes-Maritimes. Avec un salaire de 12 000 francs nets par mois, il s'estime heureux, ses collègues fonctionnaires gagnant tout juste 8 000 francs, et il envisage de prendre la direction d'une société d'économie mixte locale. Quatre ans après son premier emploi, François, lui, vient de se mettre à son compte et de tripler ses revenus : 25 000 francs nets par mois. Spécialisé dans le conseil en développement économique, il travaille pour les villes de 20 000 à 50 000 habitants. Il a réalisé plusieurs travaux pour la DATAR et, notamment, une étude sur les villes à une heure de Paris. « Le marché est encore très ouvert. Mais ceux qui n'ont qu'un DESS risquent d'être concurrencés par les élèves des écoles de commerce. »

A court terme, le recours à la contractualisation satisfait employés et employeurs. « J'aimerais passer le concours d'administrateur territorial, mais il n'offre qu'une douzaine de places par an. Quant au concours d'attaché, non merci ! Je n'ai pas envie de gagner la moitié de mon salaire ! », s'exclame Arnaud, qui préfère se trouver en marge du secteur public pour mieux le servir. « Mon poste me permet de faire preuve d'initiative et d'apprendre mon métier. Je considère que c'est un tremplin pour ma carrière », estime Véronique, qui n'envisage pas de rester toute sa vie dans une collectivité locale.

Quant aux élus, c'est avec un certain soulagement qu'ils voient arriver ces jeunes diplômés de troisième cycle, seuls susceptibles de résoudre leurs problèmes de recrutement. Le recours au statut de contractuel leur permet de contourner les obstacles liés à l'embauche de fonctionnaires, comme le départ en formation initiale après recrutement (le Monde daté 27-28 janvier). La loi du 26 janvier 1984 prévoit que les agents non titulaires sont recrutés pour des périodes de trois ans renouvelables une seule fois. « C'est juste ce qu'il faut pour des opérations d'urbanisme limitées dans le temps. Nous employons ainsi trois contractuels pour le montage de nos six zones d'aménagement concertées », déclare le secrétaire général d'Issy-les-Moulineaux, M. François Quelenneux.

Les élus doivent, bien sûr, payer au prix du marché ces « anti-ronds de cuir ». « Au risque, précise M. Kukawaka, que l'on ait, un jour, une fonction publique territoriale à deux vitesses. » La cohabitation, parfois tendue, de jeunes diplômés de passage gagnant le double de leurs homologues fonctionnaires — et non moins méritants — risque d'aggraver le malaise au sein de la fonction publique territoriale.

R. Ra.

(1) Artes, 50, rue Saint-Antoine, 75004 Paris. Tél. : (16-1) 42-72-67-77.

Les élus et les juges

UNE nouvelle fois, plusieurs délibérations, et non des moindres, de la communauté urbaine de Lyon (COURJLY), ont été frappées d'illégalité. Une subvention de 90 millions de francs pour la rénovation de l'Opéra, l'indemnité accordée à des « secrétaires délégués » auprès des vice-présidents de l'assemblée, et des subventions aux groupes politiques constitués, ont, en effet, été annulées par le tribunal administratif de Lyon.

En quelques mois, M. Michel Noir, président de la COURJLY, a donc vu d'importants dossiers être ainsi ramisés en cause, comme le schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme de l'agglomération ou la convention signée avec un concessionnaire privé pour la réalisation d'un périphérique autoroutier. Il s'estime victime d'un « harcèlement judiciaire », et pointe du doigt l'auteur des recours, M. Etienne Tête, conseiller communautaire (Verts).

Fonctionnement entravé

Sur le fond, M. Noir conteste « vigoureusement » l'interprétation des textes par les magistrats et regrette que la volonté majoritaire d'élus ne soit pas respectée : « Est-il normal, est-il acceptable que le fonctionnement d'une assemblée majeure et souveraine soit ainsi entravé ? ». Dans un entretien publié par l'édition Rhône-Alpes du Monde daté 22 novembre, le président du tribunal administratif de Lyon a voulu rappeler que sa juridiction exerçait « exclusivement un contrôle de la légalité des actes ». « Le droit prime, a-t-il affirmé, quel que soit l'intérêt de l'opération. »

Saisis, la plupart du temps, par des associations constituées en opposition à des projets d'aménagement ou par des élus écologistes, entourés de juristes compétents, les tribunaux administratifs, en réglant des contentieux, prennent, de fait, des décisions de caractère politique concernant l'administration de la cité. Tout comme M. Noir, d'autres maires, tel M. Alain Carignon à Grenoble, ont été contraints d'en tenir compte. Ils ont certes la possibilité de faire appel de ces décisions devant le Conseil d'Etat. Mais la longueur de la procédure peut entraîner, voire bloquer, la réalisation d'un projet. Certains élus souhaiteraient pouvoir consulter, en amont de leur décision, le tribunal administratif. Mais les textes en vigueur ne le permettent pas. Et l'engorgement de ces juridictions rendrait impossible ce contrôle préalable.

BRUNO CAUSSÉ

Un entretien avec le maire d'Angoulême

« A la fin de l'année, nous aurons supprimé 220 emplois »

Georges Chavanes propose d'assouplir les règles de la fonction publique territoriale afin de réduire les effectifs et de donner aux communes la possibilité de réaliser des économies

« Vous avez été le maire sous tutelle d'Angoulême. Mais disposez-vous d'une véritable marge de manœuvre financière ? » — Nous ne pourrions recommencer à investir qu'en 1995, mais nous sommes sauvés. Pour la première fois depuis dix ans, le budget prévisionnel vient d'être voté en équilibre réel. Nous avons même réussi à dégager une capacité d'autofinancement de 35 millions de francs, après remboursement du capital de la dette (47 millions). Nous en sommes fiers parce que les banques ont abandonné une partie de leurs intérêts (30 millions de francs par an pendant cinq ans) et c'est jusqu'en 1995 le paiement d'une autre partie de ces intérêts (35 millions de francs). Par ailleurs, l'Etat nous a aidés avec une subvention d'équilibre de 10 millions. Enfin, nous

avons rationalisé la gestion de la ville.

— De quelle façon ?

— Nous avons réexaminé nos contrats en faisant jouer la concurrence. Nous avons eu recours au sponsoring pour certaines manifestations comme le Salon international de la bande dessinée ou le Festival de musiques mélangées. Sur tout, nous avons créé un district, ce qui nous a permis d'avoir une dotation globale de fonctionnement et de partager des frais autrefois supportés par la ville seule : école de musique, activités de loisirs du plan d'eau... Nous avons augmenté les tarifs pour les usagers des crèches qui n'habitaient pas Angoulême. Au risque de paraître impopulaire, j'ai fermé deux de nos établissements, sans pour autant refuser d'enfants, parce que nos équipements publics

sont encore largement surdimensionnés !

Une prime de départ volontaire

— Les dépenses de la commune ont baissé grâce, aussi, à des réductions de personnel. Où en sont les effectifs ?

— Angoulême avait 1 430 agents municipaux en 1989. A la fin de l'année, nous en serons à 1 210. Nous aurons supprimé 220 emplois en deux ans et deux mois, soit sept postes par mois. Mais nous avons encore deux fois trop de monde, avec quatre agents pour cent habitants, alors que le ratio est de deux pour cent, et que nous sous-traitons presque tous nos services. Le protocole d'accord prévoit 250 nouvelles suppressions d'emplois d'ici à 1995.

— Vous avez toujours refusé

de licencier. Comment avez-vous opéré cette réduction de personnel ?

— Nous n'avons pas remis d'agents à la disposition du Centre national de la fonction publique territoriale (CNFPT) ou du centre de gestion, comme nous aurions dû le faire si nous avions suivi l'avis de la chambre régionale des comptes. Cette solution nous aurait coûté très cher puisque, dans le cas d'une mise à disposition, la commune verse l'équivalent de quatre années de salaire en trois ans.

En revanche, nous n'avons pas reconduit les mandats des contractuels et de certains auxiliaires. Les départs à la retraite n'ont pas été remplacés. J'ai insisté pour que les élus des collectivités voisines embauchent en priorité du personnel d'Angoulême. Il doit encore y

avoir un certain nombre de transferts sur le district.

— Lors du débat sur l'administration territoriale à l'Assemblée, vous avez introduit un amendement visant à instaurer une prime de départ volontaire. De quoi s'agit-il ?

— Cette prime pourrait être versée pendant deux ans maximum à tout fonctionnaire qui déciderait, volontairement, soit de demander sa mutation dans une autre collectivité, soit de démissionner de la fonction publique territoriale. Elle serait égale aux deux tiers du salaire, ce qui donnerait à la commune la possibilité de réaliser une économie d'un tiers au départ, et de 100 % au-delà, puisque l'emploi ne serait pas remplacé.

— Les fonctionnaires ne préfèrent-ils pas être remis à la dis-

position du CNFPT, dans la mesure où ils sont assurés d'être payés ad vitam aeternam ?

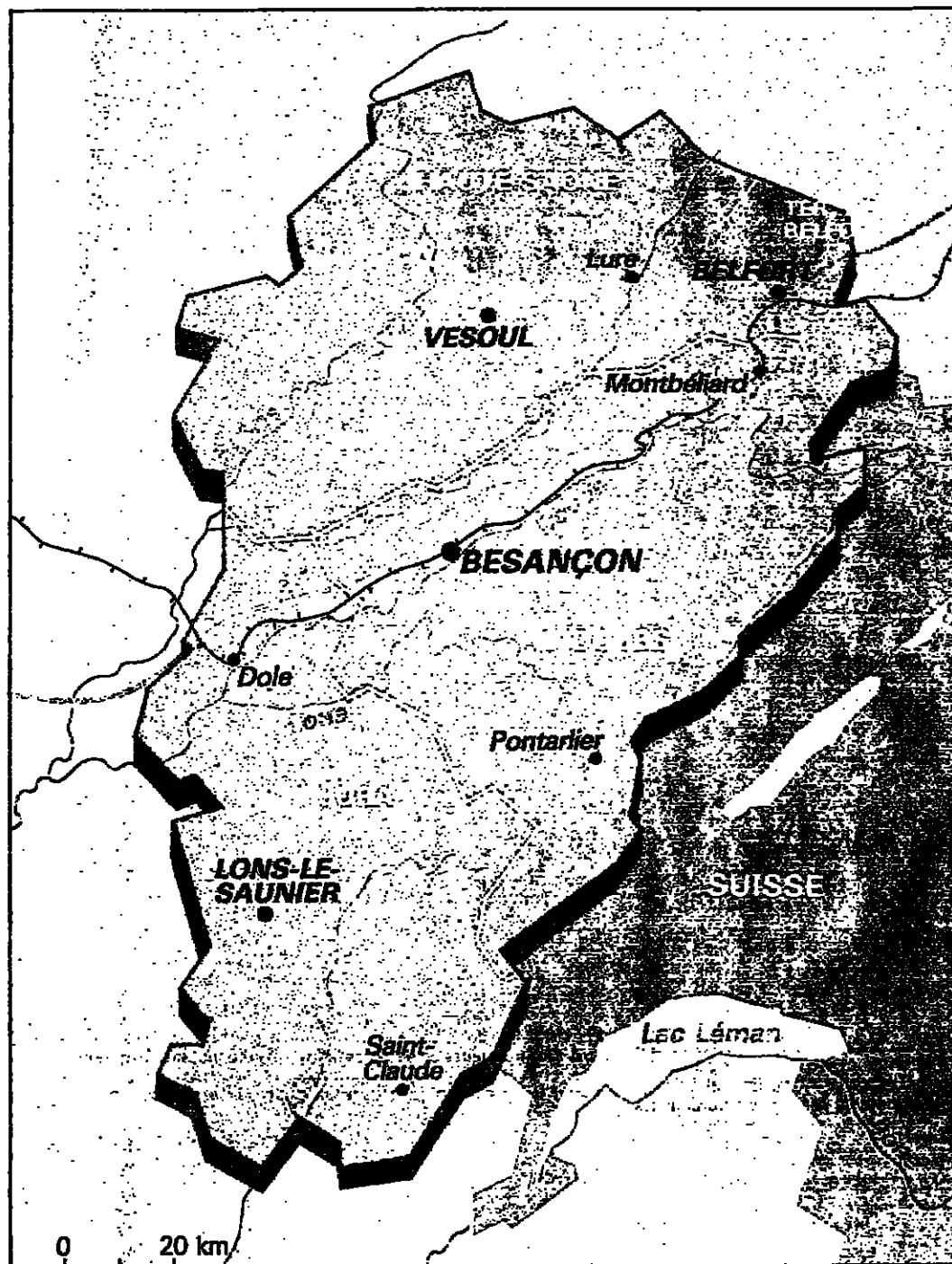
— Cette mesure ne s'adresserait qu'aux volontaires. Un fonctionnaire municipal tenté par le privé se déciderait sans doute à démissionner si on lui proposait une prime suffisamment incitative. Il serait bon, de même, d'introduire une procédure de type Fonds national de l'emploi (FNE) pour les agents territoriaux désireux de partir en préretraite. Il faut que les élus puissent bénéficier de ces mesures qui s'appliquent dans le privé et qui permettent de mettre en place de véritables plans de redressement. »

Propos recueillis par SERGE BOLLOCH et RAFAËLE RIVAIS



UN TOUR DE FRANCE DES REGIONS

FRANCHE-COMTÉ : petits bonheurs e



Préfecture :
Besançon

Départements :
Doubs
(préfecture : Besançon)
Jura
(préfecture : Lons-le-Saunier)
Haute-Saône
(préfecture : Vesoul)
Territoire de Belfort
(préfecture : Belfort)

Superficie :
16 180 km²

Population :
1 087 276 habitants

Principales agglomérations :
Besançon
(122 633 habitants)
Montbéliard
(117 494 habitants)
Belfort
(77 871 habitants)
Dole
(31 918 habitants)
Vesoul
(28 732 habitants)
Lons-le-Saunier
(25 445 habitants)

Si, au moment des fêtes, vous offrez à des bambins des jouets français, il y a une chance sur deux qu'ils aient été façonnés du côté de Moirans. Si c'est un scooter Peugeot dont vous réservez la surprise à l'ainé de vos enfants, il viendra sûrement de Mandeure. Songez-vous à une montre pour votre épouse, à une pipe pour vous ? La première aura sans doute été montée à Charquemont, la seconde tournée à Saint-Claude. Pour la maison, êtes-vous tenté par un meuble Parisot ? Il arrivera tout droit de Saint-Loup-sur-Semouse. Savez-vous que les rames du TGV Atlantique sortent des faubourgs de Belfort, que quatre Peugeot sur dix sont montées à Sochaux, que les meilleures bouteilles d'Arbois sont originaires de Pupillin, que les portions de la vache au cèdre sourire sont fondées à Lons-le-Saunier et les petits déjeuners Nesquick élaborés à Pontarlier ?

« Pas des mariales »

Ces localités ont au moins un point commun : elles sont toutes situées en Franche-Comté. Mais voilà, faute d'étampille « made in F.C. », les consommateurs continueront à ignorer que quantité de produits d'usage courant sont le fruit du travail de cette petite et trop modeste région.

Modeste, elle l'est par sa taille (celle de trois départements et demi), par sa population (la moitié de celle de Paris intra-muros) et par sa situation dans un angle de l'Hexagone, comme coincé le long de la frontière helvétique. Composée de terroirs fort divers – la montagne jurassienne, la vallée du Doubs, les plaines de Haute-Saône, un versant des Vosges, la trouée de Belfort – tirailée par des forces centrifuges que Besançon, trop faible capitale, a bien du mal à contenir, la Franche-Comté doute parfois de son unité.

Peut-elle se rassurer en relisant son histoire ? Certes, la province gallo-romaine des Séquanes fut durant quatre siècles une entité

bien individualisée, mais ensuite cette marche fut longtemps balotée entre les rois de France, les ducs de Bourgogne et les empereurs d'Allemagne. Au dix-huitième siècle et au prix d'un dramatique sacage, les troupes du Roi-Soleil l'arrimèrent définitivement à la France. La Révolution y tailla trois départements (Haute-Saône, Jura et Doubs) puis rattacha au dernier le pays de Montbéliard, qui avait appartenu deux siècles durant à la famille des ducs de Wurtemberg. Enfin, après la guerre de 1870, le Territoire de Belfort soustrait à l'Alsace allemande par la résistance du colonel Denfert-Rochereau se trouva accolé aux circonscriptions franc-comtoises avant de devenir lui-même en 1922 un département.

De ces morceaux les aménageurs du territoire doutaient qu'on puisse faire une région viable et songeaient à les agréger à la Bourgogne. « *Cominus reme-tot. Nenni ma foi* ». S'il y a un trait commun aux habitants de ces divers terroirs, c'est le caractère. Cette devise et le choix du lion comme animal emblématique en font foi. Si Jurassiens, Haut-Saônois, Vosgiens, Montbéliardais et Belfortains ont décidé de s'assembler pour le meilleur et pour le pire, c'est qu'ils se ressemblent : calmes et tolérants, sérieux et durs au travail, ingénieux et même inventifs, simples et réservés. « *Pas des mariales* », comme disait Edgar Faure. Bref, ils font davantage qu'ils ne causent. En ces temps de médiatisation, ils ne sont pas à leur avantage.

Le berceau du socialisme utopique

Pourtant la région a sécrété depuis longtemps une cohorte de personnages hors du commun. Des hommes de science comme Cuvier et Pasteur, mais aussi des techniciens qui ont innové dans le domaine du béliographe, du cinéma, de la soie artificielle, de la navigation à vapeur, du traitement de l'aluminium, des instruments de mesure ; des hommes d'Eglise comme le pape Calixte II et Mgr Felin, des écrivains dont

Les enfants orphelins d'Edgar

Le président du conseil régional tente de pratiquer l'œcuménisme des majorités d'idées, mais la politique du « compromis » fauriste a-t-elle encore un avenir ?

Le crâne rasé, zézayant et fumant la pipe, un fantôme débonnaire rôde dans les couloirs de la scène politique franc-comtoise. Disparu depuis plus de trois ans, Edgar Faure, qu'on le veuille ou non, n'a toujours pas tiré sa révérence. Mais, comme tous les revenants, il dérange, et rares sont ceux qui, dans le microcosme local, évoquent spontanément sa mémoire. Il faut d'abord mettre sur la voie pour insister lourdement pour obtenir d'un élu un jugement sur les méthodes, l'œuvre et finalement l'héritage de celui qui, durant quarante-deux ans, fut le représentant, pour certains le bienfaiteur, puis le patron et l'ambassadeur de ce terroir. « *Du faurisme, il ne reste rien, affirment d'aucuns. Les choses vont si vite et les Français ont la mémoire si courte...* »

En effet. Six fois ministre, président du conseil, académicien, Edgar Faure fut l'inspirateur et l'animateur de toutes les institutions successives qui de quatre départements disparates ont fini par faire une région. C'est à son intervention personnelle que la Franche-Comté doit de n'avoir pas été rattachée à la Bourgogne, comme on s'y préparait. Pourtant, lorsque le sénateur Pierre Jeambrun, qui fut durant quatre décennies le collaborateur du « président », voulut créer une association des amis d'Edgar Faure, il reçut seulement vingt-trois réponses.

La volonté de tourner la page, d'échapper à l'ombre portée du « grand homme » est manifeste. Certes, le portrait d'Edgar domine encore la salle du conseil régional et sa tête en bronze accueille les visiteurs à l'entrée du bâtiment, mais aucun conseil municipal n'a donné son nom à la moindre rue et on a même refusé qu'un lycée agricole, qu'il avait contribué à créer, porte son patronyme.

L'ingratitude des enfants d'Edgar est d'autant plus sévère qu'elle se

fonde sur des arguments douteux. « *Il pratiquait le clientélisme, accusent certains. Pour attribuer un poste ou une faveur, il lui suffisait de décrocher le téléphone et d'appeler un ministre, que, d'ailleurs, le plus souvent, il tutoyait.* » Que celui qui n'a jamais péché jette la première pierre, serait-on tenté de répondre. « *Il occupait tellement le devant de la scène qu'il a empêché d'autres personnalités de s'affirmer. La Franche-Comté n'a plus de locomotive.* » Avancé par ceux-là même dont il a fait la carrière, l'argument prête à sourire.

Au temps d'Edgar, un démocrate-chrétien comme Jacques Duhamel, des socialistes comme Jean-Marie Bailly, André Bouloche ou Jean Minjoz furent ministres. Aujourd'hui, il suffit de citer des gens de gauche comme Jean-Pierre Chevènement et Jean-Noël Jeanneney (qui se présente comme tête de liste en Haute-Saône) ou des hommes de droite comme Christian Bergelin pour s'apercevoir que la région reste comme elle l'a toujours été, productrice de personnages de bonne stature.

Le RPR conquérant

« *Edgar Faure saupoudrait mais il n'avait pas véritablement de grand dessein pour la Franche-Comté* », entend-on encore. Pourtant les priorités régionales affichées aujourd'hui étaient déjà les siennes : l'Université et la formation, le développement économi-

que, le canal Rhin-Rhône, de bonnes liaisons ferroviaires et autoroutières, la qualité du cadre de vie. « *Moi, je continue la politique d'Edgar Faure* », avoue Pierre Chantelat (UDF) qui lui a succédé à la tête du conseil régional.

L'ancien président du conseil avait même pour sa région des ambitions internationales. Il avait créé une assemblée des régions d'Europe – dont il avait pris évidemment la présidence, – un tour européen des jeunes et une communauté de travail avec les cantons suisses proches du massif jurassien. Cette ouverture est-elle encore soutenue, autrement qu'en parole ?

En définitive, la seule pratique fauriste dont les politiciens franc-comtois se reconnaissent comme les héritiers c'est celle du compromis débouchant sur le consensus. Edgar

Faure avait, il est vrai, en ce domaine, une sorte de génie. La situation politique locale rend la constitution de ces fameuses « majorités d'idées » – qui n'étaient autres que des coalitions d'intentions convergentes – plus que jamais nécessaire.

Des grands courants d'autrefois, il ne reste pas grand-chose. La démocratie-chrétienne n'a guère eu d'emprise sérieuse en ces terres où l'on « *bouffe facilement* » du curé. Le radicalisme qui paraissait si solide dans le Jura et la Haute-Saône (André Maroselli, fut huit fois ministre sous la Troisième République) a disparu corps et biens. La droite classique, autrefois représentée notamment dans le Doubs par la famille de Moustier, est tiraillée entre le Front national, le PR et le RPR. Le parti de M. Le

Pen, qui avait réussi à placer quatre des siens à l'assemblée régionale, en a vu disparaître trois, absorbées par la majorité RPR-UDF. Voilà qui ne témoigne pas d'une grande fidélité dans le programme du parti d'extrême droite.

L'UDF, fort divisée, détient dans la région cinq postes de parlementaires et neuf sièges de conseillers régionaux (sur quarante-trois). Seul le RPR paraît jusqu'à présent avoir le vent pour lui. La formation chiraquienne dispose sur les quatre départements de sept parlementaires, de neuf conseillers régionaux et de trois présidents de conseil général (Doubs, Jura et Haute-Saône). Fait marquant de ces dernières années, le sénateur Louis Souvet, l'un des siens, a réussi en 1989 à enlever la mairie de Montbéliard, bastion de la gauche s'il en fut.

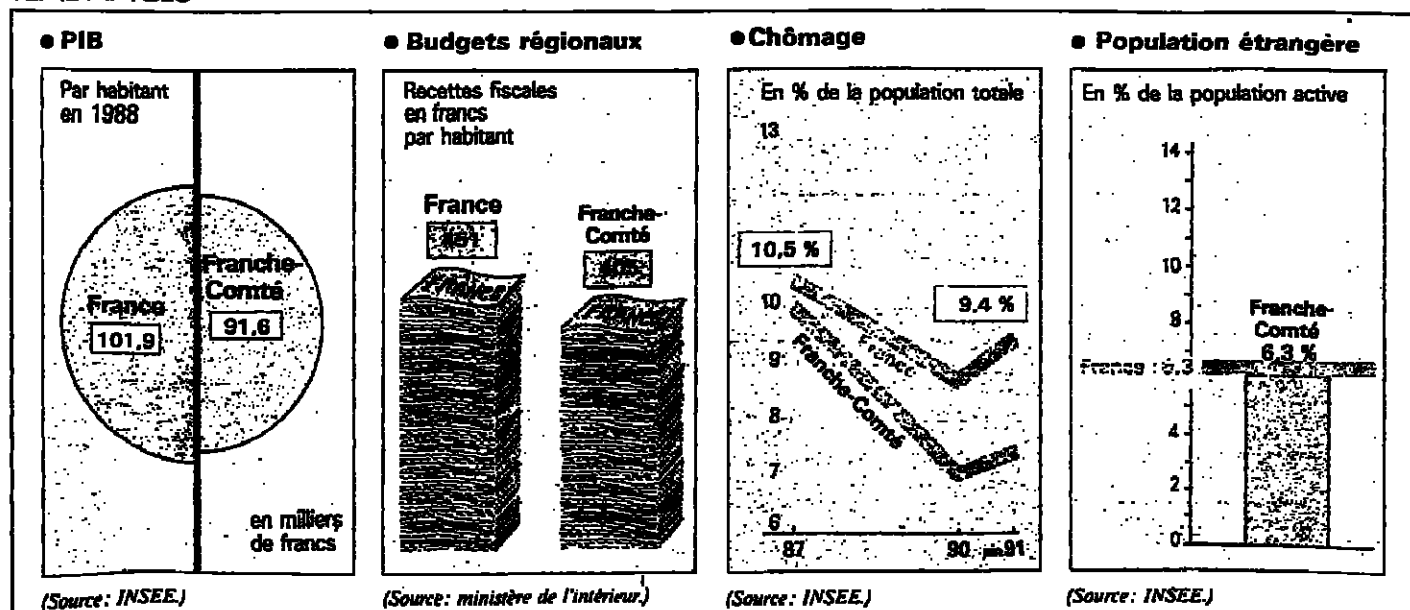
A gauche, précisément, le Parti communiste, déchiré entre orthodoxes et rénovateurs n'a plus de représentant au Parlement et deux petits strapontins au conseil régional. La social-démocratie, elle, est encore bien vivante (neuf parlementaires, dix-neuf conseillers régionaux et un président de conseil général, celui du Territoire de Belfort) mais on y pratique avec ivresse le petit jeu des courants. On connaît en Franche-Comté des chevronnés affilés, des mitterrandiens bon teint, des mitterrandiens-Ceres, des fabiusiens et des rocardiens non repentis.

Au conseil régional, Pierre Chantelat navigue en s'appuyant sur une très courte majorité (vingt-trois RPR-UDF-FN sur quarante-trois élus), en pratiquant l'œcuménisme des fameuses majorités d'idées et en évitant de gratter là où ça pourrait faire mal.

M. A.-R.

Lire la suite page 18

TENDANCES



551 من الال

UN TOUR DE FRANCE DES REGIONS

bonheurs et grandes chimères

trois Prix Goncourt (Louis Pergaud, Roger Verceel et Bernard Clavel); des peintres au premier rang desquels l'orientaliste Louis Gêrome et le réaliste Gustave Courbet.

La région s'enorgueillit d'avoir été le berceau des théoriciens du socialisme utopique que sont Charles Fourier, Joseph Proudhon et Victor Considérant. Elle n'a pas à rougir de son patriotisme puisqu'elle a fourni à Napoléon I^{er} une bonne demi-douzaine de ses généraux et l'officier compositeur Rouget de Lisle. Pas davantage de ses aventuriers voyageurs dont la tête de file est Paul-Émile Victor. Quant aux politiciens ayant fait une carrière nationale ils sont légion, à commencer par Jules Grévy, l'un des tout premiers présidents de la III^e République (1). Bref, à feuilleter les pages du dictionnaire, les hommes de qualité semblent pousser ici aussi dru que les sapins.

Même s'ils ne le crient pas sur les toits, les Franche-Comtois ont bien des raisons d'être fiers de leur pays. Certes, ils n'arriveront pas à vous expliquer par quelle aberration grammaticale le « franc-comté », détaché jadis de la Bourgogne, s'est féminisé en Franche-Comté. Mais ils s'en accommodent comme de cette particularité qui veut que la bourgade de Mouthe, dans le Doubs, soit la plus froide de France. Le thermomètre y serait descendu jusqu'à moins 34 degrés, en 1963 ! A ce record, que l'on tient à conserver, la région en ajoute bien d'autres. D'abord celui du boisement. Vue de satellite, la Franche-Comté apparaît comme une longue traînée sombre entre les plaines claires de la Suisse et de la Bourgogne. Ici plus de 4 hectares sur 10 portent des arbres, et ce couvert est en progression. C'est un capital encore insuffisamment exploité par la filière bois et le tourisme vert, mais les Comtois ont l'avenir devant eux. Ils le préservent comme les autres éléments de leur cadre de vie. Le sauvetage du Doubs, qui a duré dix ans, la mise en valeur des quartiers historiques, la création de deux parcs naturels régionaux (l'un dans le Jura, l'autre dans les Vosges) et bientôt d'un

troisième dans la Bresse, témoignent de cette préoccupation. Nul ici n'a envie de se priver des plaisirs que procurent la pêche à la truite, la chasse au sanglier, la randonnée en forêt avec des brodequins ou des skis de fond.

Bien que les agglomérations de Besançon, Dole et Belfort aient doublé en un siècle et que celle de Montbéliard ait quintuplé, 45 % de la population régionale — qui n'a jamais été aussi nombreuse — résident encore dans des communes rurales. Elle y revient même depuis quelques années. Aux grands ensembles banlieusards on préfère soit la ligne bleue des massifs forestiers, soit l'horizon des pâtures piquetées de ces fameuses Montbéliardes rouges et blanches qui sont de véritables laiteries à quatre pattes.

Une maison du jouet d'avant-garde

D'ailleurs, l'industrie participe à ce mouvement. Il y a plus de deux siècles que, l'hiver venu, les paysans jurassiens se transforment en artisans, taillant la pierre, assemblant des rouages d'horlogerie, tournant le bois ou, plus tard, façonnant le plastique. Si le travail à domicile est devenu marginal, il est resté une tradition de l'atelier et même de l'usine à la campagne. Pour s'en persuader, il faut parcourir la région de Saint-Claude, où les PMI-PME pullulent le long des vallées. Infirmité des théories de la DATAR sur le périclisme de l'enclavement, elles témoignent d'un dynamisme réjouissant. Exemple : à Moirans-en-Montagne, bourg de deux mille quatre cents âmes, une trentaine de fabricants de jouets disséminés dans le secteur se sont mis d'accord pour financer — avec 83 % des subventions — une surprenante maison du jouet.

Loin d'être un banal hall d'exposition-vente des productions locales, c'est un centre de recherche et d'essai très pointu. Des spécialistes testent sur des groupes d'enfants et de parents

chacune des créations des industriels associés avant que des ingénieurs soumettent les objets aux épreuves de l'homologation légale. Une banque de documentation et une galerie d'exposition où l'on explique les techniques de façonnage complètent les laboratoires. Le tout dans un bâtiment à l'architecture audacieuse, qui a accueilli

l'aide de la région. « Nous avons des difficultés, comme partout, mais il est vrai qu'en gros notre région a le privilège de tourner rond. »

L'homme qui ose avouer ce que bien peu de responsables ont ailleurs la franchise de reconnaître n'est autre que le pétulant et volubile Jean Michel, ancien ouvrier

cycles qui inévitablement, dans quelques années, constitueront un nouveau pôle d'excellence au nord de la région.

Côté culturel, le Festival de Besançon, déjà quadragénnaire, roronne, mais l'innovation vient ici de la Fondation Ledoux installée dans l'ancienne Saline royale d'Arc-et-Senans. Cet admirable témoin de l'architecture industrielle du dix-huitième, classé au titre du patrimoine mondial, est propriété du département du Doubs depuis 1927. On y menait depuis vingt ans d'édifiantes mais fumeuses réflexions sur le futur qui laissaient les Franche-Comtois de marbre. La restauration des bâtiments, l'ouverture d'un musée du sel, puis d'une bibliothèque, l'organisation d'un festival d'instrumentistes européens, enfin, tout récemment, l'exposition des maquettes d'architecture de Claude Nicolas Ledoux ont réveillé la maison. Cent dix mille personnes l'ont fréquentée en 1991, soit le double des années passées.

La fièvre novatrice qui a saisi les Franche-Comtois s'exprime aussi au chapitre des médias. La Franche-Comté ne connaît ni grand quotidien ni radio régionale. Selon les caprices, on lit *l'Est républicain* (100 000 exemplaires), le *Progrès* (édition du quotidien de Lyon à 25 000 exemplaires), on écoute Radio-Belfort ou Radio-Besançon. Quant à l'équipe de télévision de FR 3, sa direction régionale est encore à Dijon. Aussi les élus se sont-ils mis en tête de câbler systématiquement leur circonscription. C'est le cas de Belfort, mais aussi de la totalité de la Haute-Saône, jusqu'à la moindre commune rurale. Hormis la consommation accrue de séries américaines, personne ne sait exactement à quoi

cela servira, mais on fonce. Même attitude pour les voies de communication. Négligeant le fait que la région, qui est déjà un couloir naturel irrigué par 1 100 kilomètres de voie ferrée, 150 kilomètres d'autoroute et 22 000 kilomètres d'excellentes routes, chacun agite le spectre de l'enclavement. On réclame, qui le doublement d'une route, qui l'électrification d'une voie, qui le percement d'un tunnel, quand on n'est pas une balte sur le futur tracé du TGV.

Comme le faisait jadis Edgar Faure, beaucoup de notables rêvent aussi d'un grand canal ouvrant l'axe majeur de la vallée du Doubs à de lourds convois. Les plus lucides confessent que ce serpent de mer, déjà trentenaire, n'apporterait quasiment rien à la région sinon d'énormes dégâts à la nature, mais, en dehors des écologistes et de quelques communistes repentis, personne ne se dit haut et fort. Sans doute, au-delà de leurs petits bonheurs quotidiens, les Franche-Comtois ont-ils besoin, comme tout le monde, de caresser quelque grandiose et coûteuse chimère.

MARC AMBROISE-RENDU

(1) Jules Grévy ou la République débout, par Pierre Jeanbrun, Tallandier, 1991, 464 p. 160 F.

La semaine prochaine L'ILE-DE-FRANCE

Déjà publié : l'Alsace (le Monde daté 6-7 octobre), l'Aquitaine (le Monde daté 13-14 octobre), l'Anjou (le Monde daté 20-21 octobre), la Bourgogne (le Monde daté 27-28 octobre), la Bretagne (le Monde daté 3-4 novembre), le Centre (le Monde daté 10-11 novembre), Champagne-Ardenne (le Monde daté 17-18 novembre) et la Corse (le Monde daté 24-25 novembre).

Le conseil régional

Président : Pierre Charnelat (UDF)
2 PC ; 18 PS ; 1 MRG ; 10 RPR ; 5 UDF-PR ; 2 UDF-CDS ; 1 UDF-rad ; 3 div. d. ; 1 FN.

Résultats des élections de 1986 par département

TERRITOIRE DE BELFORT

(6 sièges) :
Ins., 84 270 ; abst., 19,85 % ; suff. ex., 64 876.

LO : 1,56 % ; PC : 8,96 % ; PS : 39,96 % ; 3 élus ; Alternative : 3,60 % ; Un. opp. : 38,68 % ; 3 élus ; FN : 11,21 %

DOUBS (18 sièges) :

Ins., 309 935 ; abst., 19,96 % ; suff. ex., 233 741.

LO : 1,73 % ; PC : 5,59 % ; 1 élu ; PS : 32,78 % ; 7 élus ; Un. opp. : 41,04 % ; 8 élus ; div. d. : 4,84 % ; FN : 9,49 % ; 2 élus ; Verts : 4,50 %.

JURA (10 sièges) :

Ins., 172 713 ; abst., 20,71 % ; suff. ex., 130 871.

PC : 8,30 % ; 1 élu ; PS : 30,52 % ; 4 élus ; Un. opp. : 36,84 % ; 4 élus ; div. d. : 4,23 % ; div. d. : 3,83 % ; div. d. : 2,68 % ; FN : 8,73 % ; 1 élu ; Verts : 4,83 %.

HAUTE-SAÔNE (9 sièges) :

Ins., 164 460 ; abst., 17,50 % ; suff. ex., 128 448.

PC : 7,76 % ; PS-MRG : 38,69 % ; 4 élus ; Un. opp. : 45,80 % ; 4 élus ; FN : 9,72 % ; 1 élu.

cette année cinquante mille visiteurs.

Le mariage pluricentenaire entre l'agriculture et la manufacture explique que la Franche-Comté soit détentrice d'un autre record national, celui des salariés employés dans l'industrie (37 %). Le tissu d'entreprises n'est pas seulement constitué d'un millier de petites affaires, mais aussi de deux cent cinquante firmes moyennes, d'une vingtaine de sociétés conséquentes et de quatre « grands » : Peugeot, Alsthom, Bull et Solvay. L'agonie de Lip est encore dans les mémoires, mais sur le site de Patente s'étend aujourd'hui, symbole robotisé, une nouvelle zone d'activités avec pépinière d'entreprises et firmes japonaises.

L'empire Peugeot, dont les cinq usines franc-comtoises emploient jusqu'à quarante-deux mille personnes, a vacillé un moment. Vingt mille travailleurs ont quitté l'usine géante de Sochaux mais quatre cents robots les ont remplacés. Qui a connu les chaînes de montage des années 70 reste paillard devant les nouveaux ateliers. Bien qu'ils soient immenses, les normes de propreté y sont les mêmes que dans un laboratoire pharmaceutique. Dans un bruissement distingué, des machines en uniforme jaune, dont certaines sont protégées par des tabliers, manipulent les pièces entre deux doigts d'acier, agraient, soudent, passent quatre couches de peinture, encolent, posent les vitres et, avec une adresse de dentellière, enfourment dans les carrosseries des tableaux de bord entiers. Loin de gémir devant l'inévitable tempête qui va souffler sur l'industrie automobile, Peugeot achève d'investir plus de 9 milliards de francs sur le site quasi centenaire de Sochaux pour y disposer de l'usine la plus moderne d'Europe.

Ce dynamisme est entraînant. Il explique que, sur le tableau de marche de l'économie franc-comtoise, les indicateurs soient souvent en meilleure position que dans le reste de la France : chômage (limité à 7,5 %), progression du produit intérieur brut, valeur ajoutée par habitant, salaire moyen, rythme de création d'entreprises, etc. L'agriculture elle-même, ailleurs pantelante et courroucée, reste ici apparemment viable puisque des dizaines de jeunes s'installent chaque année avec

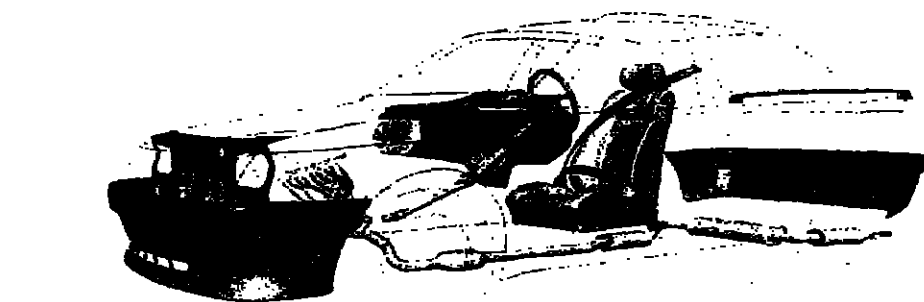
Bibliographie

La liste des ouvrages, études, albums, romans, pièces et recueils évoquant la Franche-Comté compte près de 2 000 titres. Parmi les plus récents :

— Histoire de la Franche-Comté, sous la direction de Roland Flietier et Claude-Isabelle Brelot, Privat, Toulouse, 1985, 500 p.

— L'Encyclopédie de la Franche-Comté, sous la direction de Jean Bolchard, Ed. La Manufacture, Besançon, 1991, 400 p. 400 illustrations.

— La Franche-Comté réinventée : la décentralisation en pratique, par Jean-Philippe Leresche, Ed. Peter Lang, Berne, 1991, 556 p.



NOUS CONTRIBUONS A L'EVOLUTION DE LA RACE AUTOMOBILE

Nous travaillons en synergie avec les constructeurs. Nous pilotons les projets, de la conception à la réalisation.

Nous traitons la fonction dans sa globalité pour mieux optimiser les organes et maîtriser les coûts. Nous contribuons à l'évolution de l'équipement automobile.

L'équipementier d'aujourd'hui doit être un concepteur.

Nous consacrons 5 % de notre chiffre d'affaires en études, recherche et développement.

Résultat : nous maîtrisons les technologies d'avenir comme les matériaux composites, la soudure au plasma ou la découpe au laser. Nous avons su marier le plastique et l'acier, concevoir un outil de production flexible.

Nous, les hommes et les femmes d'ECIA, nous nous engageons auprès de vous, Constructeurs, sur des produits fiables, rationnels, livrés juste à temps.

ECIA, 25400 Audincourt, France. Tél. 81 37 60 40.



EQUIPEMENTIER AUTOMOBILE

COUP DE CŒUR

Mon beau sapin

C'EST tous les jours Noël dans la forêt de la Joux. Là-haut, vers 800 mètres d'altitude, aux frontières du Jura et du Doubs, les routes de campagne semblent se rétrécir encore et entrent dans le pénombre. Vous voilà dans la plus impressionnante sapinière de France. De part et d'autre du capot, des falaises végétales s'élevaient vers le ciel qui paraît soudain plus lointain.

Aux anglois, quelques minutes suffisent pour remonter à l'air libre des hauts plateaux car le massif est de modeste dimension : trois fois le bois de Boulogne. Mais en ce lieu, les amoureux des arbres ne peuvent qu'être saisis d'une ferveur sacrée. Ils gèrent la volture sacrilège et pénitent à pied dans le sous-bois. « Par beau temps, assurent les guides, les touristes apprécieront l'agrément des promenades sous la futaie ». Contresens. C'est sous l'ondée et alors que soufflent la tempête qu'il faut processionner sur les sentiers tracés par les Eaux et Forêts au milieu des colonnes de la cathédrale glauque. Car si cette futaie offre une magnificence équivalente à celle des forêts tropicales, c'est que chacun de ses mètres carrés bon an mal an reçoit 1,40 litre d'eau. Sous la pluie, épicéas hirsutes et sapins aux douces aiguilles semblent soupirer d'aise.

Leurs armures de plein ciel, situées à 40 mètres du sol, chatouillent sous les rafales d'ouest, mais en bas l'air est quiet. Le tronc de ces géants que trois personnes arrivent à peine à embrasser ne bouge pas plus qu'un roc. La mousse qui les tapisse héberge tout un petit monde d'insectes et de champignons qui, en quelques sorte, humanisent les monstres. C'est aussi sous le mauvais temps que la solitude et donc le recueillement sont ici assurés.

La Joux, symbole et vitrine des immenses forêts franc-comtoises — elles couvrent plus des quatre dixièmes du territoire de la région — ne pouvait être plébiscitée. Elle a appartenu à la couronne d'Espagne avant de rentrer dans le domaine des rois de France. Une route dite de la Marine rappelle que l'on en traitait jadis les charpentes des vaisseaux de la Royale. Plus prosaïquement, les jurassiens confectionnaient avec ses rameaux macérés dans de l'eau sucrée un vin de sapin qui, dit-on, aurait mérité une appellation contrôlée.

Tuiles de bois

Dans les meilleurs troncs, au grain serré et dépourvus de nœuds, on taille encore les tavaillons, ces tuiles de bois qui protègent des bourrasques humides les façades orientées à l'ouest. Quant aux scieurs, ils savent que chacun de ces sapins, parvenu à maturité, leur donnera environ cinq cents planches de 4 mètres de long. On comprend qu'ils les regardent avec une respectueuse envie.

Indétranchables dans la bise, ces arbres d'élite n'ont qu'un seul ennemi : la neige et surtout son compère le verglas dont la chape pesante brise les branches, renverse les moins enracinés et parfois coupe les troncs en deux. On comprend alors l'invocation apposée sur le tronc d'un géant par les membres de la société forestière de Franche-Comté qui, en 1929, tenaient congrès près d'ici : « Saint Wenceslas, duc de Bohême, protégez-nous, nous et nos futurs. »

M. A. R.

1520 00 1520

HEURES LOCALES

REPÈRES

AQUITAINE

Une technopole à Biarritz

LA société d'économie mixte, qui assure la conception et la gestion de la future technopole de Biarritz-Bidart, en Pays basque, vient de fixer le début des travaux sur le site pour le mois de janvier prochain. Associant organismes de formation, laboratoires de recherche et entreprises, ce parc technologique doit se déployer durant une dizaine d'années sur la base d'une première tranche de 16 hectares aménagés, qui offriront 60 000 m² de bureaux ou d'ateliers.

Les promoteurs de cette technopole, les villes de Bayonne, Anglet, Biarritz et Bidart, le conseil général des Pyrénées-Atlantiques, la Chambre de commerce et d'industrie de Bayonne et des établissements financiers privilégient la carte d'un développement autochtone qui s'appuie sur le marché aquitain et celui du Pays basque espagnol. La technopole de Biarritz-Bidart doit être spécialisée dans les activités liées aux technologies de la communication, et de l'image.

P.B.

BRETAGNE

Le Finistère inquiet pour son développement

LE conseil général du Finistère, réuni lundi 18 novembre à Quimper en session extraordinaire sur la ruralité, a demandé au gouvernement un plan d'urgence pour le département, où, d'ici à l'an 2000, l'agriculture aura perdu quinze mille emplois.

L'unanimité entre les élus de gauche et de droite s'est faite pour proposer à l'Etat un contrat-développement portant principalement sur une route centrale à quatre voies, considérée comme une priorité, un vrai train à grande vitesse jusqu'à la pointe de la Bretagne, le maintien des services publics et la délocalisation dans le Finistère d'une administration.

G.S.

L'effet surprise des délocalisations

Les villes choisies par le comité interministériel sont prêtes à accueillir les administrations mais elles doivent répondre aux craintes d'un personnel mal informé

APPAREMMENT, seul le maire de Béthune savait, avant que la décision ne soit annoncée à la fin du conseil interministériel du 7 novembre, que sa ville allait bénéficier de la délocalisation d'une administration. M. Jacques Mellick, secrétaire d'Etat auprès du ministre de la défense, avait en effet participé aux réunions préparatoires au cours desquelles a été arrêtée la liste des organismes démenagés en banlieue et en province. Les autres élus déclarent avoir appris par la presse les décisions les concernant avant de recevoir un courrier du ministre de la ville et de l'aménagement du territoire.

« Nous aurions préféré être consultés », regrette M. Georges Vaibon, le président (PC) du conseil général de Seine-Saint-Denis. Le département, qui doit recevoir les quatre cents emplois du Commissariat général du Plan, de la Datar, du ministère de l'aménagement du territoire et d'autres organismes publics, a confié au syndicat de la Plaine-Renaissance, qu'il gère avec les communes de Saint-Ouen, Aubervilliers et Saint-Denis, le soin de trouver les milliers de mètres carrés de bureaux nécessaires pour accueillir ces administrations. La présence d'une ligne de RER et de trois stations de métro évitait sans doute que se posent des problèmes sociaux liés à des démenagements, ce qui n'empêche pas M. Jacques Grossard, président du syndicat de la Plaine-Renaissance, de déplorer « le manque de concertation avec les personnels concernés ».

La vive réaction des employés de la plupart des administrations « menacées » rend très prudents les responsables des sites d'accueil. La mairie de Clermont-Ferrand, par exemple, n'entend rien organiser avant d'avoir rencontré les dirigeants du Cemagref (Centre d'études du machinisme agricole, du génie rural et des forêts). A Poitiers, les responsables de la municipalité attendent les arbitrages du

ministère de l'éducation nationale, avant même de réfléchir aux sites possibles pour l'implantation du CNED (Centre national d'enseignement à distance).

Partout, les préfets informent les élus de l'évolution des dossiers qui font l'objet de discussions à Paris. Un « collectif contre les délocalisations » a en effet vu le jour pour s'opposer aux démenagements. Les arguments les plus surprenants sont d'ailleurs avancés à cette occasion. Ainsi les élèves de l'Ecole nationale du patrimoine ont reproché à la ville de Lille où ils doivent déménager de ne pas posséder de chaire d'ant olmèque...

Accompagnement social

De même, les membres de l'INPI (Institut national de la propriété industrielle) ne veulent pas quitter la région parisienne, tirant argument du fait que 70 % des brevets y sont déposés. « C'est l'histoire de l'œuf et de la poule », déplore M. Régis Caillaux, délégué général au développement de la mairie de Lille. Celui-ci a été chargé, dès réception du communiqué de Matignon, de mettre en place une équipe d'accueil réunissant des représentants de la ville, l'agence de développement, l'APIM (Association de promotion industrielle de la métropole, regroupant la communauté urbaine et la chambre de commerce) et Euraille (société du centre international d'affaires).

« J'ai même reçu un coup de téléphone d'une employée de l'INPI qui voulait savoir s'il y avait des grands centres commerciaux autour de Lille. J'ai été obligé de lui répondre qu'Auchan était là », raconte M. Caillaux.

Cette délocalisation est l'occasion pour la métropole régionale de faire connaître ses atouts. Béthune rappelle qu'elle sera reliée en une heure à Paris par le TGV en

1993. Clermont-Ferrand fait miroiter ses lacs, la proximité de la montagne, un environnement qui fait regretter, selon M. Claes, aux fonctionnaires d'être un jour obligés de quitter la ville.

Les municipalités sont prêtes à mettre en place un véritable service d'accompagnement social. « Nous avons établi la liste des initiatives à prendre pour accueillir ces personnels », précise M. Bernard Roman, maire-adjoint de Lille chargé du développement économique. « Une personne est chargée d'établir le lien avec les différentes structures d'accueil de la ville, comme ce club-loyer où les promoteurs seront contactés pour héberger des dizaines de familles », M. Georges Chavannes, le maire d'Angoulême, annonce de son côté que sa ville, qui devrait accueillir 400 employés de la Seita, dispose de 2 000 logements vides.

L'Etat réalisera une bonne opération en quittant des locaux parisiens pour une implantation en province où l'immobilier est toujours moins cher. Ce qui explique la réaction des responsables locaux lorsqu'on leur demande s'ils sont prêts

à participer financièrement à l'installation des administrations parisiennes. La réponse est catégorique : « Chaque fois qu'une entreprise s'implante dans la Plaine Saint-Denis, elle participe au contraire au financement des équipements », précise M. Grossard, d'autant que les entreprises publiques ne paient pas de taxe professionnelle.

Pour Clermont-Ferrand, l'arrivée du Cemagref peut conforter l'image de pôle agroalimentaire que veut se donner la ville. Lille, qui a déjà pu mesurer l'impact de l'annonce de l'arrivée de l'Agence du médicament aux demandes d'implantations de laboratoires pharmaceutiques, considère que l'INPI ne fera que conforter l'image d'une ville considérée par bon nombre de sociétés comme leur tête de pont en Europe. « Cette affaire des délocalisations aura montré que beaucoup de villes de province ont une meilleure image à l'étranger qu'en France », ironise M. Caillaux.

CHRISTOPHE DE CHENAY

BLOC-NOTES

AGENDA

Collectivités et droit. — L'ordre des avocats de Châlons-sur-Marne organise, dans cette ville, un colloque intitulé « Les collectivités entre le droit public et le droit privé », jeudi 6 et vendredi 7 décembre. Juristes, avocats, universitaires, magistrats et économistes parleront de la responsabilité des élus ainsi que des zones à risques dans la gestion des collectivités (associations paramunicipales, SEM...).

» Renseignements au (03-1) 45-65-02-60.

Insertion par l'économie à Albertville. — L'Association pour la réinsertion par le travail organise le vendredi 6 décembre à Albertville la première journée nationale d'étude « Insertion par l'économie et développement local ». M^{me} Martine Aubry, ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle devrait participer à cette journée durant laquelle des élus, des fonctionnaires et des techniciens présenteront leurs actions en faveur du développement économique et de la création d'entreprises, spécialement en Savoie.

» MLJ BP 119, 73208 Albertville Cedex. Tél. : 79-37-88-28.

Les enfants orphelins d'Edgar

Suite de la page 16

L'université revendiquée par le bassin économique Belfort-Montbéliard ? Elle ne sera qu'une antenne de l'université de Besançon et on lui mesure les crédits. Le TGV Bâle-Belfort-Besançon-Dôle ? Tout le monde est pour et on remet à plus tard le problème — épineux mais décisif — du choix des gares. Le canal Rhin-Rhône à grand gabarit ? On l'affiche tout en sachant

qu'il n'y a pas d'argent pour le réaliser. L'aménagement du territoire régional ? Entre l'axe fort de la vallée du Doubs et les cantons ruraux écartés on se garde de choisir tout en affirmant qu'on poussera les deux. Bref, le fauconnisme triomphe par l'escamotage des débats difficiles. Et là-dessus, profitant du scrutin proportionnel, les Francs-Comtois descendent dans l'arène des régionales comme les Gaulois dans la plaine d'Alsace. Par tribus.

M. A.-R.

Combat de coqs à Marne-la-Vallée

2^e FESTIVAL DES MEDIAS LOCAUX DE MARNE-LA-VALLEE

La Communication de proximité face à un monde en tumulte

FESTIVAL



MEDIAS LOCAUX

Succès incontestable de cette 2^e édition du Festival des médias locaux de Marne-la-Vallée, Jérôme Bouvier, Président du Festival et Daniel Vachez, Président du S.A.N du Val-Maubeuge, accueillent à l'ESLIEE, le vendredi 29 novembre, plus de 1500 participants, dont de nombreuses délégations étrangères (Espagne, URSS, Belgique, Hollande...), des élus et des professionnels des médias.

Ateliers et forum ont donné l'occasion aux responsables de confronter leurs expériences, mais surtout de dégager les lignes de force de la communication de proximité de demain : participation plus active du citoyen-lecteur-auditeur-télé-spectateur, initiation des jeunes à la pratique des médias, contribution à la cohésion et à l'identité urbaines, information intra-européenne.

Le rôle des médias locaux est certes reconnu mais ils constituent encore un vaste champ d'expériences et de créativité. L'exemple de Marne-la-Vallée, partenaire du Festival, est à cet égard tout à fait significatif. Cité en plein devenir, elle s'est soumise, sous tous ses angles, à l'investigation de 40 futurs journalistes, investigation approfondie et sans complaisance mais riche d'idées novatrices.

Comme le soulignait un des intervenants au forum de clôture : le tumulte ne serait-il pas la véritable source d'énergie créatrice ?

L'Ecole Supérieure de Journalisme de Lille remporte 2 des prix de l'Avenir Marne-la-Vallée

Nathan Cohen, pour un article sur l'identité de Marne-la-Vallée, Benjamin Vincent et Christophe Delay pour un reportage radio sur Euro Disneyland, ont reçu un Coq-Prix de l'Avenir ainsi qu'une dotation de 5000F offerte par Marne-la-Vallée. Ces prix étaient respectivement parrainés par le Monde et par Radio France. Ludovic Fossard et Olivier Thié du CUEJ de Strasbourg ont été mentionnés au titre de la télévision avec un reportage sur l'Ecole Louis-Lumière, installée à Marne-la-Vallée.

Les Etablissements Publics d'Aménagement de Marne-la-Vallée ont joué un rôle actif dans le Festival en créant cette année une nouvelle compétition ouverte aux élèves des écoles de journalisme : le Prix de l'Avenir Marne-la-Vallée.

A l'origine de ce concours, le désir d'offrir une chance aux journalistes de demain en leur permettant d'exprimer leur talent et d'exposer leurs travaux aux professionnels des médias.

5 grandes écoles françaises ont concouru : Le Centre de formation des Journalistes de Paris - L'Ecole Supérieure de Journalisme de Lille - Le Centre Transméditerranéen de la Communication de Marseille - Le Centre Universitaire d'Enseignement du Journalisme de Strasbourg - L'IUT de Tours.

Une nouvelle fois, Marne-la-Vallée soutient les jeunes qui entreprennent et les Prix de l'Avenir récompensent les projets novateurs de ceux qui préparent avec volonté et intelligence leur avenir professionnel.

Organisation : CABLEST BP 129 - 77206 Marne-la-Vallée
Tél. : 64 62 00 36 Fax : 64 62 00 04 Minitel 3615 ASPASIE

MARNE-LA-VALLEE
LES GRANDS S'Y RETROUVENT

Le Festival a décerné ses Coqs 91

Sous la Présidence de Claude Serrillon, 5 jurys ont sélectionné les Lauréats 91 parmi plusieurs centaines de contributions et plus de 70 nominés. Voici les palmarès 91 :

PRESSE

Prix spécial du jury à un Quotidien local : Ouest France. Prix spécial du jury à un Hebdomadaire local : Le Comtadin (Carpentras). Prix du meilleur magazine de Département et de Région : ZAP (ZAP Presse Région de Chabéry). Prix du meilleur magazine de ville : Aubagne magazine (Ville d'Aubagne). Prix du meilleur reportage local : « Métro de la Vallée » de Anne Berger (La Haute Marne Libérée). Prix de la meilleure photo de presse locale : « Le stade Lavallois » de Patrice Desnos (Le Courrier de la Mayenne). Prix de l'avenir Marne la Vallée : « Marne la Métisse » Nathan Cohen (ESJ Lille).

RADIO

Prix de la meilleure radio locale privée : Radio Maritima (13). Prix de la meilleure radio locale de Radio France : Radio France Héranth (34). Prix meilleur magazine local : « Retour au pays » Aude Spilmont et Lionel Quantin (Radio Pluriel) (69). Prix de la meilleure info locale : Alouette FM (85). Prix de l'avenir Marne la Vallée : « Reportage sur Eurodisneyland » de Benjamin Vincent et Christophe Delay (ESJ Lille) (59).

TÉLÉMATIQUE

Prix du meilleur service télématique local : 3614 PREF 28 et PREFINFO serveur local (Préfecture d'Eure et Loir). Prix de l'innovation : PYRA (Ecole Primaire des Pyramides à Champs-sur-Marne).

INTERACTIVITÉ

Prix de l'interactivité : NO TELL - TV locale de Tournai (Belgique).

AFFICHE

Grand prix de l'affiche locale : « La mairie au service de tous » de Marc Dumas (Ville de Montluçon).

TÉLÉVISION

Prix spécial du jury à une télévision locale : Télésonne (91). Prix du meilleur magazine local : « La vie des Hauts » de Florence Corbic, Edith Farine et Dominique Garing (Télé Saugéals). Prix de la meilleure info locale : FR3 Tours (37).

CULTURE

CINÉMA

Mort de Ralph Bellamy

Le comédien américain avait plus de cent films à son actif et près de quatre cents rôles au théâtre

Ralph Bellamy est mort à Los Angeles, vendredi 29 novembre, des suites d'une maladie pulmonaire. Il était âgé de quatre-vingt-sept ans.

Avec plus de cent films à son actif et près de quatre cents rôles au théâtre, il appartenait à cette catégorie d'acteurs de complément qui firent la richesse du cinéma américain de la grande époque. Il avait tout fait : des tréteaux, du chapiteau, de la radio, du cinéma, de la télévision. Hollywood le cantonnait souvent dans les rôles de celui dont l'héroïne se détachait pour se jeter dans les bras du jeune premier romantique.

Né à Chicago le 17 juin 1904, Bellamy s'intéressa très jeune à l'art dramatique. Il entra dans le métier dès la fin de ses études, s'initiant à tous les aspects de la vie d'une troupe (décor, régie...) avant de se consacrer à la comédie et à la mise en scène (il dirigea un temps sa propre compagnie).

Les deux premières pièces qu'il interpréta à Broadway furent des échecs mais la critique lui était favorable. Hollywood lui fit les yeux doux. Il s'y installa et tourna plus de quatre-vingt films en moins de quinze ans, dont une série où il incarnait le détective Elery Quinn. Mais le théâtre lui manquait : il revint à New-York au début des années 40 et fit désormais constamment l'aller-retour entre les deux côtes. En Californie, c'est presque en pionnier que, au début des années 50, il aborda la télévision. Mais c'est à New-York qu'il trouva ce qui, pour le public américain, demeure le rôle de sa vie : Franklin Delano Roosevelt, dans *Swanee at Campobello*, de Dore Schary (1958). Rôle qu'il reprendra dans la version filmée de *Campobello* (1960) et, en 1988, dans la série télévisée *Wings of War* (War and Remembrance), aux côtés de Robert Mitchum.

Il renouait à l'occasion avec Hollywood, incarnant un médecin diabolique dans *Le bébé de Rosemary*, de Roman Polanski (1968), un vieux barbon dans *Un fouteur pour deux*, avec Eddie Murphy (1983), ou un grand chef d'entreprise dans *Pretty Woman*, avec Richard Gere (1990). En 1987, l'Académie lui décernait un Oscar pour l'ensemble de sa carrière.

Bellamy, qui s'avouait démocrate tendance New Deal, fut l'un des fondateurs du Syndicat des acteurs de cinéma (*Screen Actors Guild*) et présida pendant douze ans celui des acteurs de théâtre (*Actors Equity*). C'est sous son mandat (et à la suite d'une grève dont il prit la tête) que fut créée la première caisse de retraite des acteurs aux États-Unis.

HENRI BÉHAR

EXPOSITION

Louons les ancêtres

Grâce soit rendue au culte des ancêtres qui a permis au peuple fang d'exécuter une statuaire admirable

« FANG »
au Musée Dapper

L'art africain est toujours pris entre deux feux. D'un côté les ethnologues purs et durs. Ces derniers affirment que ne pas replacer l'objet dans son contexte constitue, au-delà de l'erreur de jugement, une négation culturelle grave « qui relève de l'ethnocide » (Paul Matharan). La statuaire n'est donc « qu'un simple outil » associé à des cultes ou à des pratiques magiques. De l'autre, les défenseurs d'un art primitif ou « premier » qui lui assignent d'autorité une place précise : celle de précurseur de l'art moderne. Son côté « fruste », « brut », « maladroit », aurait donné naissance au cubisme.

L'inconvénient c'est que ces œuvres sont, bien souvent, d'une grande habileté, d'un grand raffinement et dénotent, de la part des artistes, d'un sens aigu de la plastique, d'un savoir-faire incomparable.

La très belle exposition « Fang » qui nous est présentée à la Fondation Dapper le prouve une fois de plus. Ici les sculpteurs ont su combiner réalisme et esprit de géométrie. La dynamique des personnages jouent sur les formes longues (le dos droit) et ramassées (les jambes légèrement fléchies, les mains souvent jointes sur une offrande), les ovales et les ellipses, les courbes et les contre-courbes (le fessier proéminent, les coques de la coiffure savamment agencées). Il faut voir par exemple comment l'artiste fang qui a sculpté cette statuette, aujourd'hui propriété du Musée de l'Homme, a su utiliser l'écorce de sa pièce de bois pour redessiner les yeux, la bouche et la barbe de son personnage et résoudre de façon parfaite le mouvement de l'emboîtement des bras et des épaules.

L'épaisse patine qui couvre la plupart des pièces leur confère un relief très particulier, dramatique ou apaisé : certaines, brillantes, luisantes, donnent l'impression de suer l'angoisse, de transpirer la peur ; sur d'autres, la poussière pecheuse dépeçée sur la coque huileuse adoucit les formes qui acquièrent une sorte de sérénité distante. Les rites et les statuts issus de l'ancienne collection Epstein sont exceptionnelles.

Les œuvres exposées chez Dapper souffrent la comparaison avec n'importe quelle autre production artistique de qualité, de n'importe quelle époque. Il s'agit là d'un art à part entière, premier, ni second, et qui n'a nul besoin des béquilles de notre



Figure de reliquaire. Ancienne collection J. Epstein.

modernité occidentale pour exister de façon parfaitement autonome. Cette beauté doit provoquer chez le visiteur le plus ignorant du continent africain un choc. Et c'est ce choc qui doit « éveiller la curiosité envers l'autre, celui qui a produit ou utilisé l'œuvre », comme le remarque très justement Jean Poles, responsable des collections africaines du Musée des arts d'Afrique et d'Océanie.

L'art fang est depuis longtemps apprécié des collectionneurs occidentaux. Beaucoup d'œuvres sont arrivées en Europe dans la première moitié de

ce siècle par le biais des missions, avec, hélas ! bien peu de références. Le territoire des Fangs s'étend du sud du Cameroun au Congo en passant par le Gabon. Ces populations vivent donc des franges de la savane au cœur de la grande forêt. Sédentarisés aujourd'hui, ils ont longtemps nomades. Les premiers explorateurs européens ont insisté sur leur caractère belliqueux alors qu'eux-mêmes se présentaient volontiers comme des vaincus. Selon Balandier, la société fang est de type « segmentaire ». Les structures sociales sont strictement fami-

liales. Chaque lignage garde une totale autonomie politique et économique.

Leurs œuvres sculptées sont très figuratives - presque toujours des têtes humaines ou des personnages - des portraits d'ancêtres. Ce sont surtout les éléments d'incarnation des ancêtres. Toutes ces figurines, en effet, sont liées au culte des ancêtres, le *byéri*. Elles surmontent un récipient cylindrique qui renferme les reliques - crânes et ossements - des défunts les plus remarquables de la famille.

Lors des rituels, les statues comme les reliques sont enduites d'onguents à base d'huile de palme et de sang.

Si la statue fait partie du sacré, elle n'est pas sacrée elle-même. « C'est un réceptacle secondaire, nous dit Michel Leiris, en ce sens que la force vitale des morts ne l'accompagne, ne l'habite que lorsqu'elle accompagne les assemblés. Privée de ses reliques la statue n'est plus rien. (...) La statue actualise la présence des ancêtres parmi les vivants et plus exactement le fondateur du clan. » Cependant les statues « inutilisées », vendues aux Européens, ont souvent les mains cassées quand elles tiennent une offrande. Enfin cet « élément d'incarnation » n'est-il pas aussi un reliquaire comme le laisse supposer la présence de dents incrustées, notamment à la place des yeux ?

Une fois de plus, la preuve est faite, avec cette exposition, que la vision de l'art africain sous l'angle d'une perspective évolutionniste est une approche grossière. C'est pourtant encore celle de nombreux professionnels de l'art - de beaucoup de conservateurs de musée, notamment - qui confondent volontiers niveau de développement technologique ou social et création artistique.

EMMANUEL DE ROUX

► Musée Dapper, 50, avenue Victor-Hugo, 75116 Paris. Tél. : 45-00-01-50. Jusqu'au 15 avril. Le catalogue (320 pages, 200 F) reprend de larges extraits de l'ouvrage classique de Günter Tessmann, *Die Fangvölker* (publié en 1913 et jamais traduit en français), que présente Philippe Laburthe-Tolra.

► A lire également : *L'art fang*, de Louis Perrois et Marta Sierra-Delgado. Aurore éditions d'art, 180 pages, 200 F. Louis Perrois, qui a effectué de nombreuses enquêtes sur le terrain, est un grand analyste des formes fang.

Paroles de tueur

HIT MAN
de Roy London

Le bon géant bien massif Forest Whitaker en tueur à gages, on ne s'y attend pas. D'ailleurs, dès le début du film, se confiant à un téléphone sur répondeur, il dit à un absent qu'il en a assez. Il a mal au coude, mal aux yeux, il ne veut plus tuer des gens qui lui demandent pour quoi, alors qu'il n'en sait rien et que ça ne le regarde pas. Encore un contrat, juste un, et il va décrocher. Naturellement, rien ne se passe comme prévu. Le client veut le rencontrer et lui demande d'effacer non seulement sa femme, mais son bébé. On n'imaginerait pas les tueurs à gage

avec des scrupules. Et pourtant si. Il faut dire que le bébé est mignon et la femme encore davantage...

Forest Whitaker se sacrifiera : ce n'est pas une surprise. Rien n'est surprenant, tout est convenu dans *Hit man*. Le film est tiré d'une pièce appartenant à ce théâtre introspectif qui a déversé des avalanches de paroles pontifiantes sur les scènes anglo-saxonnes notamment pendant les années 50 et 60. Roy London, le réalisateur, aurait pu aller vers le burlesque, le cauchemar ou les deux. Il a choisi le sérieux et la platitude.

C. G.

Prison

LE PARTY
de Pierre Falardeau

Chanteur et musicien rock avant de se découvrir une vocation de cinéaste, Pierre Falardeau a conçu un film choral et rebelle. Il a réuni dans la huis-clos du gymnase d'une prison plusieurs centaines de vrais prisonniers. Le *Party* est l'histoire de ce qu'il advient durant un spectacle de « variétés », qui mêle tour de chant et strip-tease, prestidigitation et comique grivois, dans cette salle sous haute surveillance.

Si le réalisateur n'a laissé à

personne le soin de chanter sur scène la haine que lui inspire l'institution carcérale, il la décline en petites fictions qui zigzaguent en tous sens durant la soirée. La caméra ne sait pas toujours quoi filmer, ni comment, une certaine rouerie tire parfois abusivement la ficelle du suspens.

Le réalisateur aurait pu jouer davantage le jeu du happening, mais de la vérité des gueules, des corps et de la langue (québécois bien vert, heureusement sous-titré), naissent l'émotion et la force.

J.-M. F.

MUSIQUES

Gianfranco Masini prend la tête de l'Orchestre de Montpellier

MONTPELLIER
correspondance

Après deux ans passés sous la seule autorité d'un directeur général, René Kering, l'Orchestre philharmonique de Montpellier vient de se doter d'un nouveau chef permanent. Gianfranco Masini a signé le jeudi 28 novembre un contrat de trois ans qui lui confère la double casquette de « directeur musical de l'orchestre » et de « direc-

teur de la musique des opéras de Montpellier ». Il sera chargé de participer à l'élaboration des programmes, au travail des musiciens, au choix des chefs invités en compagnie de René Kering ; il assurera également la bonne marche de l'orchestre au sein de l'ancien Opéra Comédie et du Corum, en liaison avec Henri Maier, leur directeur. Agé de cinquante-quatre ans, Gianfranco Masini assurera une présence de douze semaines par

an à Montpellier. Il devrait y diriger deux productions lyriques et quatre ou cinq concerts. La ville et le district de Montpellier, qui veulent jouer la transparence, annoncent qu'il sera payé 60 000 F par concert auxquels s'ajoutera un complément de 15 000 F par mois. Il a déjà été en poste huit mois à Vérone et trois ans à Trieste.

J. M.

PATRIMOINE

La restauration du parc de Versailles

Le premier tilleul est planté dans les jardins du Trianon

Annulée en février 1991 par le ministère de la culture, la restauration du parc de Versailles a commencé symboliquement par la plantation du premier tilleul dans le jardin français du Trianon, le mercredi 27 novembre. Trois cent soixante-quinze arbres de la même essence redonneront vie aux allées dessinées par Le Nôtre autour du Trianon.

Les tilleuls sont importés de pépinières allemandes, seules capables de fournir en nombre suffisant des lots homogènes d'arbres âgés de cinq à six ans, qui n'atteindront que dans vingt ans leur taille définitive.

Des vingt-cinq mille arbres (sur les soixante mille que compte le parc) prévus dans le plan de régénération du parc, les tilleuls du Trianon seront donc les premiers à prendre racine. La tempête de février 1990, en déracinant mille cinq cents arbres centenaires, avait accéléré l'élaboration de ce programme qui sera étalé sur cinq ans. Le ministère de la culture a d'ailleurs consenti un effort financier important, le budget pour 1992 des parcs et des fontaines (17,8 millions de francs dont 6,8 millions francs consacrés aux fontaines) étant en augmentation de 7 % par rapport à 1991. Pierre-André Labande, l'architecte en chef du domaine de Versailles, a profité des travaux d'abattage des vieux tilleuls du Trianon pour entreprendre des fouilles. Les fondations du « Jeu de bague » de Marie-Antoinette, sorte de manège agrémenté de petits pavillons chinois, ont été mises au jour. Elles seront soulignées par une implantation circulaire des arbres. « Nous avons pris le parti de ne pas reproduire l'état exact du jardin abattu, lui-même résultat de modifications successives, mais de retrouver l'état ancien du dix-huitième siècle grâce aux archives et à nos découvertes archéologiques », précise Pierre-André Labande.

PASCALLE SAUVAGE

VENTES

Le cubisme aux enchères

La vente de la collection Raynal a été un succès

C'était à la Closerie des Lilas, en 1905, au cours d'une des soirées littéraires qu'organisaient Jean Moréas et Paul Fort. Un jeune poète de retour du service militaire, nommé Maurice Raynal, fut présenté à un jeune peintre venu de Montmartre, Pablo Picasso. Trois autres jeunes poètes assistaient volontiers à ces réunions, Apollinaire, Max Jacob et André Salmon. Tous quatre prirent le parti du peintre et de ses amis, Matisse, Braque et Derain. On sait ce qu'il advint : le développement d'une peinture dénommée cubisme, dont Raynal fut le défenseur le plus constant. De 1905 aux années 20, il ne désarma pas. Au moyen d'articles et de préfaces, il soutint l'aventure, à laquelle s'était joint Juan Gris dont il fit peu à peu son artiste d'élection.

La collection qu'il rassembla durant cette période était, quoique réduite, remarquable, ne comptant que toiles et dessins de qualité et, pour quelques-uns, historiques. Sa dispersion, jeudi 28 novembre à Drouot-Montaigne par le ministère de maître Briez, n'en paraissait pas moins une affaire difficile, tentée alors que le marché de l'art glisse de

dépansions en dépansions. Elle s'est cependant fort convenablement déroulée.

La plupart des œuvres se sont hissées jusqu'à leur estimation la plus optimiste et deux d'entre elles l'ont dépassée largement. Du *Portrait de Maurice Raynal*, exécuté par Gris en 1911 dans sa première manière, cézannienne, on attendait 6 millions de francs. Il en a coûté 8,3 à son acquéreur. Du *Portrait de Germaine Raynal*, peint par le même Gris l'année suivante selon la méthode cubiste analytique, on espérait 6,5 millions de francs. Il s'est vendu 9,5 millions - prix qui justifie son importance historique et sa subtilité. Les dessins préparatoires aux deux portraits ont eux aussi suscité des enchères étonnantes, établissant à 1,3 et 1,6 million de francs les nouveaux records en la matière.

Autres œuvres de grande réputation, une étude de Picasso pour la composition des *Demoiselles d'Avignon* et une nature-morte d'huile et sable sur toile de 1918 du même Picasso ont atteint respectivement, 2,5 millions de francs et 3,45 millions de francs, chiffres justifiés la

encore. Les œuvres proposées en complément de la collection Raynal ont à l'inverse provoqué des convoitises moins violentes. Un collage de Picasso de 1914 enrichi de sculpture, curieux par son chronisme et sa technique, est demeuré invendu, tout comme un Dubuffet de 1956, dont, il est vrai, l'estimation entre 3 et 4 millions de francs a pu sembler excessive.

Deux remarques pour finir. Les collectionneurs français, dont il est d'usage de déplorer la timidité, se sont montrés entreprenants au cours de la vente - bonne nouvelle. Mauvaise nouvelle : les musées français se sont distingués par leur absence, ne se levant à aucune préemption alors que trois œuvres au moins, les deux portraits de Gris et l'acquies pour les *Demoiselles d'Avignon* en étaient parfaitement dignes. Cette dernière, en particulier, avait sa place toute désignée au Musée Picasso. Elle n'a pas, mais plutôt, semblé-lui, dans un grand musée étranger.

PHILIPPE DAGEN

Trois leçons d'ennui sacré

Né en 1915, Marcel Landowski est un compositeur fécond, héritier sans complexe d'une tradition hexagonale illustrée par tout un mouvement qui se situait dans la double descendance du souci de clarté que l'on reconnaît à la musique française et d'un langage vigoureux, solidement charpenté, s'exprimant sans détours.

Donné, le 26 novembre dernier, en ouverture d'un concert du Festival d'art sacré, son *Mouvement pour cordes* (une pièce de 1960) fait référence, au moins par son titre, à Honegger. Mais par son atmosphère désolée, grincante, cette pièce évoque plus encore Chostakovitch. Suivait trois *Leçons de ténébres* données en création mondiale dans leur version pour alto (Hanna Schær), basse (Michel Brodard), violoncelle solo (Dominique de Willencourt), orgue (Jacques Taddel), chœur (l'ensemble vocal Michel Piquemal) et orchestre (l'Ensemble Harmonia Nova dirigé par Michel Piquemal). Quarante-cinq minutes d'une musique ennuyeuse dans sa découpe

académique, sa pompe, ses couleurs ternes, son atmosphère étouffante, son déséquilibre entre un orgue écrasant, compact et une formation instrumentale « imitée » des modistes grand-siècle, qui paraissait mangée par l'acoustique tournoyante de l'église Saint-Germain-des-Prés. Sans autres envoies pour réveiller l'auditoire que les interventions implorantes de la magnifique Hanna Schær.

On a connu Landowski plus inspiré, à l'opéra par exemple, ou dans le *Sorcier du placard à balais*, son si joli conte pour enfants joué un peu partout, depuis sa création en 1983.

A. Lo.

► Les *Leçons de ténébres* seront données dans leur version pour orgue, violoncelle solo, ensemble vocal et deux chanteurs solistes le 3 décembre, au Conservatoire national de région de Boulogne-Billancourt (tél. : 47-12-77-47) et le 6, en l'église Sainte-Madeleine de Franconville (tél. : 34-13-54-96).

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية

BILLET

Médecins
sous pression

Impérativement, l'Etat et la Sécurité sociale sont en train de faire monter la pression sur les syndicats de médecins et les professions de santé. Pour les représentants du corps médical, l'alternative est de plus en plus claire : négocier un processus effectif de maîtrise des dépenses de santé ou subir des règles imposées par le gouvernement et la Caisse nationale d'assurance-maladie (CNAMTS).

Le succès de la manifestation du 17 novembre n'a finalement permis aux professions de santé de gagner un peu de temps. Elle ne leur a pas permis de desserrer l'étau. Engagés par le protocole d'accord conclu mi-octobre, MM. Jean-Louis Bianco, ministre des affaires sociales, et Jean-Claude Mellet, président (FO) de la CNAMTS, viennent de signer avec les syndicats médicaux qu'ils ne peuvent plus camper sur des positions de principe.

Le 27 novembre, M. Mellet a déclaré qu'il se donnait jusqu'au 15 décembre pour parvenir à un accord avec les médecins. A défaut, « il faudra bien que le conseil d'administration de la CNAMTS prenne ses responsabilités ». Vendredi 29 novembre, M. Bianco a tenu le même langage devant l'Association des journalistes de l'information sociale (AJIS), précisant que la concertation engagée ne doit pas aboutir à repousser « aux calendes grecques, à Pâques ou à la Trinité » la définition d'un « véritable engagement sur des mécanismes de régulation ».

Les syndicats de médecins et les autres professions de santé sont donc politement, mais de plus en plus fermement, invités à se mettre d'accord avec le gouvernement sur les principes de maîtrise des dépenses, la prévention, la démographie médicale, la formation et les objectifs de la politique de santé. Parallèlement, il leur faudra s'entendre avec l'assurance-maladie sur les nouveaux rapports tarifaires.

En outre, les informations préoccupantes en provenance de la trésorerie de la Sécurité sociale contribuent à renforcer la détermination du gouvernement. M. Bianco considère qu'il n'y a pas « péril en la demeure », mais reconnaît que le ralentissement de la croissance réduira de 7 à 10 milliards de francs les recettes de la « Sécu » en 1991. La dernière estimation du déficit (13 milliards) risque de pécher par optimisme. Quant aux dépenses d'assurance-maladie, elles ont sensiblement progressé en octobre. Sur les douze derniers mois, elles ont enregistré une hausse de 7,1 %.

JEAN-MICHEL NORMAND

EN BRIEF

■ Nouveau saccage des bureaux de la direction de la Société métallurgique de Normandie. - Plusieurs centaines de sidérurgistes de la SMN ont une nouvelle fois saccagé, jeudi 28 novembre, les bureaux de la direction de cette filiale d'Unimétal installée à Monderville (Calvados). Ces incidents ont notamment empêché la réunion du comité central d'entreprise extraordinaire, au cours de laquelle la direction devait détailler les mesures sociales accompagnant la fermeture de cette usine d'ici à fin 1994 (le Monde du 21 novembre).

■ Changement technique en décembre à Citroën-Rennes. - Près de 9 000 salariés des usines Citroën de Rennes (14 200 salariés) seront placés en chômage technique entre le 13 et le 20 décembre en raison de la « baisse continue » des com-

Pour se protéger du risque aérien

M. Gilbert Trigano
met le Club Méditerranée en déficit

Malgré une bonne saison d'été, le Club Méditerranée révélera, lors de l'exercice clos le 31 octobre, un déficit de 17 millions. La première perte de son histoire, mais une perte volontaire pour mettre le Club à l'abri des turbulences aériennes.

M. Gilbert Trigano, PDG du Club Méditerranée, n'est pas prêt d'oublier l'année 1991. Il y a eu la guerre du Kosovo, puis la guerre civile en Yougoslavie, qui ont fait plonger la fréquentation des villages du Club dans sept pays méditerranéens. Il y a eu surtout la tourmente qui a fait chavirer dans le « rouge » presque toutes les compagnies aériennes, et notamment les deux filiales du Club Méd, Minerve et Air Liberté.

M. Trigano s'est tout obstinément, laissant dire qu'il s'était trompé, que ses banquiers le lâchaient, que ses « gentils organisateurs » doublaient de capacité à diriger... Il a bataillé pour persuader ses actionnaires qu'il était vital que le Club tombe au-dessous de 20 % du capital dans ses deux filiales, afin de n'avoir pas à comptabiliser leurs pertes et que des augmentations de capital s'imposaient (le Monde du 26 octobre).

Le Club semblait alors sauvé, mais c'était sans compter avec l'instinct de conservation de son

fondateur, qui voulait, de plus, rajouter une touche de panache à son repère en bon touriste. Il avait pu clore l'exercice 1990-1991 sur un bénéfice d'un peu moins d'un centaine de millions de francs. Il a préféré solder en négatif cette année « noire », en provisionnant l'ensemble de sa part dans Minerve et Air Liberté, soit une centaine de millions. Cette mesure a pour résultat de provoquer un déficit de 17 millions de francs (395 millions de bénéfice au cours de l'exercice précédent), la marge d'autofinancement demeurant positive aux environs de 415 millions (760 millions en 1989-1990). « Puisqu'on a dit que nous nous étions trompés, nous avons choisi de nous tromper jusqu'au bout », a commenté M. Gilbert Trigano, qui ne cache pas qu'il a atteint ses buts : le secteur aérien ne représente plus le moindre risque et, au terme de cette purge, il peut même dégager d'importantes plus-values, lorsque la profession se remettra.

Le patron du Club a du mal à considérer cette « pirouette » aérienne comme une erreur. Qui pouvait pronostiquer l'effondrement du prix des avions d'occasion, la guerre des tarifs sur les Antilles et, pour tout dire, l'invasion du Kosovo par M. Saddam Hussein ? Comme il n'est pas prêt à lâcher la barre, il donne rendez-vous à ses détracteurs dans un futur proche.

ALAIN FAUJAS

Les Douze
ont progressé vers
l'union monétaire

Suite de la première page

Le seul problème qui demeure, et qui est le produit d'une maladresse de la présidence néerlandaise (1), a trait à la clause d'exemption (ou d'opting-out) prévue en faveur du Royaume-Uni. Les Britanniques ne sont pas en mesure aujourd'hui d'indiquer s'ils iront jusqu'au bout de l'exercice, c'est-à-dire jusqu'à la troisième étape, celle de la monnaie unique. Pour leur permettre de signer le nouveau traité, sans avoir à trancher maintenant sur l'opportunité d'opérer cet important transfert de souveraineté, M. Jacques Delors, président de la Commission européenne, avait eu l'idée de cette clause d'exemption. Le Parlement de Westminster, après avoir ratifié en 1992 le traité signé à Maastricht, sera donc appelé à se prononcer sur le passage à la troisième étape.

Dans le souci de ménager les Anglais, d'éviter de mettre en relief la timidité de leur adhésion, la présidence néerlandaise a proposé que ce droit de confirmer l'engagement pris, ou bien au contraire de revenir dessus, soit reconnu à l'ensemble des Douze. Le gouvernement britannique, qui n'en demandait pas tant, a applaudi, approuvé par le Parlement. Les Français et les Allemands, entre autres, contestent cette initiative, faisant valoir qu'une telle clause d'exemption généralisée supprime l'idée d'un engagement irréversible. Ils ont reçu l'appui inattendu, mais révélateur, de chambres de commerce euro-américaines (regroupant souvent des sociétés multinationales), qui ont protesté contre le projet néerlandais, faisant valoir que les entre-

prises avaient besoin, pour établir leur stratégie, d'un objectif très sûr. Si la présidence néerlandaise ne corrige pas le tir, cette question pourrait rester ouverte jusqu'au conseil de Maastricht. Néanmoins, même sur ce thème très politique, il n'y a pas d'opposition frontale, si bien qu'il est difficile d'imaginer qu'il y ait là motif à rupture.

Maturation
en deux temps

Sauf en cas d'échec des discussions sur l'union politique, on s'achemine donc vers l'adoption à Maastricht d'un traité instaurant de manière progressive, en trois étapes, une UEM entre les pays de la CEE selon un schéma proche de celui proposé en avril 1989 par le comité d'experts présidé par M. Delors. Ce sera la labellisation d'un processus de maturation en deux temps (la préparation de la conférence intergouvernementale jusqu'en octobre 1990, la conférence elle-même ensuite), l'ajustage de bout en bout par les réticences britanniques et freiné aussi parfois par les inquiétudes allemandes.

Après avoir tenté, en vain, de retarder la conférence intergouvernementale, les Anglais, sans faire vraiment de l'obstruction et en participant activement aux débats, ont fait sans relâche de l'« agit-prop » contre le projet du comité Delors, multipliant les réserves techniques, cherchant constamment à opposer les délégations, soulignant à l'envi les risques de l'exercice. Peu soucieux d'être isolés, mais hostiles à un transfert de souveraineté qu'ils réduisent, croient-ils, leur opinion publique, ils auront cherché jus-

Afin de surmonter la crise

M. De Benedetti
réorganise Olivetti

M. Carlo De Benedetti, président d'Olivetti, n'a pas fait traîner les choses. Il y a quinze jours à peine (le Monde du 13 novembre), l'« ingénieur » prenait la direction effective du constructeur informatique italien qui, pour la première fois en treize ans, avait essuyé des pertes (résultat net négatif de 73,7 milliards de lire, soit 366 millions de francs) au premier semestre 1991.

Aujourd'hui, celui qui est tout à la fois le manager et le principal actionnaire d'Olivetti (la CIR, son holding, contrôle 42 % du capital) annonce un plan de réforme des structures.

Cette réorganisation, a expliqué vendredi 29 novembre M. De Benedetti, doit permettre au constructeur d'« affronter les difficiles conditions du marché informatique », en contractant ses structures. Olivetti Office (produits bureautiques), Olivetti Systems and Networks (OSN) et Olivetti Technologies Group (PTG) disparaissent au profit d'une structure unique.

Trois directions centrales sont instituées : la direction centrale des opérations (responsable notamment de l'organisation commerciale), la direction centrale de l'administration publique et celle des opérations diversifiées. Toutefois, Olivetti Information Systems est maintenue en l'état.

qu'au bout à minimiser la portée du traité en gestation.

Quant aux Allemands, obsédés par la crainte d'être entraînés, par contagion, dans une gestion économique et monétaire peu vertueuse, ils ont souvent plaidé pour des solutions restrictives. S'en faisant écho, la présidence néerlandaise a proposé un projet qui aurait fait dériver l'UEM vers une sorte de club réservé aux seuls États membres riches et disciplinés. Devant le tollé suscité par ce projet, elle l'a vite retiré, enterrant du même coup l'idée d'une UEM à deux vitesses avec laquelle n'avaient cessé de flirter les Allemands, en général, et la Bundesbank, en particulier. Cela dit, le projet de traité tient largement compte des préoccupations allemandes, multipliant les mesures de prudence, les garanties et reportant à la troisième étape toute communisation de la politique monétaire.

Le gouvernement de Bonn a beaucoup insisté, d'entrée de jeu, pour que les Douze assignent à l'union un objectif de stabilité monétaire. Il y a à cet égard consensus : l'inflation est désignée comme l'ennemi à abattre, source certaine de désorganisation pour l'espace économique commun. L'instrument principal de cette politique de stabilité sera la banque centrale européenne, dont les Allemands ont obtenu, sans difficulté, qu'elle soit indépendante des gouvernements. Elle entrera en fonction au début de la troisième étape de l'UEM, et mettra en œuvre une politique monétaire commune au service d'une monnaie unique, l'écu.

Mais l'indépendance de la banque centrale ne peut aller jusqu'à l'absurde : la politique monétaire ne peut être que la politique de change, qu'il n'est pas toujours simple de conjuguer avec la politique monétaire intérieure, doit faire l'objet d'une concertation étroite entre la banque centrale et les autorités politiques, à savoir le conseil des ministres des finances. Les États membres, et en particulier la France et l'Allemagne, avaient des points de vue divergents sur la répartition des compétences entre l'une et l'autre, mais un rapproche-

Manifestations contre la réforme portuaire

Deux journalistes sont blessés
par des dockers à Marseille

Comme elle l'avait annoncé, la Fédération CGT des ports et docks (qui regroupe la quasi-totalité des 3 300 dockers français) a rejeté les propositions de réforme portuaire rendues publiques par le gouvernement le 28 novembre (le Monde du 29 novembre). La fédération a appelé à une grève dimanche 1^{er} et lundi 2 décembre, son secrétaire général, M. Daniel Lefebvre, précisant que « les suites du mouvement seront décidées le jeudi 5 décembre ».

Mais dès le vendredi 29 novembre, à Fos, Dieppe, Calais, Dunkerque, notamment, des actes de travail ont eu lieu sur les quais. A Marseille, à l'issue d'une manifestation devant la mairie et à l'occasion d'une rencontre avec la presse, un ouvrier portuaire a violemment pris à partie et frappé deux journalistes, Jean-Luc Crozet (le Méridien) et Michel Le Tallec (le Progrès). Ce dernier a été gravement blessé à l'œil.

Les dockers refusent catégoriquement de devenir des travailleurs mensuels dans les entreprises de manutention, comme dans les autres secteurs économiques, et les négociations décentralisées port par port proposées par le secrétaire d'Etat à la mer, M. Jean-Yves Le Drian. Malgré l'importance de la Fédération CGT des ports et docks, dont les mots d'ordre sont en général très bien suivis, il

apparaît que dans certains ports - Brest, Roscoff, Le Havre - des négociations pourraient s'engager à bref délai entre les dockers locaux, les entreprises et les autorités portuaires. A Ajaccio, les 57 dockers estiment être « des préposés du futur statut » puisque, depuis le 1^{er} juin, ils sont embauchés par une entreprise locale et soumis aux règles de la mensualisation.

M. Vincent Bolloré, qui contrôle désormais Delmas-Vieljeux, a déclaré « approuver la démarche et les propositions de M. Le Drian. Ces propositions sont pragmatiques et adaptées à la diversité de la situation. Elles constituent un espoir pour les utilisateurs des ports ».

Si l'hospitalité des dockers pour leur emploi est explicable, voire compréhensible, si leurs actes de travail et manifestations sont naturels, voire légitimes, les violences et vols de fait de quelques individus à l'encontre des représentants de la presse sont inadmissibles et témoignent de manière à rendre leur « combat » franchement impopulaire. Dialogue, sang-froid et réalisme économique et social devraient désormais inspirer l'état d'esprit des dockers et de leur fédération, qui, au sein de la CGT, est un « Etat dans l'Etat ». L'Union départementale CGT des Bouches-du-Rhône l'a nettement laissé entendre le 30 novembre en indiquant qu'elle « déplorait » les violences et recherchait « le dialogue » avec les journalistes. - F. G.

ques», comme la Grèce. Durant des mois, les principales controverses entre les Douze ont concerné le contenu de la deuxième étape, prévue pour le 1^{er} janvier 1994, et, d'ailleurs, encore, le passage de la deuxième à la troisième étape. Les Français, renonçant à ce que la banque centrale européenne soit mise en place dès la deuxième étape (ce dont ne voulaient pas entendre parler les Allemands), ont accepté de se contenter de l'installation d'un institut monétaire européen (IME) aux pouvoirs limités : préparer, sans grands moyens, le passage à la troisième étape et promouvoir le rôle de l'écu.

Au plus tard le 31 décembre 1996, les Douze, instruits de deux rapports de l'IME et de la Commission, décideront ou non de passer à la troisième étape, c'est-à-dire à la monnaie unique. Tout le monde est d'accord pour que le conseil européen joue un rôle central dans le processus de décision précédant ce passage à la troisième étape. C'est là la seconde mission-clé que lui assigne le traité. Il reste à en préciser les modalités avec le souci qu'aucun État membre ne puisse par son veto faire obstacle à ce franchissement décisif. La répartition qui sera retenue indiquera probablement que le conseil européen donnera des orientations sur le nombre de pays capables de subir le choc de la monnaie unique et sur la date de l'événement. Sur cette base, le conseil des ministres des finances décidera à la majorité qualifiée. C'est à ce moment-là que le Royaume-Uni (bien sûr dans l'hypothèse où il aurait été déclaré bon pour le passage) pourrait faire jouer la fameuse clause d'exemption.

Les pays membres dont les performances ne seront pas encore satisfaisantes pour rejoindre le peloton de tête resteront dans la course, mais il faudra organiser les relations entre les deux groupes.

PHILIPPE LEMAITRE

(1) Les douze membres de la CEE assument à tour de rôle la présidence de la Communauté pour une durée de six mois. Après les Pays-Bas, le Portugal prendra la présidence au 1^{er} janvier 1992.

Numéro un européen de l'agro-alimentaire

Nestlé lance une OPA
pour s'emparer de Vitell

Nestlé succombe aux vertus de l'eau minérale. Le groupe suisse, numéro un de l'agro-alimentaire en Europe, vient de lancer une offre publique d'achat sur la Société générale des eaux minérales de Vitell, société dont il détenait déjà 52,49 % du capital (56,47 % des droits de vote).

Cette OPA a été annoncée vendredi 29 novembre par un communiqué de la Société des Bourses françaises (SBF). La cotation du titre a été suspendue à la Bourse de Nancy. Nestlé propose 953 francs par action de première catégorie et 476,50 francs par

action de deuxième catégorie, amortie de 50,40 francs ou de 48 francs.

Les intentions de la famille de La Motte-Bouloumié, deuxième actionnaire de Vitell avec 20 % du capital, ne sont pas encore connues.

Cette OPA intervient au lendemain de celle lancée par l'IFINT, holding luxembourgeoise de la famille italienne Agnelli, sur les deux tiers du capital du groupe Exor, qui contrôle notamment la Source Perrier.

REVUE DES VALEURS

SEMAINE DU 25 AU 29 NOVEMBRE

PARIS

Défiance

Après la malaise de la semaine passée (-6,7 %), la place parisienne ne pouvait qu'améliorer son score sur la période qui vient de s'écouler tant il paraissait difficile de faire plus morose. Le début de la semaine a été placé sous le signe de la reprise : plutôt timide lundi, avec une avance de 0,11 % ; nettement plus marquée mardi, avec un gain de 1,48 %.

Estimant, sans doute, que l'effort fourni était suffisant pour atteindre sans trop d'encombre la clôture de vendredi, la progression en reste là. Mercredi, des rumeurs venues de l'ex-URSS sur les possibilités d'un nouveau coup d'État firent passer au second plan une balance commerciale française excédentaire. Rumeurs soviétiques contre réalité française, l'Est tira de nouveau l'indice vers le bas (-0,63 %). On n'observa guère d'amélioration le lendemain, où l'indice, bien installé dans le rouge, abandonna 0,17 %. La dernière séance de la semaine fut à l'image des deux précédentes : à la baisse, avec un recul de 0,87 %. Ainsi, d'une semaine sur l'autre, l'indice des quarante principales valeurs aura finalement abandonné 0,08 %.

Qu'attendent donc les boursiers ? On finit par s'interroger. La semaine fut fertile en événements qui, en d'autres temps, auraient nettement redynamisé le marché, mais rien n'y fit. On peut citer, dans l'ordre, le début du nouveau terme boursier, souvent

favorable, et le lancement de plusieurs offres publiques d'achats (OPA), généralement génératrices d'activité. D'autres événements auraient dû rassurer les opérateurs, comme l'excédent « surprise » de la balance commerciale française pour le mois d'octobre, une reprise de la consommation des ménages sur la même période et, enfin, un *status quo* outre-Rhin en matière de politique monétaire.

Au lieu de cela, l'attente a prévalu. Les opérateurs ont continué d'avoir les yeux tournés vers les États-Unis et la toujours très espérée reprise... Or, cette reprise américaine continue à se faire attendre. Selon des prévisions révisées de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), rendues publiques mardi 26 novembre, elle devrait être encore plus faible et plus lente que prévu après une récession « douce », même s'il est exclu que l'économie américaine retombe dans la récession.

Le retour des OPA

Désormais, on compte sur une croissance qui ne dépasserait pas 2,8 % pour 1992 et un taux légèrement supérieur à 3 % en 1993. Pour la société de Bourse Didier Philippe, c'est précisément cette anticipation de la reprise, faite par Wall Street et non confirmée, qui a poussé les investisseurs institutionnels américains à vendre massivement le 15 novembre.

A contrario, Paris, qui reste la place la moins chère d'Europe,

n'a pas, au contraire de la place new-yorkaise, anticipé de reprise économique. Une éventuelle prolongation de la baisse rendrait notre place très attrayante, notamment pour les capitaux étrangers qui quitteraient Wall Street. Cela étant, cette atmosphère de crise boursière rend impossible la décongestion des marchés. Pour le court terme, la prévision se résume à essayer de savoir à quel niveau Wall Street et le dollar se stabiliseront.

Du côté des valeurs, la semaine aura été effectivement riche en péripéties. La dernière aura été la vive progression de Total - à la différence des autres valeurs pétrolières, - s'ajoutant 6 % lors de l'ultime séance pour un volume non négligeable de 276 000 titres. Cette nouvelle hausse est liée en fait à l'introduction, lundi 26 novembre, de la valeur pétrolière dans la composition de l'indice CAC 40. Un analyste confirmait que les gérants de Sicav indiciaires - Sicav qui répliquent en totalité ou en partie l'indice - achetaient toujours avant ce type d'introduction.

La Rue Vivienne a aussi connu cette semaine deux opérations d'importance : l'offre publique d'achat de Pinaut sur le Printemps portant sur 66 % du capital au prix de 1 105 F par titre (le Monde du 27 novembre) et celle du groupe Agnelli sur Exor (Perrier), portant aussi sur les deux tiers du capital au prix de 1 320 F par action (le Monde du 28 novembre). Si elles n'ont pas réussi à donner un certain élan au marché, elles auront néanmoins

permis de mettre l'accent sur le sort réservé aux actionnaires minoritaires lors de ce type d'offre qui ne porte pas sur la totalité du capital.

A ce propos, lors de la clôture des premiers entretiens de la Commission des opérations de Bourse (COB), jeudi 28 novembre, consacrés à « l'information et l'épargne », M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie et des finances, s'est déclaré préoccupé précisément par la réglementation des OPA et par le traitement des minoritaires, relançant ainsi le débat. « Si faut changer le règlement, nous le changerons, mais avant tout il faut un consensus entre les sociétés cotées et le Conseil des Bourses de valeurs. Tant que l'unanimité sur l'obligation de lancer une OPA sur les 100 % du capital ne sera pas établie, nous ne modifierons pas le règlement », a déclaré le ministre, en ajoutant que « si l'occasion se présentait dans les mois ou les années à venir, la Commission des opérations de Bourse aurait son mot à dire ».

M. Bérégovoy a profité de l'occasion pour plaider une fois encore pour un marché des actions plus dynamique, déplorant « que les bons résultats du commerce extérieur soient moins importants qu'une toux venant de Wall Street ». Et, comme s'il était important de le rappeler pour s'en persuader, de conclure : la reprise est là, et elle sera amplifiée au cours des prochaines semaines.

FRANÇOIS BOSTNAVARON

NEW-YORK

Découragement

Plusieurs tentatives de reprise ont échoué à Wall Street, au cours de cette semaine réduite à quatre jours en raison du Thanksgiving Day.

Les investisseurs ont toujours du mal à surmonter le choc du mini-crash du 15 novembre, alors que des statistiques économiques mitigées n'ont pas calmé la crainte d'une rechute dans la récession.

Les milieux boursiers continuent à se montrer très prudents face à la menace d'une récession en deux temps, que les statistiques publiées cette semaine n'ont pas permis d'éliminer. En effet, les commandes de biens durables ont progressé de 3 % en octobre mais, à l'exclusion du secteur de la défense, la hausse n'est que de 0,7 % et la progression de 0,2 % des revenus des Américains ne s'est pas traduite par un accroissement de leurs dépenses, qui ont, au contraire, baissé de 0,3 %. D'autre part, la confiance des consommateurs est tombée en novembre à son plus bas niveau depuis 1980 et si les demandes d'allocations chômage ont diminué de 80 000 au cours de la semaine achevée le 16 novembre, ce chiffre n'a fait que compenser l'augmentation des deux semaines précédentes.

Selon les analystes, les fluctuations du Dow Jones sont principa-

lement dues aux programmes informatisés, les investisseurs institutionnels désirant protéger les gains substantiels qui avaient propulsé l'indice de tendance de record en record entre la fin de la guerre du Golfe et la mi-octobre. Leurs liquidations ont été modérément contenues par une demande sélective sporadique, stimulée par le fait que de nombreuses valeurs sont récemment tombées à leurs niveaux du début de l'année.

Indices Dow Jones du 29 novembre : 2 894,68 (c. 2 902,73).

	Cours 22 nov.	Cours 29 nov.
Alcoa	58 1/8	58 1/2
AT&T	36 1/4	36 1/4
Bearing	43 5/8	44 1/4
Chase Man. Bank	16 1/4	15
Du Pont de Nemours	44 3/8	44 3/8
Eastman Kodak	46 3/8	46 3/8
Exxon	57 3/4	58 5/8
Ford	24 5/8	24 1/8
General Electric	66 3/8	64 3/4
General Motors	30 7/8	30 3/4
Goodyear	49 3/4	47 7/8
IBM	94 3/4	92 1/2
ITT	52 3/4	51 3/4
Mobil Oil	65	64 3/4
Pfizer	68	66 1/4
Schlumberger	62 5/8	61
Texas	59 1/2	58 1/4
UAL Corp. (ex-Allego)	124	125
Union Carbide	17 7/8	17 1/2
United Tech.	46 5/8	47 5/8
Westinghouse	16	15 7/8
Xerox Corp.	61 5/8	62

TOKYO

Trois de baisse

Décidément, le Kabuto-Cho n'a pas le moral. Pour la troisième semaine consécutive, les cours des valeurs japonaises ont baissé, si bien baissé même que, pour la première fois depuis deux mois et demi, l'indice Nikkei est repassé sous la barre des 23 000 points.

La morosité a été quasi générale et il n'y eut que la journée de lundi pour se clore sur un bilan positif. Selon les professionnels, à mesure que la fin de l'année approche, les opérateurs refusent, pour la plupart, de s'engager. Beaucoup d'ont, redoutant une forte chute des cours avant le 13 décembre, date de l'expiration du contrat à terme sur indice et, de ce fait, restent prudemment à l'écart. La preuve en est : les courants d'affaires ne cessent de se réduire. Ces derniers jours, les transactions journalières ont porté, en moyenne, sur l'échange de 216,6 millions de titres (contre 280 millions la semaine précédente), pour un montant de 225,3 milliards de yens (contre 259,9 milliards).

Cette carence de l'activité est,

pour une bonne part, responsable de l'alourdissement de la tendance. Au cours du mois de novembre, le marché tokoyote s'est déprécié de 10 %, sans tenir compte de la baisse des taux d'intérêt. La situation va-t-elle perdurer au-delà de l'échéance du 13 décembre ? Les analystes pensent que le marché est prêt à réagir à la moindre opportunité. Mais celle-ci se présenterait-elle ? Cette opportunité pourrait être une nouvelle détente sur le front de l'argent. Un spécialiste de la Banque du Japon estime que la BOJ pourrait de nouveau abaisser son taux d'escompte au début de 1992, juste avant la venue du président Bush.

Indices du 29 novembre : Nikkei, 22 687,35 (c. 23 117,39) ; Topix, 1 731,30 (c. 1 764,77).

	Cours 22 nov.	Cours 29 nov.
Akai	1 830	826
Bridgestone	1 140	1 070
Casio	1 370	1 340
Fuji Bank	2 680	2 560
Honda Motor	1 480	1 490
Mitsubishi Electric	1 380	1 410
Mitsubishi Heavy	1 390	1 410
Sony Corp.	4 350	4 500
Toyota Motors	1 470	1 470

LONDRES

Tassement - 1 %

La Bourse de Londres a enregistré sa troisième semaine consécutive de repli, après être restée rivée toute la semaine aux progrès de la livre sterling et aux avancées des négociations pour le sommet européen de Maastricht.

Cette faiblesse persistante de la livre a contribué à l'inquiétude des investisseurs, qui ont complètement abandonné l'espoir d'un abaissement des taux d'intérêt d'ici à la fin de l'année. Finalement, l'intervention de plusieurs banques centrales européennes sur le marché des changes a calmé le jeu.

Les investisseurs étant rassurés, la tendance s'est redressée lundi et mardi. En revanche, le reste de la semaine a été marqué par l'inquiétude sur la situation en ex-URSS. Indices « FT » du 29 novembre : 100 valeurs, 2 420,2 (c. 2 446,3) ; 30 valeurs, 1 840,1 (c. 1 866,8) ; mines d'or, 171,4 (c. 169,8) ; Fonds d'Etat, 86,04 (c. 85,88).

	Cours 22 nov.	Cours 29 nov.
Bovater	6,72	6,78
BP	3,10	3,03
Charter	5,25	5,27
Comcast	4,73	4,69
De Beers	17,25	17,50
Glaxo	7,82	7,53
GUS	18,35	18,65
ICI	11,94	12,01
Reiters	5,70	5,83
Shell	5,06	4,97
Unilever	8,42	8,21
Vickers	1,56	1,50

FRANCFORT

Résistante - 2,1 %

Malgré le vent de déprime qui souffle sur les marchés allemands, la Bourse de Francfort a plutôt bien résisté, l'indice Dax ne cédant que 33,69 points en finissant à 1 566,57 points. L'attention des opérateurs s'est portée sur la situation financière de l'ex-URSS, dont les difficultés de remboursement inquiètent les boursiers allemands. La moitié de la baisse serait imputable à ce facteur, estiment des intervenants. De plus, l'accélération de la hausse de l'inflation, qui est revenue au-dessus de 4 % en glissement annuel, n'a pas rassuré les investisseurs.

Comme c'est le cas depuis la rentrée de septembre, les volumes d'échanges sur les places allemandes sont demeurés réduits. Cette semaine, les échanges ont totalisé 22,36 milliards de deutschemarks, bien faible score comparé aux 20,14 milliards de DM échangés la semaine précédente qui ne comptait que quatre séances.

Indices du 29 novembre : DAX, 1 566,57 (c. 1 600,26) ; Commerzbank, 1 814,60 (c. 1 861,20).

	Cours 22 nov.	Cours 29 nov.
ABF	202,28	204
BASF	231,59	229,60
Bayer	278,50	274
Commerzbank	247	243
Deutschebank	664	655,00
Hoechst	228,10	225,50
Karstadt	653	630
Mannmann	256,50	241,50
Siemens	631,60	610
Volkswagen	318,58	303,28

Alimentation

	29-11-91	Diff.
Béghin-Say	570	-14
Bougain	2 519	28
BSN	950	-3
Carrefour	2 114	+15
Casino, G. Per.	136,30	+0,90
Guyenne-Gasc.	1 310	+5
LMH	4 009	+37,50
OTM	351	-7
Pernod-Ricard	1 232	+22
Promodis	2 646	-24
Saint-Louis	1 228	+11
Source Perrier	1 270	+83
Nestlé	32 440	+40

Banques, assurances

	29-11-91	Diff.
AGF	470	-1
AXA (ex-Cie Midl)	833	+13
Bail Equipement	108,90	+5,50
Banque (C)	452	-11
Cedex	620	+8
CCT	158,50	+5,20
CFF	927	+16
CIF	306	-8
Chargours	915	+16
CPR	247	+13,10
Eurafrance	1 351	+96
GAN	1 671	+1
Loiret	730	inch.
Paribas	369	+6
Schneider	625	-12
Société générale	448	+4,30
Sovex	732	-15
Suez (C fin.)	286	+9,10
UAP	480,70	+13,20

Bâtiment, travaux publics

	29-11-91	Diff.
Axial, d'entr.	1 025	-2
Bouygues	525	-9
Ciments français	292,5	+2,5
CTM	351	-11
Immat. Phénix	158,7	+0,7
J. Lefebvre	816	-1
Laforge-Coppée	303	-9
Polis	386	+1
SGE-SB	215	+7

Mines, caoutchouc

	29-11-91	Diff.
Géophysique	605	-64
Indral	220	-7
Métallurg.	69	+1,80
Michelin	123	-2
RTZ	50,60	+0,90
ZCI	1,72	+0,04

Matériel électrique

	29-11-91	Diff.
Alcatel-Alsthom	564	-12
CSE	204,00	-28,10
Général des caux	2 037	-133
Intertechnique	625	+25
Labinal	735	-38
Legrand	3 805	-15
Lyon, des caux	477,10	-23,90
Matra	159,30	-1,30
Merlin-Gérin	495	+16,90
Moulinex	150	-5
Radiotechnique	497	-37
SEB	1 663	-37
Sext-Avionique	198,10	-9,90
Thomson-CSF	143	+2,70
IBM	528	+1
ITT	292	+0,50
Schlumberger	337,30	+10,20
Siemens	2 081	-32

Mines d'or, diamants

	29-11-91	Diff.
Anglo-American	229	+6,40
Esau	407,80	+3,10
Bul. Gold M.	62,80	-1,45
De Beers	172	+2
Dried. Cons.	74,70	+2,25
Conoco	23,30	+0,15
Harmony	35,30	-1,70
Randfontein	29,65	+0,15
Petrobras	1 706	+74
Santa-Helena	41,25	+0,25
Western Deep	230	+8

Pétroles

	29-11-91	Diff.
BP-France	130	-2
ELF-Aquitaine	380,80	-19,30
Esso	630	+17
Primagaz	566	+1
Sogehp	358	+7
Total	1 049	+55
Exxon	326,40	+3,80
Petrobras	1 706	+74
Royal Dutch	434	-6,10

Produits chimiques

	29-11-91	Diff.
Inst. Mérieux	4 410	+40
Roussel-Uclaf	1 830	-20
Synthelabo	1 044	+2
BASF	781	+1
Bayer	928	-18
Hoechst	766	-14
Imp. Chemical	116,70	-0,30
Norsk Hydro	111,20	-18,90

Métallurgie, construction mécanique

	29-11-91	Diff.
Alsip	321	-0,10
Dassault Aviation	315	-10
De Dietrich	325	+25
Fives-Lille	323	+13
Conco	560	-60
Penhoët	586	+19
SAE	1 650	+15
Strat. Focott	724	-8
Valco	565	+15
Vallourec	265	+4

Valeurs diverses

	29-11-91	Diff.
Accor	673	-16
Air liquide	638	-4
Bic	605	-21
Bis	276	-21
CCIP	649	+9
Club Méd.	405	-1
Essilor	308	-13
EuroDisney	129	-0,3
Europe 1	879	-19
Eurotunnel	39	+0,1
Groupe Cité	430	-8
Hachette	172,5	+10,5
Havas	447,5	+1,5
Marine Wende	291,5	+22,4
Navigation mixte	120	-20
Nord-Est	97,8	-5
L'Oréal	683	+2
Saint-Gobain	423	-4
Sanofi	967	+17
Sauvies Châtillon	218,5	-1,5
Skin Rosignol	816	+17

MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 29 novembre 1991
Nombre de contrats : 81 067

COURS	ÉCHÉANCES			
	DÉC. 91	MARS 92	JUIN 92	SEPT. 92
Premier	105,90	106,04	106,54	-
+ haut	106,02	106,14	106,64	-
+ bas	105,80	105,98	106,54	-
Dernier	105,86	106,02	106,56	-
Compensation	105,86	106	106,56	106,42

LE VOLUME DES TRANSACTIONS (en milliers de francs)
Cours du vendredi au jeudi

	22-11-91	25-11-91	26-11-91	27-11-91	28-11-91
RM	3 952 848	2 595 208	1 802 662	1 865 883	1 864 335
Comptant	10 848 457	9 767 675	5 639 882	4 912 432	6 029 989
R. et obl. Actions	100 784	119 339	122 982	114 569	98 854
Total	14 902 089	12 482 222	7 565 526	6 892 882	7 993 178

INDICES QUOTIDIENS (INSEE base 100, 28 décembre 1990)

	11-12	11-11	11-10	11-09	11-08

CRÉDITS, CHANGES, GRANDS MARCHÉS

MARCHÉ INTERNATIONAL DES CAPITAUX

L'Espagne, le franc et l'écu

L'Espagne est assurément le pays étranger qui aura contribué le plus au développement du marché international des capitaux. En l'espace d'un an, le Trésor de Madrid a émis deux euro-emprunts, tous les deux libellés en francs. Celui de novembre 1990 portait sur 3 milliards de francs. Le plus récent, qui date de ces derniers jours, se monte à 6 milliards. On attend de cette nouvelle affaire qu'elle exerce sur d'autres débiteurs de premier plan le même effet d'entraînement qu'avait exercé la précédente. La preuve est maintenant faite que le marché du franc est une des rares sources de financement susceptibles de répondre aux exigences des États, des grandes entreprises gouvernementales ou des organisations internationales de développement, qui ont d'énormes besoins de fonds.

Emis mercredi 27 novembre, le nouvel emprunt espagnol viendra à échéance en 2004. Il coûte à l'Espagne, tout compris, 9,46 % l'an. Ce n'est pas très cher pour un pays qui, sur son propre marché national, en pesetas, n'est en mesure de lever des fonds que pour des durées de dix ans, au maximum, et doit pour cela servir un intérêt de l'ordre de 11,30 %. Pour leur part, les investisseurs peuvent compter sur un rendement de 40 points de base (ou centième de point de pourcentage) de plus que celui qui procure les fonds d'État français. La direction de l'opération est conjointement assurée par le Crédit lyonnais et la Caisse des dépôts.

Il convient de préciser que cette transaction s'est substituée à une émission en écus. Madrid entendait au départ lancer cet automne un gigantesque emprunt libellé en unité européenne. Ce plan a été abandonné quand, en septembre, les discussions relatives à la définition, et donc à la valeur de l'écu, qui est un panier de monnaies, soulevaient des controverses si vives qu'elles entretenaient un cli-

Les prêts communautaires

Récemment, parmi les partisans déclarés de l'écu, seuls deux emprunteurs se sont aventurés à émettre de grandes transactions en unité européenne, les Trésors italien et français. De nombreux autres débiteurs se sont désistés et ont trouvé des solutions de remplacement. L'Espagne n'est de loin pas seule dans son cas. La Belgique en a fait autant et leur exemple pourrait être suivi par d'autres qui songent à se procurer des ressources cette année encore.

A ce sujet, on s'interroge sur les intentions du débiteur considéré comme le meilleur du monde, la Communauté économique européenne. Aucun engagement officiel n'a jamais été pris mais la position de la Commission de Bruxelles a

toujours été très en faveur de l'utilisation de l'écu, de préférence à toute autre monnaie, particulièrement lorsqu'il s'agit de lever des fonds destinés à être réprisés à des pays qui ne sont pas à même de se présenter directement sur le marché des capitaux.

D'ici à la fin de 1992, les services de la Commission des Communautés européennes auront à emprunter quelque 3,5 milliards d'écus sur le marché international pour répondre aux engagements déjà pris ou à ceux qu'il est prévu de prendre dans le cadre de l'aide financière à des pays tiers. C'est une somme très importante qui équivaut à environ 24 milliards de francs français. En grande partie, pour 1,25 milliard d'écus, ces fonds devraient être prêtés à l'Union soviétique et ses Républiques. Les Douze ont clairement affirmé leur intention à cet égard mais rien n'a encore été formellement décidé. Ce projet ne devrait donc se concrétiser que l'an prochain. Il en va de même pour une autre affaire, un prêt de 190 millions d'écus qui, certes, vient d'être signé mais dont le destinataire, la Roumanie, n'entend pas faire usage avant 1992.

Par contre, deux opérations financières devraient être conclues cette année encore. L'une portant sur 250 millions d'écus correspond à la première tranche d'un prêt communautaire à l'Algérie et l'autre, de 160 millions d'écus, devrait être effectuée pour le compte d'Israël. Il faut préciser dans ce contexte que le crédit de 5 millions d'écus qui, mardi 27 novembre, a été consenti à la Banque soviétique pour le financement du commerce extérieur a été accordé par un groupe d'établissements financiers placé sous la direction de la Deutsche Bank. Le rôle de la Communauté dans cette opération n'est pas de fournir les fonds mais d'apporter sa garantie.

CHRISTOPHE VETTER

DEVISES ET OR

L'ombre de Moscou

Dollar en hausse, deutschemark en baisse : on a rebattu les cartes, cette semaine, sur les marchés des changes, où les nouvelles ou rumeurs inquiétantes en provenance de l'ex-URSS sont venues doper une devise américaine - qui reste fondamentalement orientée à la baisse - et affaiblir une monnaie allemande ultra-sensible à tout ce qui vient de l'Est. D'un vendredi à l'autre, le cours du « billet vert » est passé de 1,58 DM à près de 1,63 DM et de 5,41 francs à 5,56 francs, après avoir froissé 5,59 francs, retrouvant ses niveaux initiaux. Dans des marchés, toutefois assez creux, les variations ont été fortes, de nature à éprouver les nerfs des opérateurs.

En début de semaine, le dollar commença par fléchir, après la déclaration du gouverneur de la Banque du Japon, M. Yasushi Miemo, suivant laquelle le yen devrait se raffermir pour freiner l'augmentation vertigineuse de l'excédent commercial nippon. Puis, coup sur coup, plusieurs événements se produisirent, qui inversèrent la tendance. Tout d'abord, le ministre allemand de l'économie, M. Jürgen Möllemann, laissant entendre que les exportateurs de RFA souhaitaient une parité de 1,60 DM-1,70 DM pour un dollar, qui « reflète bien les parités économiques entre l'Allemagne et les États-Unis » - sous-entendu, une parité inférieure leur est nuisible.

Ensuite, et surtout, la rumeur se répandit que le ministre des affaires étrangères soviétique, M. Edouard Chevardnadze, aurait

mis en garde contre la possibilité d'un nouveau coup d'État en URSS. S'y ajoutaient des bruits selon lesquels la Banque centrale et la Banque du commerce extérieur se trouveraient à court de liquidités en roubles, comme en devises, bruits partiellement confirmés. Du coup, le spectre de troubles à l'Est réapparut, aux dépens, naturellement, du mark, monnaie d'un pays très proche de l'ancien empire russe, et au profit du dollar, logiquement bénéficiaire d'une telle situation. Au début du mois d'octobre 1990, lors de l'écroulement de la crise du Golfe, on avait pu voir le cours de la devise américaine bondir brutalement, et temporairement. De plus, beaucoup de bons analystes estiment que l'année prochaine, l'ex-URSS sera dans l'impossibilité totale d'honorer ses dettes internationales, faute de devises nécessaires.

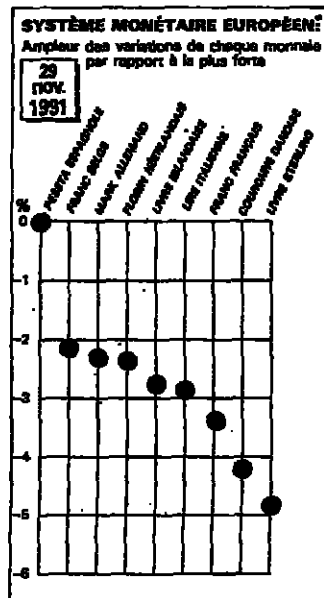
Le franc se ressaisit

Plus que jamais, donc, les nouvelles en provenance de Moscou pèsent de tout leur poids sur le marché des changes. La remontée du dollar, et donc la baisse du mark, ont atténué sensiblement les tensions du Système monétaire européen. Le franc français d'abord, qui avait très mal commencé la semaine, remontant presque au niveau où il se trouvait au début de la semaine dernière, a gagné 1,25 franc par rapport à la semaine précédente.

COURS MOYENS DE CLOTURE DU 22 NOVEMBRE AU 29 NOVEMBRE (La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente.)

PLACE	Libre	S.E.U.	Franc français	Franc suisse	D.M.	Franc belge	Franc italien	Libre
New-York	1,740	-	17,920	66,664	61,439	2,959	54,556	8,816
Paris	1,795	-	18,467	70,825	65,657	3,069	55,997	8,833
Bruxelles	1,804	-	18,500	-	37,317	34,263	16,519	34,263
Zurich	1,813	-	18,516	-	38,925	36,584	16,519	34,263
Amsterdam	1,813	-	18,516	-	38,925	36,584	16,519	34,263
Milan	1,813	-	18,516	-	38,925	36,584	16,519	34,263
Tokyo	1,813	-	18,516	-	38,925	36,584	16,519	34,263

A Paris, 100 yens étaient cotés, le vendredi 29 novembre, 4,2753 F contre 4,1861 F le vendredi 22 novembre 1991.



MATIÈRES PREMIÈRES

Le caoutchouc à plat

Récession mondiale, crise de l'automobile, déprime du bâtiment, il n'est guère surprenant d'assister à la baisse continue des cours mondiaux du caoutchouc, matière première de la croissance et du mouvement. L'indicateur composite, moyenne établie au vu des prix quotidiens fixés à Londres, New York, Singapour et Kuala-Lumpur, s'établissait en fin de semaine à 219 ringgits pour le kilo de feuille fumée numéro un (la qualité de référence). En début d'année, les cotations étaient de l'ordre de 240 ringgits.

Les professionnels s'accordent à reconnaître que l'offre dépasse la demande, espérant peu, dans un tel contexte, une remontée des prix de la gomme naturelle. Sauf décision spectaculaire - la Malaisie brandit la menace d'un système de quotas voire d'un embargo sur ses exportations - le marché devrait poursuivre son érosion. Premier producteur mondial, la Malaisie est aujourd'hui aux prises avec de nombreuses difficultés. A mesure qu'elle s'industrialise, les coûts de sa main-d'œuvre ont fortement augmenté. Le manque relatif d'employés dans les plantations a entraîné un flux d'immigration indonésienne. Au total, trois millions de Malais dépendent de la santé de la gomme naturelle et ce dossier est traité au plus haut niveau politique à Kuala-Lumpur.

Le ministre des industries pri-

maires, M. Lim Keng Yaik, a récemment accusé les grandes firmes de pneumatiques de s'entendre entre elles pour maîtriser les prix à un bas niveau. Attaque classique, toujours difficile à prouver, mais qui traduit le malaise... malais. Kuala-Lumpur aimerait renégocier les conditions de l'accord international sur le caoutchouc avant son expiration, prévu pour le début de 1993. Une procédure anticipée qui viserait à transformer cet accord de stabilisation des prix en un instrument de soutien.

Certains professionnels contestent cette approche. Si l'accord sur le caoutchouc, à la différence des autres mécanismes sur le café, le cacao, l'étain ou le sucre, a pu résister aux fluctuations mondiales et aux crises financières, c'est précisément grâce à la sagesse de ses objectifs. Il a stabilisé les prix à des niveaux réalistes, à l'aide de fourchettes souples d'intervention, à des niveaux reflétant la réalité du marché. Il n'a jamais été question, par cet accord, de soutenir les prix coûte que coûte, et cette lucidité a empêché des dérapages incontrôlés.

Des prix défilant toute concurrence

« L'INRO (1) est un succès. C'est le seul accord qui a permis de rembourser de l'argent aux États membres, cinq ans après sa création, témoigne un opérateur. Tous les consommateurs et les producteurs qui comptent en font partie. Mais si les Malais le transforment en mécanisme de soutien, ils s'exposent à la graine d'un nouveau désastre. » Pour l'heure, le stock régulateur représente entre 60 000 et 70 000 tonnes. Une centaine de milliers de tonnes supplémentaires pourraient être achetées au mois de décembre, mais l'effet sur les prix risque d'être décevant.

On prête pour l'instant peu d'attention aux prévisions optimistes de consommation présentées récemment à Yaoundé (Cameroun) par deux économistes néerlandais. Ces derniers envisagent une remontée des cours dans les dix prochaines années, parallèlement à un accroissement de la consommation de gomme synthétique, qui passerait de 3 millions à 3,75 millions de tonnes par trimestre d'ici à l'an 2000. Sans compter la demande des pays de l'Est, qui progresserait dans le même temps

de 650 000 à 750 000 tonnes par trimestre. Alors que le caoutchouc naturel a vu, ces dernières années, sa part remonter face au synthétique (le rapport est d'environ 1/3-2/3), les producteurs de gomme artificielle inondent actuellement le marché avec des produits défilant toute concurrence en termes de prix. C'est le cas des compagnies pétrolières mexicaines, argentines ou brésiliennes, qui écoulent de gros tonnages vers l'Europe et les États-Unis, pour compenser l'annulation des marchés de l'Est.

Le 27 novembre, les producteurs ruraux du Brésil ont, en outre, demandé au département du commerce extérieur une surtaxe de 15,9 % sur l'importation des fils de latex de Malaisie, utilisés dans l'industrie textile. « Le gouvernement malais finance non seulement les plantations d'hévéas mais toute l'infrastructure de commercialisation », explique le président des producteurs ruraux, précisant que sur les 120 000 tonnes de latex consommées annuellement par le Brésil, 30 % seulement proviennent de la production nationale.

ERIC FOTTORINO

(1) Organisation internationale du caoutchouc naturel.

■ CSECE : le GPG garde ses droits de vote. - Le tribunal de commerce de Nantes a décidé, vendredi 29 novembre, de ne pas priver le Groupement privé de gestion (GPG) de ses droits de vote au sein du groupe d'électronique professionnelle CSECE, comme l'avait demandé le groupe d'investisseurs Quadral de M. Yazid Sabeg. Quadral, qui a pris la présidence du conseil d'administration de la CSECE en mai et a lancé en septembre une OPA difficile sur l'intégrité des titres, avait voulu priver le GPG de ses 12 % de droits de vote dans la CSECE, en arguant que celui-ci n'avait pas déclaré dans les délais ses franchissements de seuil à la hausse. Cette décision est un nouveau revers pour Quadral, déjà débouté par la cour d'appel de Paris dans sa tentative de forcer Finamec, qui détient 49 % des deux principales filiales de la CSECE, à lancer une contre-OPA (le Monde du 22 novembre). M. Sabeg, président de Quadral et de la CSECE, a décidé de faire appel de cette décision et envisage de se pourvoir en cassation contre les décisions rendues par la cour d'appel de Paris le 20 novembre.

MARCHÉ MONÉTAIRE ET OBLIGATAIRE

Attente inquiète

Les États-Unis vont-ils faire encore baisser leur vote de l'argent, l'Allemagne, au contraire, est-elle susceptible de relever le sien, au risque d'écarter les investisseurs ? C'est la préoccupation majeure des opérateurs à l'approche d'une fin d'année qui se profile dans une épaisse incertitude. Ajoutez-y les rumeurs les plus diverses, tout à tour remaniées, du système monétaire européen, un coup d'État à Moscou, et on aura réuni tous les ingrédients pour d'assez fortes variations de cours sur les marchés.

Le MATIF, par exemple, chutait très lourdement vendredi 22 novembre, le cours de l'échéance décembre revenant, très rapidement, de 106,70 à moins de 106 et le rendement de l'OTAT à dix ans passant de 8,85 % à près de 9 %, niveau auquel il est resté jusqu'à la fin de cette semaine, à quelques nuances près. Ce dit MATIF, ce même vendredi 22 novembre, avait battu son record de transactions, avec près de 350 000 lots échangés, contre 325 000 le 16 octobre 1989.

Naturellement, les yeux restent fixés sur les États-Unis, où l'indice de confiance des consommateurs a chuté brutalement en novembre par rapport à octobre, cette chute reflétant la dégradation de l'activité industrielle à partir du mois d'août, après une reprise d'avril à juillet. Déjà, on prévoit une baisse de 3 % sur les ventes au détail pour Noël, qui représentent 36 milliards de dollars et qui avaient déjà reculé d'un point en 1990. Une « bonne » année, c'est une augmentation de 6 % à 10 %. Les marchés recommencent donc à croire à une nouvelle diminution des taux d'intérêt américains, qu'accompagnerait une baisse d'inflation.

En Allemagne, les négociations salariales se durcissent. Le syndicat de la métallurgie, le tout puissant I.G. Metall, maintient ses exigences - à savoir une augmentation de 10,5 % - et le patronat offre 9 %, jugés « totalement inacceptables » par les métallos, qui s'apprêtent à faire grève. C'est aussi 10,5 % que demandent les employés de banque, le patronat se limitant à 9 %, sur une proposition initiale de 3,8 %. Un son de cloche inquiétant a été donné, cette semaine, par M. Lothar Müller, gouverneur de la Banque centrale de Bavière et, à ce titre, membre du conseil d'administration de la Bundesbank. Il prévoit que l'inflation va s'accroître en Allemagne pour atteindre 4,50 % à 4,75 % d'ici le début 1992, et a indiqué que la masse monétaire M3 avait augmenté de 7,3 % au cours des trois derniers mois, son rythme de croissance se situant juste sous les 5 %, plafond fixé par la Bundesbank.

« Signal clair »

Il estime que la banque centrale devrait durcir encore sa politique, en raison d'une « très forte » expansion du crédit, supérieure à 10 %. Pour lui, le recours du secteur public à l'emprunt et les hausses de salaires mettent en danger la stabilité du système monétaire allemand. La Bundesbank pourrait, alors, se retrouver dans une situation où elle aurait à sacrifier la croissance de l'économie pour faire échec aux tensions inflationnistes, et serait contrainte d'envoyer un « signal clair », c'est-à-dire de relever ses taux directeurs. M. Müller est un conservateur archi-orthodoxe, pour qui l'inflation est véritablement le diable.

Comme M. Bérégovoy, ministre français des finances, l'avait officiellement annoncé (le Monde daté 24-25 novembre), la Banque de France a ramené de 3,5 % à 4,1 % le taux des réserves obligatoires sur les dépôts à vue, que les banques doivent constituer auprès d'elle sans rémunération. A partir du 1^{er} décembre, ces réserves diminueront d'environ 13 milliards de francs, ce qui représente, pour les banques, un gain d'environ 1,2 milliard de francs, de nature à compenser le manque à gagner résultant du maintien par les établissements de leur taux de base

(10 % depuis le 17 octobre), en dépit du renchérissement d'un demi-point du coût de leurs ressources.

Sur le marché obligataire, c'est la morosité, et, cette semaine, l'activité du moins à l'émission. En effet, seul le GOBTP, groupant des industries du bâtiment et de travaux publics, s'est présenté et encore pour un montant très réduit, 400 millions de francs. La menace de l'émission et le rendement très attractif, 9,40 % nominal et 9,62 % réel, ont fait qu'elle s'est enlevée en deux temps et trois mouvements, sous l'égide de la Caisse nationale du crédit agricole. Si les investisseurs institutionnels ont besoin de « papier » pour boucler leur tranche annuelle de placements avant la fin de l'année, notamment en première catégorie (fonds d'État et emprunts des entreprises publiques), les émetteurs restent sur la touche, jugeant trop élevés les rendements pratiqués actuellement sur le marché. Cela a été le cas, cette semaine, pour les Charbonnages de France.

Dans le domaine de la titrisation, les émissions s'arrêtent. Le Crédit foncier de France a mis sur le marché, pour la première fois en France, des prêts hypothécaires (le Monde du 20 novembre) pour un montant de 929 millions de francs, avec un rendement global de 9,75 % à 9,80 % sur six ans. L'opération a été un succès, le montant en question ayant été enlevé en une journée par des investisseurs institutionnels, tant étrangers que français. Le Cetelem, filiale de crédit à la consommation de la Compagnie bancaire, a rédivisé, tirant pour la première fois des prêts personnels pour une durée moyenne de 1,7 an, au taux STAN + 0,65 %, soit 10,05 % actuellement, placés à 75 % encore en fin de semaine. Ces émissions, sous la forme de parts de fonds communs de créances (FCC), ont été lancées sous la houlette du Crédit lyonnais, assisté de l'américain Bear Stearns.

FRANÇOIS RENARD

PRODUITS	COURS DU 29-11
Café (Londres) Trois mois	1 299,5 (+ 9,5) Livres/tonne
Aluminium (Londres) Trois mois	1 131 (- 49) Dollars/tonne
Nickel (Londres) Trois mois	7 175 (+ 15) Dollars/tonne
Soie (Paris) Mars	281 (+ 4) Dollars/tonne
Café (Londres) Janvier	419 (+ 22) Livres/tonne
Cacao (New-York) Décembre	1 185 (- 17) Dollars/tonne
Blé (Chicago) Décembre	348 (- 0,75) Cents/bushels
Mais (Chicago) Décembre	238 (- 2,5) Cents/bushels
Soy (Chicago) Décembre	177,6 (- 1,1) Dollars/bushels

Le chiffre entre parenthèses indique la variation d'une semaine sur l'autre.

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية

A Amiens

Incidents
entre fils de harkis
et policiers

Six policiers ont été blessés par des jets de pierres, vendredi 29 novembre, à Amiens, au cours d'un affrontement avec des manifestants, pour la plupart des fils de harkis, qui occupaient le local de la délégation aux rapatriés dans la préfecture de la Somme.

Les incidents se sont produits vers 23 heures, lorsque les forces de l'ordre ont évacué les manifestants, qui refusaient de quitter les lieux tant qu'ils n'auraient pas été reçus par une autorité préfectorale. L'un des fonctionnaires de police blessés a été hospitalisé.

□ Un «tour de France» à pied d'enfants de harkis. - La Coordination nationale harkie organise, à partir du 2 décembre, un «tour de France à pied, effectué par un groupe de douze enfants de harkis» pour «informer et sensibiliser l'opinion au problème harki» et «convaincre les parlementaires de déposer un projet de loi pendant cette session», a indiqué M. Ali Amir, secrétaire national de la coordination, vendredi 29 novembre à Angoulême. Les marcheurs quitteront Narbonne et traverseront Carcassonne, Toulouse, Agen, Périgueux, Bordeaux, Angoulême, Poitiers, Châtelleraut, Tours, Orléans et Chartres, pour rejoindre Paris le 19 décembre.

Alors qu'un contingent français a été envoyé au Bénin voisin

Les militaires putschistes ont regagné leurs casernes
à la demande du président togolais Eyadéma

Répondant à l'appel du président Eyadéma, les militaires putschistes ont regagné leurs casernes, samedi 30 novembre, et libéré le premier ministre, M. Joseph Kokou Koffigoh.

A Lomé, sur le boulevard du front de mer, bordé de cocotiers, deux blindés et un camion militaire étaient encore disposés en travers de la chaussée, vendredi soir. Un peu plus loin, devant les grilles d'une splendide demeure coloniale, un groupe de militaires faisait le pied de grue : c'est là, dans les locaux de la Primature, siège du gouvernement, qu'était gardé en otage, depuis jeudi matin, le premier ministre, M. Koffigoh. Ce dernier, comme nous l'a rapporté notre correspondant Jean Karim Fall, avait fait savoir, vendredi après-midi, qu'il ne «répondrait pas à l'ultimatum» des mutins, lesquels avaient enjoint au premier ministre et au président du Haut Conseil de la République (HCR), l'organe législatif provisoire, de se rendre avant samedi.

La situation s'est soudainement dénouée dans la nuit de vendredi à samedi. L'envoi de quelque trois cents militaires français, arrivés

vendredi matin sur l'aéroport de Cotonou, capitale du Bénin voisin, semble avoir infléchi la position du président togolais, le général Eyadéma, à qui les putschistes se référaient en permanence dans leurs communiqués.

Situation
incertaine

Cette déclaration du chef de l'Etat, diffusée peu après 22 h 30 sur les ondes de la radio nationale, suffira-t-elle à calmer les putschistes ? Le général Eyadéma, tout en renouvelant sa «confiance» à M. Koffigoh, lui a demandé «de procéder aux consultations avec toutes les sensibilités politiques, en vue de la formation d'un gouvernement d'union nationale de transition». Si le premier ministre accède à cette demande, une des exigences des mutins se trouvera satisfaite.

Jusqu'aux premières heures de la matinée, la situation est restée néanmoins incertaine tant à Lomé qu'en province. Selon un communiqué, capté par la BBC, l'armée aurait annoncé qu'elle s'était retirée de tous les points stratégiques de la capitale, à l'exception de la station de radio. Il a fallu attendre le milieu de la matinée avant que cette information se confirme, signe que l'appel présidentiel avait été entendu par les mutins. Cependant, selon l'envoyé spécial de l'AfP, des tirs nourris d'armes automatiques auraient éclaté, peu avant 6 h 30, dans un quartier de la capitale frontalier du Ghana.

On ignore s'il s'agit là d'un incident à la frontière ou d'une «simple» fusillade, les militaires mutins tirant en l'air en quittant leurs positions. La tâche des journalistes est d'autant plus ardue que tous les déplacements sont limités et que les communications téléphoniques interurbaines avaient été brutalement coupées, samedi, à partir de 6 heures. Selon l'AfP, tous les militaires avaient regagné leurs casernes, samedi peu avant midi, et libéré le premier ministre.

Au Cambodge

M. Hun Sen se sent «responsable» de l'attaque
contre les dirigeants khmers rouges

A la suite des graves incidents qui avaient contraints les dirigeants khmers rouges à fuir Phnom-Penh, le 27 novembre, la Thaïlande a appelé, vendredi 29 novembre, les Nations unies à renforcer rapidement leur présence au Cambodge. L'ancien premier ministre, M. Son Sann, chef du FNLPK, a également réclamé que l'APRONUC (Autorité provisoire de l'ONU pour le Cambodge) arrive sur place le plus rapidement possible.

D'autre part, M. Hun Sen, premier ministre, a déclaré vendredi à l'AfP qu'il se sentait responsable de la

récente attaque de la foule contre M. Khieu Samphan. «Je regrette beaucoup ce qui est arrivé et c'est ma responsabilité. Nous sommes conscients (de cette responsabilité) car nous ne pouvons accepter que l'accord de paix échoue ou que le siège du Conseil national suprême soit démantelé de Phnom-Penh». Il a enfin estimé nécessaire le retour dans la capitale des dirigeants khmers rouges, MM. Khieu Samphan et Son Sen, pour que le CNS puisse reprendre ses activités. - (Reuters, AFP.)

Au Japon

Schisme entre le mouvement Soka Gakkai
et la secte bouddhiste Nichiren shoshu

TOKYO

de notre correspondant

La secte bouddhiste Nichiren shoshu a annoncé, vendredi 29 novembre, qu'elle excluait de sa communauté la Soka Gakkai, association de croyants qui lui était affiliée depuis sa création et est devenue aujourd'hui l'une des plus florissantes des nouvelles religions japonaises. Organisation controversée au Japon, la Soka Gakkai, qui

affirme regrouper huit millions de foyers, s'était vue «recommander» par Nichiren shoshu, le 7 novembre, de se dissoudre en raison d'agissements «incompatibles avec sa doctrine». Dans sa nouvelle lettre, la secte écrit : «Constatant que la Soka Gakkai n'a pas fait preuve du moindre signe de repentir (...) nous avons décidé de rompre tout lien avec elle». Rejetant comme «nulle» ce qui équivalait à une excommunication, la Soka Gakkai exige la démission du supérieur du temple Daishiki-ji, siège de Nichiren shoshu.

Les tiraillements entre Nichiren shoshu - secte dissidente de l'une des branches du bouddhisme japonais (Nichiren-shu) - créée au treizième siècle par le moine Nichiren, et la Soka Gakkai, fondée dans les années 30, sont anciens. Ces derniers temps, la partie de «bras de fer» était devenue évidente. A la fin de l'année dernière, M. Daisaku Ikeda, président honoraire de la Soka Gakkai, avait été exclu des instances dirigeantes des organisations laïques dépendant de Nichiren shoshu.

Trafic de tableaux
de Renoir

Consultés le mois dernier, les bonzes s'étaient déclarés à une écrasante majorité en faveur de sanctions. Parmi les agissements dénoncés par Nichiren shoshu figurent les affaires financières dans lesquelles est impliquée la Soka Gakkai et qui auraient «gravement affecté la confiance en la secte». La Soka Gakkai a contre-attaqué en dénonçant la vie «corrompue» des moines.

Le 7 novembre, Nichiren shoshu dénonçait «toute une série de scandales et de comportements anti-clocaux, tels que l'obstacle à certaines publications ou l'affaire des écoutes des conversations téléphoniques du président honoraire du PC. A une date plus récente, on peut mentionner (...) son implication dans le scandale politico-boursier Recruit, dans des transactions illégales sur des tableaux de Renoir et dans une affaire de fausses déclarations de revenus».

La Soka Gakkai a été poursuivie par le fisc pour avoir soustrait à l'impôt 2,3 milliards de yens obtenus sur la vente de tombes ; elle a payé ce rappel ainsi que l'amende, invoquant la bonne foi. Elle est, d'autre part, impliquée dans une affaire de commissions évanouies dans des ventes successives de tableaux de Renoir sur laquelle enquête également le fisc (le Monde du 16 mai). Aujourd'hui, elle est devenue un mouvement de croyants sans Eglise.

L'opposition entre les deux organismes est symptomatique de l'ambition de la Soka Gakkai : non contente d'être une association de croyants - qualifiée par un spécialiste des religions japonaises de «puissante coalition politico-religieuse du Japon d'après-guerre», elle entend détenir aussi un «leadership» doctrinal qui revient logiquement à la secte-mère.

Sur le plan politique, la Soka Gakkai est à l'origine du Komeito, parti créé en 1964, avec lequel, théoriquement, les liens organiques sont rompus depuis le début des années 70. Le discrédit jeté sur la Soka Gakkai pourrait affecter un parti qui joue un rôle charnière au Parlement.

PHILIPPE PONS

Confrontée à de graves difficultés financières

La 5 devrait procéder à des licenciements

La 5 est en ébullition. Le PDG de la chaîne, M. Yves Sabouret, a indiqué au comité d'entreprise, jeudi 28 novembre, que la situation financière nécessitait «certains licenciements» au sein de la 5, qui emploie actuellement 700 salariés, dont 151 journalistes. Il semble que la direction de la chaîne ne croit plus à l'obtention d'une seconde coupure publicitaire et à un allègement des quotas de diffusion, qui lui auraient donné un ballon d'oxygène. M. Sabouret a expliqué que l'année 1992 aurait lieu «sous le signe d'une extrême rigueur». Selon des membres du comité d'entreprise, il a indiqué qu'il avait ébauché, en liaison constante avec les autres actionnaires de la 5 et les banques, deux scénarios qui, tous, impliqueraient des licenciements. «Personne ne peut savoir encore, pas même moi, combien d'emplois pourraient être

éventuellement supprimés. Les suppressions d'emplois ne sont pas quantifiées et il n'y a pas de calendrier. Tout chiffre qui pourrait être évoqué ici ou là n'est donc pas de sens», a précisé le PDG de la 5 à l'AfP dans la soirée du 29 novembre.

Ces précisions n'empêchaient pas les rumeurs de courir au siège de la Cinq, évoquant une charrette de licenciements allant de 10 à 150 personnes. Une autre rumeur, celle du départ de M. Sabouret lui-même de son poste de PDG, a la demande de M. Jean-Luc Lagardère, PDG d'Hachette (principal actionnaire et opérateur de la chaîne) courait avec insistance. Interrogé samedi 30 novembre au matin, un membre de la direction d'Hachette nous a indiqué «que ces rumeurs étaient archi-fausSES. M. Yves Sabouret est PDG de la Cinq, et son présumé successeur, M. Jacques Lehn, reste

directeur général d'Hachette». Les syndicats de la chaîne ont toutefois demandé à rencontrer M. Lagardère afin d'obtenir des informations sur l'avenir de la chaîne et sur le déficit de 1991 qui serait, selon différentes sources internes à la 5, supérieur à un milliard de francs. Mais le chef de cabinet de M. Lagardère leur a opposé un refus et a indiqué aux représentants des syndicats que leur interlocuteur était M. Sabouret.

Celui-ci a confié à des représentants syndicaux que «l'on serait fixé dans huit à dix jours». Toutefois, les syndicats craignent que les licenciements aient surtout lieu pendant les fêtes. «La situation financière de la chaîne implique peut-être des réductions d'effectifs, mais nous ne voulons pas que des «champions» soient pour les responsables de la grille de programmes catastrophique de la 5», lance un syndicaliste, selon lequel, «le personnel de la chaîne est prêt à aller jusqu'à la grève».

Entre-temps, la rigueur a déjà commencé : l'émission d'André Bercoff, «Ca vous regarde», a été supprimée de la grille de la Cinq, car jugée non rentable sur le plan des recettes publicitaires. La suppression d'autres émissions, notamment musicales, et leur remplacement par la diffusion de feuilletons, pourrait être annoncée d'ici au 20 décembre.

Y.-M. L.

Devant des magistrats
de la Cour de cassationLa troisième requête
en révision pour
Christian Ranucci
est rejetée

La commission de révision des condamnations pénales a rejeté, vendredi 29 novembre (nos dernières éditions du 30 novembre), la troisième requête en révision présentée par les avocats de Christian Ranucci, guillotiné en 1976 pour l'assassinat d'une fillette de huit ans, Marie-Dolorès Rambila. La commission, composée de magistrats de la Cour de cassation et présidée par M. Paul Malibert, a estimé que, même après l'entrée en vigueur de la loi du 23 juin 1989 élargissant les possibilités de révision, aucun fait nouveau n'était de nature à introduire un doute.

L'écrivain Gilles Perrault, auteur d'un livre à succès sur l'affaire Ranucci, le *Pull-over rouge*, n'est «pas étonné» par le rejet de la requête en révision mais estime que «l'action pour la réhabilitation de Ranucci n'est pas interrompue et le combat continue». «Jamais en France, et il ajouta, on n'a réhabilité un condamné exécuté. Il faudrait un immense courage pour accepter le principe de la révision. Les choses seraient beaucoup plus simples si Ranucci était toujours vivant».

Scandale en Angleterre

Un éducateur a abusé pendant treize ans
de quelque 200 enfants

L'Angleterre a découvert avec stupeur qu'un éducateur spécialisé, responsable de plusieurs homes d'enfants en difficulté, avait pu molester et abuser sexuellement pendant treize ans quelque deux cents enfants confiés à ses établissements.

L'homme, Frank Beck, quarante-neuf ans, a été condamné vendredi 29 novembre à la prison à vie, au terme d'un procès de onze semaines qui restera la plus grande affaire

d'abus sexuels jamais portée devant un tribunal de Grande-Bretagne.

L'opinion britannique se demande aujourd'hui comment un homosexuel notoire, contre lequel les plaintes se sont accumulées de 1973 à 1986, date de sa démission, a pu rester en fonction si longtemps sans être inquiété. Le secrétaire d'Etat à la santé, M. William Waldegrave, a ordonné une enquête sur le recrutement des personnels dans les homes d'enfants spécialisés.

EN BREF

□ TIMOR-ORIENTAL : le gouverneur met en doute la version officielle du massacre du 12 novembre. - M. Mario Carrascalos, gouverneur de Timor-Orient, a menacé, vendredi 29 novembre, de démissionner de son poste si les résultats de l'enquête officielle sur le massacre de civils par l'armée indonésienne, le 12 novembre dernier, «ne s'avèrent pas sérieux». Il a dénoncé la «paix pourrie» et fait état de l'arrestation de trois cents personnes à la suite de la fusillade. D'autre part, la conférence épiscopale catholique d'Indonésie a «déploré» la responsabilité de certains éléments de l'armée dans le massacre. - (Reuters, AFP.)

□ IRAK : reprise du dialogue avec l'opposition kurde. - Le chef du Parti démocratique du Kurdistan irakien (PDK), M. Massoud Barzani, est revenu à Bagdad, vendredi 29 novembre, pour renouer le dialogue avec le pouvoir sur le statut d'autonomie du Kurdistan d'Irak. Les derniers pourparlers avaient eu lieu dans la capitale irakienne en juillet. M. Barzani avait alors annoncé des «progrès», mais le dirigeant de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), M. Jalal Talabani, les avait jugés insuffisants. Depuis, les incidents se sont multipliés dans le Kurdistan où trois cent mille réfugiés vivent encore dans des conditions précaires. Récemment, l'opposition kurde a affirmé que plusieurs villes étaient soumises à un blocus par l'armée, ce que Bagdad a démenti. - (AFP.)

□ IRAN : accord avec les Etats-Unis sur un contentieux financier. - Les Etats-Unis ont déclaré, vendredi 29 novembre, avoir conclu un accord avec l'Iran, qui prévoit le versement de 278 millions de dollars en dédommagement de matériel militaire promis à Téhéran avant la révolution de 1979 et qui n'avait pas été livré. Dans les prochains jours, le tribunal international de La Haye devrait approuver cet accord, négocié depuis dix-huit mois. - (Reuters.)

□ LIBYE : Tripoli cherche une «formule» de coopération avec Paris. - Selon l'agence JANA, le

ministre libyen des affaires étrangères a notifié, vendredi 29 novembre, à l'ambassadeur de France le «souti (de Tripoli) de trouver une formule de coopération judiciaire» avec Paris, dans l'affaire de l'attentat contre le DC-10 de l'UTA. Le Quai d'Orsay avait indiqué, peu auparavant, que la Libye avait transmis à la France «un certain nombre de réponses» à ses requêtes concernant l'enquête sur cette affaire.

□ VIETNAM : un militant d'Amnesty International condamné à vingt ans de prison. - Un médecin de Ho-Chi-Minh-Ville (ex-Saigon), membre de l'organisation humanitaire Amnesty International, a été condamné, vendredi 29 novembre, à vingt ans de prison, et un de ses associés à dix ans. Le docteur Nguyen Dan Que, qui avait déjà purgé une longue peine pour «activités subversives», était accusé d'avoir «dérivé le gouvernement vietnamien» en distribuant des documents appelant à l'abandon du socialisme au Vietnam et en «usant de sa qualité de membre d'Amnesty pour traduire des documents en anglais et les transmettre à l'étranger». - (AFP, Reuters.)

□ Entrée en vigueur de la loi sur la protection des acheteurs de maisons individuelles. - La loi sur la réforme du contrat de construction des maisons individuelles, votée en décembre 1990, entre en vigueur le 1^{er} décembre. Le décret d'application ayant été publié au Journal officiel du vendredi 29 novembre. Le point essentiel de la loi est l'inscription d'une garantie obligatoire de livraison à prix et délais convenus. Le constructeur souscrit la garantie auprès d'une banque ou d'une société d'assurance, qui se substituera à lui en cas de défaillance. Le contrat devra aussi définir précisément les conditions de réalisation du bâtiment. Le prêteur jouera un rôle-clé car il devra vérifier la conformité du contrat de construction avant de faire une offre de prêt et ne pourra débloquer les fonds qu'une fois en possession d'un justificatif de garantie de livraison. Quatre mille acheteurs étaient victimes chaque année des faillites de constructeurs (le Monde du 4 avril 1990).

SOMMAIRE

DATES	
Il y a cinq cents ans, le roi de France épouse la Bretagne...	2
ÉTRANGER	
URSS : à la veille du référendum sur l'indépendance de l'Ukraine...	3 et 4
La guerre civile en Yougoslavie : M. Tudjman accepterait le déploiement de «casques bleus» dans les zones de crise en Croatie...	4
Pérou : le président Fujimori cherche à imposer une économie ultralibérale...	5
Somalie : Mogadiscio, ville «ruinée, dévastée, affamée»...	5
POLITIQUE	
La réforme de l'administration territoriale fait resurgir la querelle de l'enseignement privé...	6
Livres politiques, par André Laurens : «Certaines idées de la France»...	6
Un entretien avec M ^{me} Marie-Noëlle Lienemann...	7
COMMUNICATION	
«La Truffe» dépose son bilan...	7
SOCIÉTÉ	
Au procès des fausses factures du Sud-Est, les vérités simples de «Jo» Delcroix...	8
M. Rolf Dobbertin a été acquitté. M. Bianco est prêt à solliciter le Parlement pour une éventuelle réforme du code de la nationalité...	8
La finale de la Coupe Davis : Henri Lacombe, le retour...	9
ACADÉMIE	
Les discours de réception de M ^{me} Hélène Carrère d'Encausse à l'Académie française...	11 à 14
HEURES LOCALES	
• L'université au service des collectivités • Un entretien avec le maire d'Angoulême • Franche-Comté : petits bonheurs et grandes chûmes • L'offre surprise des délocalisations...	15 à 18
CULTURE	
Une exposition de statuaire du peuple fang au Musée Dapper...	19
La mort de Ralph Bellamy...	19
La restauration du parc de Versailles...	19
ÉCONOMIE	
M. Gilbert Trigano met le Club Méditerranée en déficit...	21
Deux journalistes blessés au cours de la manifestation portuaire à Marseille...	21
Nestlé lance une OPA pour s'emparer de Vitell...	21
Revue des valeurs...	22
Crédits, changes, grands marchés...	23
Services	
Abonnements...	2
Carnet...	10
Météorologie...	10
Mots croisés...	7
Télévision...	10
Spectacles...	20
• La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM	
Le numéro du «Monde» daté 30 novembre 1991 a été tiré à 485 444 exemplaires.	

العدد 3615